

M^{me} Thatcher persiste et signe

M^{me} Thatcher persiste et signe. Le dixième discours du trône dont elle est l'auteur, prononcé mardi 22 novembre par la reine Elizabeth dans les fastes de la tradition britannique, porte, comme les précédents, la double marque qui caractérise le premier ministre britannique. Un style résolument autoritaire d'abord, par lequel elle s'affirme aussi bien à l'intérieur de son cabinet - dont les membres savent qu'ils doivent se soumettre ou se démettre - que devant une Chambre des communes où une confortable majorité la met pratiquement à l'abri de toute surprise comme de toute tentative de rébellion dans les rangs de son propre parti.

Une volonté déterminée, ensuite, d'aller toujours plus de l'avant dans cette « révolution thatcherienne » qui implique une libéralisation tous azimuts de l'économie. C'est sur ce terrain que le discours prononcé à Westminster franchit réellement une nouvelle étape avec le poursuite du programme de privatisation qu'il annonce. Écartée la polémique des dernières semaines sur l'intérêt de la sauvegarde d'un service public et d'une politique des prix : l'eau et l'électricité retourneront au secteur privé. En attendant celle des charbonnages, promise par le ministre de l'Industrie, cette double opération ramènera dans les caisses de l'État un total de quelques 30 milliards de livres.

Une fois de plus les détracteurs de M^{me} Thatcher dénonceront une politique consistant à brader les intérêts du pays et à « vendre l'argenterie de famille ». On imagine mal, cependant, le premier ministre suspendre une politique suivie sans succès depuis maintenant près de dix ans. Au nom de ces mêmes options libérales, le gouvernement présentera, durant la session parlementaire, une réforme permettant de simplifier la procédure sur les offres publiques d'achat lorsqu'elles ne prêtent pas à controverse.

Au moment où tous les pays industriels, même les États-Unis, tentent de mettre en place de nouveaux garde-fous contre les « raids » de toute sorte que lancent les entreprises, cette simplification ira-t-elle de pair avec la prudence imposée par des marchés financiers nerveux ? Sans vouloir faire de procès d'intention avant de connaître le détail de la nouvelle législation, la question mérite d'être posée.

Mais c'est sans doute la promesse de succès dans la lutte contre l'inflation qui provoque le plus de scepticisme. Dopée par une augmentation des salaires toujours supérieure à celle des prix, la consommation s'envole en Grande-Bretagne. Chaque mois confirme une surchauffe dont les pertuisans de M^{me} Thatcher minimisent parfois les enjeux. Revenir à une croissance économique plus modérée, et surtout, plus saine, n'a cessé d'être le leitmotiv des interventions du chancelier de l'Échiquier Nigel Lawson. Pour y parvenir, il entend continuer de jouer, essentiellement, de l'arme du crédit et des taux de change.

Ces moyens sont-ils à la hauteur des objectifs ? La promesse d'un « atterrissage en douceur » de l'économie vient de perdre un peu plus de sa crédibilité avec la publication du dernier indice des prix indiquant une hausse de 6,4 % en douze mois. Procéder, dans de telles conditions, à de nouveaux allègements d'impôts s'annonce pour le moins dangereux.

(Lire nos informations page 3.)

M 0147 - 11240 - 4,50 F
3790147004500 11240

A la veille du sommet franco-espagnol Attentat meurtrier à Madrid devant le siège de la Garde civile

Quelques heures avant la réunion à Montpellier du sommet franco-espagnol, où la coopération dans la lutte antiterroriste devait, entre autres sujets, être discutée, un attentat à l'explosif a fait, dans la nuit du mardi 22 au mercredi 23 novembre, deux morts et plus de quarante blessés à Madrid, devant le siège de la Garde civile.

Il était environ minuit, mardi 22 novembre, lorsqu'une charge télécommandée extrêmement puissante et dissimulée à bord d'une fourgonnette a explosé devant la direction générale de la Garde civile. Une personne a été tuée sur le coup, et un enfant de trois ans est mort, peu après, de ses blessures. On compte en outre plus de quarante blessés, dont plusieurs sont dans un état grave.

L'attentat n'avait pas encore été revendiqué mercredi en fin de matinée, mais les autorités espagnoles ne mettent pas en doute qu'il est l'œuvre de l'ETA.

Cet attentat est intervenu à la veille du sommet franco-espagnol qui s'est ouvert mercredi 23 novembre, à Montpellier, et auquel participent, outre MM. François Mitterrand et Felipe Gonzalez, quatorze ministres français et espagnols. Ce sommet précède d'une dizaine de jours la réunion des chefs d'État et de gouvernement des Douze, qui se tiendra à Rhodes. Les problèmes de la construction européenne devraient être notamment passés en revue à Montpellier, car

L'Espagne assumera pendant le premier semestre 1989 la présidence de la CEE, la France devant lui succéder le 1^{er} juillet.

(Lire page 3 l'article de notre correspondant THIERRY MALINIAK.)



(Lire page 9 l'article de DANIEL CARTON)

Langue régionale et fonds de développement M. Joxe propose un dialogue aux nationalistes corses

En visite en Corse, mardi 22 novembre, M. Pierre Joxe, accompagné de M^{me} Edith Cresson, a annoncé que, dès la rentrée scolaire de l'automne 1989, 100 % des élèves pourraient recevoir un enseignement de langue corse. Le ministre de l'Intérieur, qui souhaite obtenir de l'ex-FLNC une prolongation de la trêve, a appelé les élus nationalistes de l'île au dialogue.

NOËL. L'un dans l'autre, sa hôte est toujours pleine de mesures, de projets, qui font éclore les sourires ou les grimaces, mais qui montent, en tout cas, que le ministre et tout le gouvernement sont bien décidés à travailler au corps l'île de Beauté.

Pour sa quatrième visite en cinq mois, M. Joxe est resté fidèle à cette ligne de conduite : les responsables corses politiques, économiques et sociaux, rassemblés mardi à Ajaccio, ont eu droit à leur lot, désormais régulier, d'annonces et de nouvelles venues du continent, avec, en prime, un exposé touffu de M^{me} Cresson, d'où il ressort qu'avec l'aide de l'Europe le gouvernement va consentir un effort financier « massif » pour le développement de l'île.

Renforcement de l'État et de l'application de la loi en Corse, développement économique et culturel : M. Joxe a rappelé que le gouvernement a ainsi défini les axes de son action en Corse, avant de faire le point sur la plupart des volets de cette action.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.
(Lire la suite page 10.)

La campagne pour les élections du 4 décembre Venezuela, la nostalgie de l'âge d'or

Les élections présidentielles et législatives auront lieu le 4 décembre au Venezuela. Le nouveau président, qui, selon tous les sondages, devrait être le candidat d'Action démocratique, M. Carlos Andres Perez, ne prendra ses fonctions qu'en février 1989. Son principal adversaire est le chrétien-démocrate Eduardo Fernandez, mais le MAS (gauche) pourrait devenir le deuxième parti du Congrès.

CARACAS
de notre envoyé spécial

« Ni Tigre ni Gocho. » Expression du rejet des deux grands partis qui dominent la vie politique vénézuélienne, le slogan, écrit en lettres géantes sur un mur de béton, a peu de chance d'être entendu. La course à la présidence se jouera entre, d'une part, le représentant de l'Action démocratique, de tendance vaguement social-démocrate et populiste et, d'autre part, le champion du COPEI, démocrate-chrétien ; la vingtaine d'autres candidats ne pouvant espérer faire mieux que de la figuration. Traditionnellement, les quelque 10 millions d'électeurs vénézuéliens accordent à 80 % leurs suffrages aux deux grands partis, immenses machines à distribuer postes et prébendes, qui comptent au total près de 4 millions de membres.

« El Tigre », tel est le surnom agressif que s'est lui-même accolé M. Eduardo Fernandez, candidat du COPEI, pour montrer sans doute qu'il n'a pas peur de M. Carlos Andres Perez. Appelé « El Gocho », celui-ci a déjà été président de la République, de 1974 à 1979, et tous les observateurs s'accordent à penser qu'il devrait succéder à un autre membre de l'Action démocratique.

M. Jaime Lusinchi, qui n'a pas le droit de se présenter à deux mandats successifs.

La campagne électorale a commencé depuis plusieurs mois dans chacune des grandes formations. M. Fernandez s'est imposé au sein du COPEI, dont il est le secrétaire général, contre un autre ancien président de la République, Rafael Caldera, qui ne manque pas une occasion de désavouer le candidat de son propre parti. Quant à M. Carlos Andres Perez, plus familièrement appelé « CAP », qui a le sourire plus carnassier que son rival de Tigre, il a battu le prétendant favori de M. Lusinchi, l'ancien ministre de l'Intérieur, M. Octavio Lepage.

L'entente ne règne donc pas parfaitement à l'intérieur des

deux grands partis, mais le COPEI paraît plus atteint. L'Action démocratique sait par expérience que les meilleures chances du candidat démocrate-chrétien résident dans ses propres divisions. Aussi MM. Lusinchi et Andres Perez, malgré leurs désaccords, ont passé une sorte de pacte de non-agression. CAP veut se situer dans une certaine continuité du gouvernement Action démocratique, tandis que M. Lusinchi ne désespère pas de devenir président du Congrès, voire d'être de nouveau candidat à la magistrature suprême, dans cinq ans, avec la bienveillante neutralité de CAP.

DANIEL VERNET.
(Lire la suite page 5.)

Les décisions de Pechiney et le marché des métaux Le retour de l'«alu»

La décision annoncée le 21 novembre par Pechiney de construire une nouvelle unité d'aluminium à Dunkerque braque le projecteur sur ce métal centenaire, mis au point par la recherche française, et aujourd'hui omniprésent. Mais ce « retour en France » de l'aluminium ne remet pas en cause la nouvelle géographie d'un marché mondial dominé par une « délocalisation » vers l'Australie, le Canada, le Venezuela ou les émirats pétroliers.

Le coq d'aluminium qui trône au siège de Pechiney rue Balzac à Paris a dû pousser un cri de

triomphe au matin du 21 novembre. Ces dernières années, le groupe français avait choisi l'exotisme et les ressources d'énergie bon marché pour implanter ses usines d'aluminium aux antipodes et au Canada. La production de l'Hexagone se concentrait, lentement mais sûrement, vers un seul site : Saint-Jean-de-Maurienne (Savoie), le plus rentable. L'industrie de l'aluminium connaissait une évolution à la japonaise, en moins spectaculaire (les capacités de production, sur le territoire nippon sont passées de 1,6 million de tonnes à 64 000 tonnes en dix ans).

ERIC FOTTORINO.
(Lire la suite page 34.)

PRIX FEMINA ETRANGER

AMOS OZ

La boîte noire

« Un grand roman... magnifiquement maîtrisé. Violent, émouvant, faisant vibrer toutes les cordes de l'amour, du plus innocent au plus destructeur. »
PIERRE ENCKELL L'ÉVÉNEMENT DE JEUDI

« Une plongée romanesque dans le monde oppressant des haïmes tamlites... qu'Amos Oz depict avec une terrible précision. »
CAHERINE DAVID LE NOUVEL OBSERVATEUR

Almann-Lévy

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

« Trois places pour le 26 », une comédie musicale de Jacques Demy sur et avec Yves Montand

Mahmoud Zemmouri réalise une comédie en Algérie : pendant les émeutes, le tournage continue
Pages 13 à 15

Immobilier

Une rubrique d'annonces classées : la sélection détaillée de maisons et d'appartements à louer dans Paris et en banlieue.
Pages 31 à 33

Etranger

ISRAËL : la formation du gouvernement

Les travaillistes suspendent leurs négociations avec M. Shamir

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Mouvement tactique ou retrait définitif dans l'opposition ? Les travaillistes de M. Shimon Pérès ont annoncé, mardi 22 novembre, qu'ils suspendaient les pourparlers engagés depuis une dizaine de jours avec le Likoud pour former un nouveau gouvernement d'union nationale.

Dans l'entourage du chef du Likoud, on indiquait que M. Itzhak Shamir allait donc reprendre ses laborieuses négociations avec l'extrême droite et les partis religieux pour constituer un gouvernement dit de « coalition restreinte ». Un responsable du parti, M. Ronnie Milo, a assuré que le premier ministre sortant espérait y arriver d'ici à la fin de la semaine prochaine. On ne cachait pas que M. Shamir « préférerait toujours gouverner avec les travaillistes » et pourrait même leur proposer de se joindre à la coalition, une fois celle-ci formée.

Les exigences des religieux

Pour l'heure, M. Shamir ne peut disposer d'une majorité à la Knesset que s'il conclut un accord avec les partis religieux. Tâche malaisée : ces partis se disputent les mêmes portefeuilles, font de la surenchère permanente, sont en conflit ouvert avec la communauté juive orthodoxe sur la « loi du retour » (le Mois de 23 novembre), cependant que l'un d'entre eux, Agoudat Israël, menace chaque jour, et publiquement, d'« abandonner » M. Shamir et d'appuyer M. Pérès.

M. Shamir avait entamé des conversations informelles avec les travaillistes il y a dix jours, immédiatement après que le président de l'Etat, M. Haim Herzog, lui eût demandé de constituer le prochain gouvernement. Lors du scrutin législatif du 1^{er} novembre, le Likoud avait obtenu 40 sièges (sur 120), les travaillistes 39 et, faute d'accord entre les deux « grands », aucune majorité n'est envisageable sans l'appui des partis religieux (18 sièges). Le problème pour M. Shamir est que les rabbins ont de lourdes exigences. Ils réclament

notamment - les ministères de l'intérieur, de la construction et de l'habitat, celui de l'éducation nationale, des affaires religieuses, de nombreux postes de vice-ministres, le contrôle du cadastre, la direction de la loterie nationale et une chaîne de radio « orthodoxe ».

Les négociateurs travaillistes - MM. Moshe Shahal et Haim Bar-Lev - ont rompu parce qu'ils estimaient insuffisantes les propositions du Likoud. Les deux partis sont d'accord pour que M. Shamir dirige le gouvernement pendant quatre ans et pour taire leur différend sur la question de la conférence internationale de paix au Proche-Orient. Mais les travaillistes veulent deux ou trois grands ministères (défense, affaires étrangères et finances), et le Likoud ne leur en offre qu'un seul. De même, M. Shamir refuse que le gouvernement soit à nouveau dirigé par un cabinet restreint composé à part égale de ministres travaillistes et du Likoud.

Aucun commentateur politique n'exclut que les conversations entre les deux « grands » puissent reprendre ni que la décision travailliste ne soit destinée qu'à faire fléchir un peu le Likoud. Une bonne partie des amis de M. Pérès estiment toutefois qu'il est grand temps de s'installer dans l'opposition et de laisser M. Shamir se débrouiller avec ses impossibles partenaires religieux et d'extrême droite.

ALAIN FRACHON.

● Jérusalem en « désaccord profond » avec le texte de la CEE sur le CNP. - Israël s'est déclaré, mardi 22 novembre, en « désaccord profond » avec la Communauté européenne, au lendemain de l'adoption par les Douze d'un communiqué voyant des « pas positifs » dans les résolutions votées la semaine dernière par le Conseil national palestinien (CNP) (Le Monde du 23 novembre). « Le communiqué de la CEE réitère les efforts déployés par la Communauté pour présenter les décisions du CNP comme sans équivoque et appréciables. Sur ce point, nous sommes en profond désaccord avec nos amis européens », a affirmé le porte-parole du ministère des affaires étrangères, M. Alon Liel. - (Reuters.)

Les Libanais ont célébré dans la division le quarante-cinquième anniversaire de leur indépendance

Les Libanais ont célébré, mardi 22 novembre, dans la division, le quarante-cinquième anniversaire de leur indépendance, soldats chrétiens et soldats musulmans défilant séparément devant leurs généraux.

BEYROUTH
de notre correspondant

La fête de l'indépendance a été perturbée à l'intérieur du camp musulman par de violents affrontements entre les deux milices chiites rivales, AMAL et Hezbollah. Ces heurts faisaient suite à un attentat, la veille près de Baalbek, auquel ont échappé trois des principaux responsables du mouvement intégriste, les cheikhs Ibrahim el Amine, Sobhi Toufayli et Mohamad Yazbek. Apparemment, cet attentat constituait une réponse à celui dont avaient été victimes, le mois dernier, trois dirigeants d'AMAL.

Beyrouth depuis que les troupes syriennes y ont pénétré en juin, ont provoqué la fermeture de la route de l'aéroport. Malgré l'intervention de l'armée syrienne, qui a séparé les belligérants, la tension demeure vive dans ce secteur.

Les militaires de Damas ont dû également intervenir pour mettre un terme à une querelle à coups de mitrailleuse entre AMAL et le Baas pro-syrien à l'extrémité - côté Beyrouth-Ouest - de la voie de passage intersecteurs, qui, elle aussi, a été fermée pour la première fois depuis deux mois. Le conflit portait sur la perception de « taxes » sur les marchandises passant d'un secteur à l'autre.

Simultanément, Israël frappait une fois de plus au Liban sud, son aviation effectuant un raid contre les camps palestiniens de Saïda : trois morts, dix blessés.

Enfin, aucune trace du délégué du CICR, M. Peter Winkel, n'a été trouvée, une semaine après son enlèvement, jeudi dernier à Saïda.

LUCIEN GEORGE.

CORÉE DU SUD

L'ancien président Chun a présenté des excuses publiques pour les exactions commises sous son règne

L'ancien président Chun Too Hwan s'est publiquement excusé, mercredi 23 novembre, en direct à la télévision, pour les malversations qu'il a commises pendant ses huit années de pouvoir, et a déclaré qu'il avait choisi un exil intérieur. Cédant à la pression publique et à la menace d'être poursuivi légalement, il a lu, de son domicile dans le quartier ouest de Séoul, un texte de vingt-sept minutes dans lequel il a présenté ses excuses. Plusieurs journalistes étaient présents lors de son allocution, tandis qu'à l'extérieur quel-

que cinq mille policiers quadrillaient le quartier.

« Toutes les erreurs politiques sont de ma faute et j'en suis totalement responsable », a notamment déclaré l'ancien président sud-coréen. « J'ai passé les neuf derniers mois à me repentir, me remémorant non sans regret. » « Je m'excuse sincèrement, demande à être pardonné et attends le jugement du peuple », a ajouté M. Chun, qui avait du mal à réprimer ses larmes après son intervention.

L'ancien président a ensuite quitté la capitale pour une destination inconnue, à

la campagne. Il a promis de remettre à l'Etat près de 20 millions de dollars détournés et 3 millions sur ses fonds personnels. Il a cependant nié avoir placé sa fortune personnelle à l'étranger.

Selon des informations de presse, l'actuel président Roh Tae Woo, qui fut son ami, aurait l'intention de demander son pardon, jeudi ou vendredi. Les étudiants les plus radicaux ont rejeté les excuses publiques de M. Chun et sa décision de remettre l'argent à l'Etat, estimant que cela était insuffisant. Ils prévoient de tenir, samedi, un rassemblement contre l'ancien président.

L'expiation

TOKYO
de notre correspondant

Malgré ses apparitions quotidiennes à la télévision d'Etat au cours des sept années qu'il passa au pouvoir (soit 1980-février 1988), M. Chun Too Hwan était finalement peu connu des Coréens. Ils ne savaient qu'une chose, c'est qu'ils ne l'aimaient pas. Depuis quelques mois, l'ex-président est encore plus impopulaire, mais ils savent pourquoi : ce qui n'était que rumeurs s'est confirmé. La corruption de son entourage comme les brutalités de son régime sont étalées au grand jour et lui-même a été contraint d'exprimer son repentir.

Bien que le régime Chun coïncide, pour la Corée du Sud, avec une période de prospérité économique et de prestige international (couronné par les Jeux olympiques), l'ex-président n'a jamais bénéficié de la légitimité d'un Park Chung Hee, par exemple, pourtant connu comme un ex-général, et qui s'était emparé du pouvoir en 1961. Les Coréens étaient redevables à l'autoritaire Park d'avoir construit le pays, même si la fin de son régime, notamment à partir des réformes « revitalisantes » Yushin de 1973, avait pris un caractère dictatorial. Avec l'ex-général Chun qui, à la faveur d'un coup de force dans l'armée en décembre 1979, deux mois après l'assassinat de Park, s'empara du pouvoir (il se fit porter à la présidence en août 1980), la chape de répression fut encore plus pesante. La limite quo-

tidienne des libertés, les risques d'arrestation à la moindre contestation, que raspeait l'omniprésence de la police, contribuèrent beaucoup à l'impopularité du nouvel homme fort de la Corée.

Il y eut pendant son règne plus de prisonniers politiques que du temps de Park. Les cas de tortures (dont, l'année dernière, celui d'un étudiant mort dans les locaux de la police), les « camps d'entraînement » tenus par l'armée où, vient-on d'apprendre, sont morts 50 détenus, les « centres de bien-être » pour les vagabonds, handicapés et enfants abandonnés où l'on envoyait ceux dont on voulait se débarrasser (16 125 personnes étaient placées ainsi en « dénonciation de protection » au milieu de 1987), la mort de plus de 2 000 militaires qui se sont suicidés à la suite de mesures disciplinaires et des 180 autres tués par leurs supérieurs (révélations faites récemment par une commission d'enquête parlementaire) : autant d'abus que les Coréens connaissent de bouche à oreille et qui alimentent le climat de crainte.

Aujourd'hui, les « rumeurs » sont devenues des faits établis, et ces révélations - ou confirmations - ont provoqué une vague de colère populaire dépassant de beaucoup les milieux contestataires.

La corruption de l'entourage de M. Chun (dont neuf membres ont été arrêtés) et en particulier celle de sa femme étaient aussi de notoriété publique, même si l'on préférerait n'en parler qu'entre amis. Ces

trafics d'influence étaient d'autant plus choquants que M. Chun avait lancé en 1980 une grande campagne de purification qui avait conduit à l'arrestation de 57 000 « éléments anti-sociaux » (c'est-à-dire corrompus) dont 3 000 purgés dans des camps de prison.

L'ombre de Kwangju

Il pesa, surtout, toujours une ombre sur le régime Chun : l'ex-général de parachutistes était arrivé au pouvoir dans le sang. Kwangju, mai 1980 : une émeute populaire provoquée par l'extension de la loi martiale à tout le pays. L'intervention des parachutistes qui tirèrent dans la foule, chargés à la baïonnette : officiellement, 200 morts ; selon les habitants, un millier. Des images qui resteront dans les mémoires.

Le général Chun était alors l'homme fort du pays, cumulant les fonctions de chef des services de renseignements de l'armée et de directeur de la KCIA (c'était la première fois qu'un seul homme contrôlait les deux services de renseignement mis en place par Park pour surveiller l'un l'autre). La répression à Kwangju n'avait pu être ordonnée que par lui. L'ostracisme traditionnel dont sont l'objet les habitants de la province de Choïdo (dont Kwangju est la capitale), la propagande officielle et la répression ont longtemps contribué à jeter un voile sur le massacre de Kwangju. Ce n'est que récemment que la majorité des Coréens ont

compris ce qui s'était réellement passé.

PHILIPPE PONS.

Les Emirats arabes unis achètent à nouveau des missiles français

Les Emirats arabes unis, l'un des Etats du golfe Arabo-Persique, et la France, viennent de signer un accord portant sur la livraison de missiles Crotale de défense anti-aérienne. Aucune précision sur le nombre des rampes ni sur la valeur globale de ce contrat n'a été donnée de source officielle.

Un premier contrat, conclu en 1976, avait abouti à la livraison à ce même pays d'un lot de cent huit missiles Crotale, qui sont

conçus par les groupes Thomson-CSF et Matra.

Depuis une dizaine d'années les Emirats arabes unis ont acquis en France des chars AMX-30, des blindés légers AMX-10 et M-3, des Mirage-5 et des hélicoptères Super-Puma. Des négociations sont en cours pour acheter un contingent de la France portant sur la livraison de Mirage-2000 que le client ne juge pas conforme aux conditions du contrat.

PAKISTAN

M^{me} Bhutto a rencontré le chef de l'Etat

M^{me} Benazir Bhutto, la dirigeante du Parti populaire pakistanais (PPP), qui pourrait être appelée, rapidement, à former le prochain gouvernement, a rencontré, le mardi 22 novembre, à Islamabad, le président de la République en intérim, M. Ishaq Khan, puis le chef de l'armée, le général Aslam Baig.

Pour sa part, M. Nawaz Sharif, le dirigeant de l'Alliance démocratique islamique (ADI), a eu un entretien de plus d'une heure avec le président de la République. Le PPP est arrivé, largement en tête des élections législatives, mais sans obtenir la majorité.

Toutefois, M^{me} Bhutto affirme avoir déjà une confortable majorité à l'Assemblée nationale et a demandé au président de l'appeler à former le gouvernement.

Entre-temps, à Moscou, le porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères a exprimé sa satisfaction après la victoire électorale du parti de M^{me} Benazir Bhutto, en notant qu'elle s'est prononcée pour l'« amélioration des relations avec l'Union soviétique » et pour une « stricte observation des accords de Genève » sur l'Afghanistan. - (AFP.)

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beau-Méry (1944-1969), Jacques Fauret (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wicots

Rédacteur en chef : Daniel Varnet

Correspondant en chef : Claude Salas

ABONNEMENTS PAR MINUTE 36-15 - Tapez LEMONDE code d'accès ABO

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél : (1) 42-47-97-27
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 46-23-08-81

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec notre éditeur

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et bandes du Monde au (1) 42-47-99-81.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez LEMONDE

Le Monde
PUBLICITE

5, rue de Montpensier, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F

ABONNEMENTS BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09 Tél : (1) 42-47-98-72				
Tarif	FRANCE	EUROPE	SURSE	AUTRES PAYS (tarif spécial)
3 mois	354 F	399 F	504 F	687 F
6 mois	672 F	762 F	972 F	1 377 F
1 an	1 200 F	1 300 F	1 600 F	2 538 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner RENOYER CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

Changements d'adresse et envois en prépaiement : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT	
DURÉE CHOISIE	
3 mois	<input type="checkbox"/>
6 mois	<input type="checkbox"/>
9 mois	<input type="checkbox"/>
1 an	<input type="checkbox"/>
Nom :	_____
Prénom :	_____
Adresse :	_____
Code postal :	_____
Localité :	_____
Pays :	_____

Veillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

en direct du musée

200 créations : la griffe 89

Boutique Paris Musées Forum des Halles
Galeries Lafayette Haussmann

PARIS MUSÉES

Europe

ESPAGNE : attribué aux séparatistes basques

Un attentat à la voiture piégée a fait deux morts et plus de quarante blessés à Madrid

MADRID de notre correspondant

L'ETA a tenu à rappeler de manière sanglante qu'elle était toujours bien là à la veille du sommet franco-espagnol de Montpellier, au cours duquel la coopération dans la lutte antiterroriste figure en bonne place. Personne ne doute, en effet, que les séparatistes basques sont bien les auteurs du sanglant attentat à la voiture piégée qui a fait deux morts et plus de quarante blessés dans la capitale espagnole dans la nuit du 22 au 23 novembre.

Il était environ minuit lorsqu'une fourgonnette s'est arrêtée devant l'une des guérites de la direction générale de la Garde civile, dans la partie ouest de Madrid. Avant que la sentinelle n'ait pu réagir, ses occupants en descendant précipitamment et s'engageant dans une autre voiture qui se suivait. C'est de ce second véhicule qu'il a été actionné à distance la charge explosive installée dans la fourgonnette. Tout s'est passé en quelques secondes.

Un passant âgé de trente-huit ans, travailleur de la télévision espagnole, a été tué sur le coup et un enfant de trois ans est mort peu après. Parmi les blessés figurent à la fois des gardes civils et des personnes qui se trouvaient à proximité de l'édifice. Plusieurs d'entre eux se trouvent dans un état désespéré. L'explosion a été tellement violente qu'elle a ouvert dans la façade un trou de 5 mètres de diamètre et qu'une trentaine de voitures ont pris feu aux alentours. Tous les carreaux ont été débrisés dans un rayon de près d'un kilomètre.

Le ministre de l'Intérieur, M. Jose Luis Corcuera, s'est immédiatement rendu sur les lieux avant de paraître, vers 3 heures du matin, devant les journalistes. « À aucun moment le gouvernement n'a pensé que l'ETA pouvait cesser de tenter de tuer », a-t-il dit, en ajoutant qu'au vu de la quantité d'explosifs utilisés (plus de 50 kilos) les auteurs de l'attentat avaient voulu commettre « un véritable massacre ». M. Corcuera a estimé que cette action pouvait être

l'œuvre, non du « commando Madrid », qui avait maintenu séquestré durant huit mois l'homme d'affaires Emiliano Revilla, mais bien d'un autre commando venu spécialement à cet effet dans la capitale.

Des perspectives de dialogue qui s'éloignent

L'ETA a eu de plus en plus recours, ces dernières années, au procédé de la voiture piégée, dont les effets sont particulièrement sanglants. La dernière fois, un attentat contre la Garde civile à Saragosse, en décembre 1987, avait fait onze morts. La direction générale de la Garde civile de Madrid aujourd'hui visée avait déjà fait l'objet d'un premier attentat avec le même procédé, en mai de l'année dernière. Les mesures de précaution aux alentours ne semblent pas malgré tout s'être révélées plus efficaces.

Chacun s'attendait à une reprise des attentats dans la capitale après la libération, le 29 octobre, de

M. Revilla. L'ETA avait formulé trois jours plus tard une offre de « trêve » dans laquelle elle exigeait à nouveau la discussion de son « programme minimum » traditionnel, et la fin des « hostilités policières » au Pays basque. Une offre de trêve considérée par le gouvernement de Madrid comme une simple « manœuvre de propagande ».

Tout porte à croire aujourd'hui que les perspectives de « dialogue » sont des plus lointaines, alors que les séparatistes basques ont reconstruit une partie non négligeable de leur infrastructure. Ils disposent apparemment d'un commando dans la capitale et de deux autres au Pays basque même, et tentent de se réorganiser en Catalogne (la police a mené il y a quelques jours une opération marquée contre deux membres de l'organisation à Barcelone). Que sa capacité opérationnelle soit ou non réduite, l'ETA vient de montrer à nouveau qu'elle était toujours en mesure de frapper fort.

THIERRY MALINAK

GRANDE-BRETAGNE : le discours du trône devant le Parlement

La distribution d'eau et l'électricité vont être privatisées

LONDRES de notre correspondant

Les grands thèmes de la « révolution thatcherienne », celle des privatisations et du plus grand libéralisme, ont été à nouveau réaffirmés lors du discours d'ouverture du Parlement britannique lu, mardi 22 novembre, par la reine Elizabeth.

Venu du palais de Buckingham dans un carrosse flamant neuf — avec vitres électriques, — don de l'Australie, la reine a été, pour la dixième fois en trente-six ans de règne, le porte-parole de M^{rs} Thatcher sous les voiles de la Chambre des lords. Le discours, très court — il n'a duré que neuf minutes, — contient cependant seize projets de loi, dont les plus importants concernent la politique économique.

Deux projets — attendus — prévoient la privatisation de l'eau et de l'électricité. Les dix directions régionales de l'eau en Angleterre et au Pays de Galles seront dénationalisées d'ici à la fin 1989, rapportant à l'Etat entre 5 et 7 milliards de livres.

La privatisation de l'électricité sera la plus importante jamais réalisée en Grande-Bretagne : elle devrait rapporter plus de 20 milliards de livres, estiment les analystes. Le CEBG (Central Electricity Generating Board) sera scindé en deux sociétés, tandis que la distribution sera assurée par douze compagnies régionales.

Parmi les autres mesures que le gouvernement soumettra aux parlementaires figure une réforme de la législation sur les offres publiques d'achat (OPA) destinée à simplifier la procédure dans les cas où les OPA ne prêtent pas à controverse en matière de concurrence.

La lutte contre l'inflation continuera à être une priorité. La progression des dépenses publiques sera maintenue sous contrôle pour donner au gouvernement « la possibilité de procéder à de nouvelles réductions d'impôts, quand il sera prudent de le faire ».

En politique intérieure, l'accent est mis sur la lutte contre l'Armée républicaine irlandaise (IRA). M^{rs} Thatcher — qui a déjà interdit d'adhérer les sympathisants de l'organisation clandestine, y compris les députés du Sinn Féin (branche politique de l'IRA) — cherche à étouffer financièrement. Un projet de loi propose la saisie des biens de ceux qui soutiennent le terrorisme et la possibilité pour les banques de communiquer des renseignements sur des comptes pouvant appartenir à des organisations terroristes.

Le hooliganisme sur les stades de football sera également combattu

par l'obligation pour tout spectateur de posséder la carte d'un club. Elle permettra l'identification des « casseurs » et leur exclusion des stades. Il n'existe pas en effet de carte nationale d'identité en Grande-Bretagne.

Par ailleurs, M^{rs} Margaret Thatcher entend mettre un terme aux scandales qui se sont succédés au sein du contre-espionnage britannique, le MI 5. Pour éviter que ne se reproduise l'affaire « Spycatcher » (les Mémoires de l'ancien dirigeant du MI 5 Peter Wright), la « Dame de fer » propose une réforme du service, créé il y a soixante-dix-neuf ans. Le ministre de l'Intérieur, autorité de tutelle, devra rendre compte des activités du MI 5 devant le Parlement et les membres du contre-espionnage — deux mille actuellement — seront tenus, de par la loi, à un strict devoir de réserve.

Le projet de loi ne concerne pas les services d'espionnage proprement dit (MI 6) ni les services de communication du renseignement.

En politique extérieure, le discours n'apporte aucune révélation. Le gouvernement entend maintenir une défense « forte et efficace », réaffirme son appui à la position américaine d'une réduction de 50 % de l'arsenal nucléaire des deux grandes puissances et se félicite de la venue prochaine de M. Mikhail Gorbatchev à Londres.

M^{rs} Thatcher renouvelle enfin son soutien aux habitants des Malouines, tout en affirmant sa volonté de négocier avec l'Argentine. — (Interim.)

La reine interdite de voyage en URSS

Dans son désir de dicter la juste voie et la bonne manière de traiter avec l'Est, rien n'arrête plus M^{rs} Thatcher, pas même l'institution royale britannique. La presse de fin de semaine faisait ses gros titres sur le « veto » qu'opposerait le premier ministre à une invitation de la reine en URSS.

En fait, c'est le porte-parole de M^{rs} Thatcher, M. Bernard Ingham, qui avait estimé, lors d'une conférence de presse, que le chef du gouvernement serait hostile à une telle invitation si elle se présentait. L'URSS n'ayant pas suffisamment progressé en matière de droits de l'homme, A qui plusieurs membres de l'opposition répondent que la reine a déjà visité plusieurs autres pays, dont la Chine, qui de ce point de vue ne valent guère mieux.

URSS : les violences inter-ethniques

Trois soldats tués et plus de cent blessés en Azerbaïdjan

Trois soldats ont été tués et cent vingt-six personnes blessées lors de violences inter-ethniques, mardi 22 novembre, dans la République soviétique d'Azerbaïdjan, a annoncé, mercredi, un porte-parole du ministère azerbaïdjanais des affaires étrangères. Les incidents se sont produits lorsque les troupes spéciales du ministre de l'Intérieur sont entrées dans les localités de Kirovabad et Nakhitchevan. Des Azeris et des Arméniens figurent parmi les blessés.

MOSCOU de notre correspondant

Trente mille dimanche, puis cent mille lundi les manifestants qui ont envahi le cœur de Bakou, la capitale de l'Azerbaïdjan, se comptaient, mardi 22 novembre, par centaines de milliers — un demi-million selon certaines sources.

Comme la veille et l'avant-veille, de nombreuses personnes demeureraient encore, en début de soirée, sur la grande place Lénine, apparemment décidées à y passer la nuit malgré huit heures de meeting ininterrompu. Un mouvement de grève de la faim aurait été entamé et des « provocateurs » auraient tenté d'entraîner la foule vers les quartiers arméniens avant d'être « mis hors d'état de nuire ».

A ce niveau de fièvre, ce n'est plus une manifestation, c'est la mobilisation générale d'une république, et l'affaire du Haut-Karabakh s'est ainsi compliquée un peu plus encore. Jusqu'à présent, Moscou devait prendre en compte trois éléments prioritaires : la ténacité, d'abord, avec laquelle la majorité arménienne de cette région autonome demande, depuis neuf mois, à ne plus faire partie de l'Azerbaïdjan. Le soutien massif, ensuite, qu'apporte l'Arménie voisine à cette revendication ; et le risque, enfin, qu'une modification des frontières intérieures de l'URSS ne suscite un déluge de demandes similaires.

Depuis le week-end dernier, il faut prendre en compte un élément supplémentaire : l'entrée en scène des Azeris dont la mobilisation, même l'été dernier, n'avait jamais été aussi massive et aussi clairement dirigée contre toute formule de compromis. Car deux slogans dominent dans le rassemblement de Bakou : « Vive l'Azerbaïdjan ! » et « Le Haut-Karabakh est territoire azerbaïdjanais ». S'il y a tant de monde sur cette place immense, c'est que, après trois refus successifs de modifier le statut administratif du Haut-Karabakh, l'idée fait son chemin, à Moscou, de le séparer de l'Azerbaïdjan, sans pour autant le rattacher à l'Arménie.

On veut attendre, pour essayer cette carte, la mise en place, au printemps prochain, du nouveau Parlement fédéral auquel on pourrait faire endosser cette décision. Rien n'est joué, mais pour beaucoup d'hommes, à Moscou, le statu quo semble en tout cas de plus en plus impossible à maintenir, et les Azeris sentent croître le danger de voir amputer le territoire de leur République.

BERNARD GUETTA

Un psychiatre dénonce les abus systématiques des années 70

Les autorités soviétiques ont utilisé la psychiatrie de façon systématique, dans les années 70, pour réduire au silence les dissidents, affirme un psychiatre, M. Mikhail Bouyanov, dans un récent article publié par le quotidien des enseignants *Ouzbékistan-Gazeta*.

Bien que, depuis l'été 1987, la presse soviétique ait qualifié certains psychiatres de corrompus, mal formés et inefficaces, M. Bouyanov va au-delà de tout ce qui a été publié jusqu'à présent, en accusant les psychiatres soviétiques d'avoir systématiquement

abusé de leur profession pour supprimer la dissidence.

M. Bouyanov souligne que l'admission forcée dans un hôpital psychiatrique du dissident Jaouis Medvedev en 1970, et a ouvert un nouveau chapitre dans l'histoire de la psychiatrie soviétique. « Il est vrai, explique le médecin, qu'avant cette époque des gens étaient envoyés dans des hôpitaux psychiatriques pour des raisons qui étaient plus politiques que médicales ; mais après 1970, la pratique s'est généralisée ».

Les psychiatres soviétiques cherchent à réintégrer l'Associa-

tion mondiale de psychiatrie et ont accepté, dans cette optique, de recevoir en janvier prochain une délégation de confrères américains.

Selon le dissident Alexandre Podrabinek, au moins trente personnes sont encore enfermées dans des institutions psychiatriques pour activités politiques, et il existe environ cent vingt autres cas suspects. « Il n'y a jamais rien eu de tel que cet article, observe M. Podrabinek, mais il y a un fossé entre ce qui est dit et ce qui est fait ».

EN BRIEF

● HONGRIE : M. Nyers serait le prochain premier ministre. — M. Rezzo Nyers, soixante-cinq ans, membre du bureau politique du PC hongrois et père de la réforme économique de 1968, a été choisi comme prochain premier ministre, affirme le *Financial Times*. Ce choix, selon le journal britannique, a été approuvé par le comité central réuni, mardi 22 novembre, et doit être soumis, jeudi, au Parlement. L'autre candidat possible était M. Miklos Nemeth, quarante-cinq ans.

● RDA : rencontre entre le ministre de la défense et des parlementaires ouest-allemands. — Le ministre est-allemand de la défense, M. Heinz Kessler, s'est rencontré, mardi 22 novembre à Entzheim, avec des parlementaires ouest-allemands conduits par M. Egon Behr, expert du SPD pour les questions de désarmement. Cette rencontre est la première entre [un] ministre de la défense de RDA et des parlementaires de RFA. — (AFP.)

● Le président Ceausescu décoré. — Le président roumain Nicolae Ceausescu, en visite à Berlin-Est, a été décoré le 17 novembre de l'ordre de Karl-Marx, la plus haute distinction de RDA, par le numéro un est-allemand, M. Erich Honecker. L'ordre de Karl-Marx lui avait été décerné en janvier à l'occasion de son soixante-dixième anniversaire, tout comme l'ordre de Lénine, la plus haute distinction soviétique.

● RFA : dénouement tragique d'un enlèvement. — Le corps d'un enfant de quinze mois, Patrick Padberg, a été découvert, mardi 22 novembre, enterré dans une forêt dans la Ruhr, où l'enfant avait été enlevé dix jours auparavant. L'assassin présumé, un meçon au chômage, avait été arrêté la veille alors qu'il tentait de s'emparer de la rançon dans une forêt des environs. — (AFP.)

PORTUGAL

Deux candidats briguent la succession de M. Constancio à la tête du PS

LISBONNE de notre correspondant

Les événements se précipitent au sein du Parti socialiste portugais. En dépit des efforts menés par une délégation composée d'élus locaux et de syndicalistes, M. Victor Constancio a confirmé sa décision d'abandonner les fonctions de secrétaire général du PS. Aussi, la commission nationale du parti s'est-elle réunie, le dimanche 20 novembre, pour fixer aux 14 et 15 janvier prochains la date du congrès extraordinaire destiné à élire son successeur. Deux candidatures ont déjà été présentées, celles de MM. Jorge Sampaio et Jaime Gama.

Le premier apparaît comme le dauphin du dirigeant démissionnaire, M. Constancio ayant déjà affirmé qu'il le soutiendrait publiquement. Juriste de profession, actuel président du groupe parlementaire du PS, M. Sampaio est entré au parti en 1978, après avoir milité dans une organisation d'extrême gauche, le Mouvement de la gauche socialiste (MES). Ses détracteurs disent de lui, comme ils le disaient d'ailleurs auparavant de M. Victor Constancio, qu'il manque de charme, qu'il n'a pas non plus de bonnes relations avec M. Mario Soares.

Son adversaire, en revanche, est le type même des jeunes politiciens rusés qui se sont affirmés au Portugal après la Révolution d'avril 1974. Né en 1948, il a déjà été ministre de l'Intérieur et ministre des affaires étrangères, deux fonctions extrêmement délicates qu'il a su habilement exercer. A l'Intérieur, il a conquis les bonnes grâces du haut commande-


ment de la police ; aux affaires étrangères, il a réussi à se faire accepter par des diplomates de carrière dont les racines corporatives plongent dans l'ancien régime de Salazar.

Lors du congrès consacré à la désignation du successeur de M. Constancio à la tête du PS, en 1986, M. Gama s'était déjà présenté contre M. Constancio. Il avait été largement battu. Il est vrai qu'à l'époque le thème du renouvellement était à la mode chez les socialistes, ce qui éliminait d'emblée toute candidature de coloration « soviète ». Aussitôt après, M. Gama conclut néanmoins un accord avec le vainqueur, obtenant en échange un poste au secrétariat national du parti.

M. Sampaio compte sur l'appui de la majorité de l'appareil ; M. Gama, quant à lui, fait confiance à sa popularité : selon les sondages, il est, en effet, le dirigeant socialiste le plus connu dans le pays.

Les deux candidats s'affirment prêts à tout faire pour empêcher que le prochain congrès ne devienne un champ de bataille où s'opposeraient amis et adversaires de M. Soares. Les accusations de M. Constancio, qui a justifié sa démission parce qu'il a considéré comme étant les « ingérences » du président de la République dans la vie interne du parti (le *Monde* du 9 novembre), restent toutefois bien présentes. Des plaies ont été ouvertes qui ne se cicatrissent pas de sitôt. Un manifeste d'appui à M. Soares, et de condamnation des projets dont il a été l'objet, recueilli déjà des signatures dans les milieux socialistes, en particulier du nord du pays.

JOSÉ REBELO.



Freud et Wittgenstein

Par Paul-Laurent Assoum

L'intense dialogue des maîtres viennois de la modernité enfin restitué. Inconscient et langage. Ethique et civilisation.

Collection "Philosophie d'aujourd'hui" 240 pages - 140 F.

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

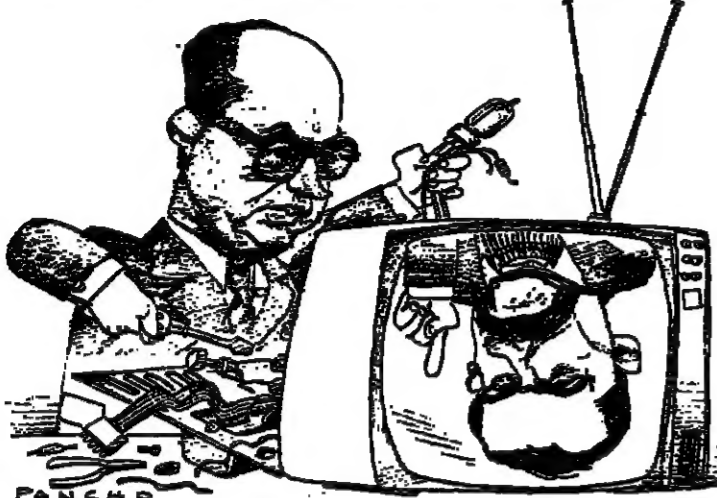
Europe

POLOGNE

Un débat télévisé à haut risque

Après avoir tergiversé pendant près de deux mois sur les conditions de la tenue d'une table ronde de représentants du pouvoir et de Solidarité, pour finalement se résigner à conclure à l'échec le week-end dernier, les Polonais se sont trouvés un autre sujet de marchandages politiques : un projet de débat télévisé

« détails », ce que M. Miodowicz juge tout à fait superflu. Ces trois hommes ne sont autres que ceux que le pouvoir avait refusés à la table ronde : Adam Michnik, Jacek Kuron et Janusz Onyszkiewicz. Le cinéaste Andrzej Wajda, ami de toujours de Solidarité, a offert d'enregistrer le débat sur vidéo-cassette,



mettant face à face Lech Walesa et Alfred Miodowicz, le chef des syndicats officiels OPZZ, membre du bureau politique du PC polonais. Les deux protagonistes se sont déclarés prêts à s'affronter. La date du 30 novembre a été avancée. Mais restent à régler tant de « détails » que, comme pour la table ronde, certains doutent sérieusement que ce débat télévisé puisse avoir lieu, à l'image du dialogue politique. De peur de se faire bernier, M. Walesa a nommé trois conseillers techniques pour régler ces

« à titre de garantie », parallèlement aux caméras de la télévision nationale. Enfin, les conseillers de Walesa proposent que le débat se déroule à Gdansk, dans la salle de conférence des chantiers navals Lénine (où furent signés les accords de Gdansk le 31 août 1981), devant une assistance composée d'« invités » choisis pour moitié par chaque participant. Incidemment, le 30 novembre sera la veille du jour du début de mise en liquidation des chantiers navals.

S. K.

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE
chaque mercredi
(éditions datées jeudi)
Renseignements : 45-55-91-82.
Poste 4138

(Publicité)

AVIS AUX ESPAGNOLS



Les Sections du Conseil des Résidents espagnols auront lieu dimanche prochain, 27 novembre, de 9 heures à 19 heures, dans les locaux du Consulat général d'Espagne, 165, boulevard Malesherbes, Paris (17^e) (métro : Wagram ou Malesherbes).

Pourront voter, sur présentation de leur passeport ou de leur DNI, les résidents espagnols inscrits sur les listes électorales de cette détermination consulaire avant le 21 novembre dernier. Dans votre intérêt, venez nombreux !

Amériques

CANADA : après la victoire des conservateurs

M. Mulroney se montre plus prudent qu'enthousiaste

OTTAWA
de notre envoyé spécial

Tard la nuit précédente, il esquissait, radieux, quelques pas de rigueur devant ses partisans, tout à la joie de sa victoire. Mais, mardi 22 novembre, après un bref repos, Brian Mulroney est apparu face à la presse tout emprunté et inquiet. De la part de cet homme de nature joviale et chaleureuse, on aurait pu s'attendre sinon à de l'enthousiasme, du moins à plus d'aisance au lendemain d'une réussite dont l'ampleur dépassait les prévisions les plus optimistes.

Il y avait là, certes, la marque de la fatigue. Le Canada est immense, et y faire campagne est épuisant. En moins de cinquante jours, il a parcouru 10 000 kilomètres en autocar et 25 000 kilomètres en avion. In extenuis, il a soudain multiplié les rendez-vous afin d'arracher un succès qui, au début du mois, semblait encore lui échapper. Mais il y a autre chose. Après deux victoires électorales, sans guère de précédent historique, M. Mulroney, devenu chef de gouvernement peu après être entré en politique, paraît toujours aussi inexpérimenté qu'un novice.

Disincliné derrière ses lunettes, il commence par lire un texte alors que l'heure se prêterait plutôt à l'improvisation et à la détente. Il ne se montre ferme et résolu que pour confirmer son intention de faire approuver au plus vite par le Parlement l'accord de libre-échange avec les États-Unis. Mais, devant des questions qui pouvaient difficile-

ment être gênantes dans l'« état de grâce » où il se trouve, M. Mulroney n'a pu éviter de manifester embarras et prudence.

Une journaliste québécoise lui parle de « dette » à l'égard du Québec et d'un possible « cadeau » en retour. Il s'effarouche. Ne lui vient que des mots d'une grande froideur pour expliquer l'attitude de l'électorat québécois (les conservateurs ont remporté 62 des 75 sièges de la province, ce qui est bien mieux qu'en 1984, tandis que partout ailleurs la formation de M. Mulroney a subi des pertes importantes). De toute évidence, il craint de heurter la susceptibilité de l'opinion anglophone.

Imiter le

« grand communicateur »

Sur les autres sujets, il reste évasif, répondant souvent à côté de la question, afin de redire sans nuance un credo cent fois entendu : « Prospérité et unité », sa foi en la réconciliation du Québec avec le fédéralisme et en une économie libérée qui s'inspire du réaganisme et du thésaurisme, dans une interprétation bien tempérée. Et puis, pour la troisième fois, la référence à « cette famille de six enfants (la sienne) qui vivait sur le modeste salaire d'un électricien et n'en est pas moins parvenue à payer des études à chacun ».

Ce conciliateur n'est pas fait pour le débat. Il l'a prouvé de nouveau, après sa piètre performance télévisi-

se qui l'avait opposé à ses deux adversaires et qui a failli lui coûter le pouvoir.

On lui a souvent reproché — et encore au début de la campagne — de ne faire des interventions publiques que très soigneusement préparées et sans risque, de s'être autant que possible tenu à l'écart de la presse. Un peu comme le président Reagan. Mais, dans les mêmes conditions aseptisées, l'homme de la Maison Blanche a fait preuve d'un métier que le Premier canadien n'est pas près d'avoir. Pourtant, la voix grave et suave de M. Mulroney donne l'impression d'imiter celle du « grand communicateur ». De celui-ci, le chef du gouvernement d'Ottawa a les mêmes intonations. Décidément, M. Reagan a imprimé un modèle reproduit à de multiples exemplaires, consciemment ou non, chez de nombreux hommes politiques nord-américains.

M. Mulroney a été accusé de donner un style « présidentiel » à la fonction de premier ministre. Style emprunté aux États-Unis qui, de l'avis de beaucoup, convient mal aux institutions canadiennes. Comme pour détourner le tir, M. Mulroney a, mardi, souligné qu'il existait dans son pays « un certain degré d'anti-américanisme » et que celui-ci s'était exprimé notamment au cours de la campagne. Il s'est efforcé de défendre les vertus d'un « système parlementaire » très typique, hérité de la Grande-Bretagne, qui a de quoi « dérouter les voisins américains ».

Durant cet entretien avec la presse, le premier de son deuxième mandat, M. Mulroney aurait pu renouer des liens moins distants avec les médias : mais le vainqueur du 21 novembre, qui aurait dû se sentir fort de l'aval renouvelé de la nation, est demeuré curieusement sur la défensive. Pour un politicien fréquemment taxé de « populisme », cette réserve est assez surprenante. D'autant qu'il a le physique de l'emploi, celui d'un séducteur : chevelure kaschéyenne, regard bleu, sourire avenant, menton volontaire et allure d'un foucouer.

Bien sûr, M. Mulroney ne saurait avoir la stature d'un Pierre Trudeau, auquel il a succédé en 1984 et qui, dans un tout autre registre, avait imposé sa personnalité controversée pendant deux décennies. Mais des sondages d'opinion ont indiqué récemment qu'une majorité de Canadiens manquaient de confiance à l'égard de M. Mulroney et que c'était M. Edward Broadbent, leader du modeste Nouveau Parti démocratique, troisième formation politique du pays, qui paraissait le mieux apte à assumer le rôle de chef de gouvernement.

Il semble bien qu'en 1984 M. Mulroney ait gagné parce que le Parti libéral, après un long règne, était trop usé par le pouvoir — il ne s'en est toujours par remis. En 1988, M. Mulroney a vraisemblablement été porté par sa constance dans l'idée du développement canadien fondé sur un marché commun nord-américain. Mais il se doit sûrement pas compter sur son charisme.

FRANCIS CORNU.

ÉTATS-UNIS : les premiers pas diplomatiques du président élu

M. George Bush se félicite de ses relations de « bon voisinage » avec le Canada et le Mexique

WASHINGTON
de notre correspondant

De chaleureuses félicitations au voisin du nord, et un grand coup de chapeau au voisin du sud : mardi 22 novembre fut un bon jour pour les États-Unis, qui semblaient parfaitement heureux de leur situation géographique, et de bonnes manières de leurs deux partenaires au sein du continent nord-américain.

Le résultat des élections canadiennes n'a pu, bien sûr, que réjouir les responsables de l'administration américaine : victoire des partisans de l'accord de libre-échange et, par la même occasion, victoire des conservateurs. Et les félicitations adressées à M. Brian Mulroney, tant par le président Reagan que par son successeur élu, M. George Bush, étaient sans aucun doute très sincères. Depuis son ranch de Santa-Barbara, où il passe les vacances du

Thanksgiving Day, M. Reagan a téléphoné au vainqueur du jour. M. Bush en a fait autant, et il a tenu à faire savoir par ailleurs qu'il était lié par « des relations personnelles amicales » avec M. Mulroney.

Les Américains, encore étonnés par leur propre campagne électorale, n'avaient pas accordé un intérêt immense à la préparation des élections canadiennes. Mais l'échec — assez largement prévu — de ceux qui avaient fait campagne sur des thèmes plus ou moins clairement « anti-américains » est évidemment accueilli avec satisfaction.

Une rencontre avec M. Salinas

L'accord de libre-échange, auquel l'administration Reagan tenait beaucoup, et qui a déjà été ratifié par le Congrès des États-Unis, devrait pouvoir entrer en vigueur assez rapide-

ment, peut-être dès le premier janvier. On lui accorde volontiers ici une valeur exemplaire, et le *Washington Post* salue par exemple « la confiance et le courage » manifestés par les Canadiens, qui ont permis « d'établir un modèle nord-américain pour un commerce mondial ouvert ».

Les Américains ont donc toutes raisons d'être rassurés sur l'attitude de leur partenaire canadien, mais c'est apparemment une raison de plus pour s'intéresser à l'avenir d'un partenaire qui suscite ici beaucoup plus d'inquiétudes : le Mexique.

M. George Bush a manifesté de manière spectaculaire l'intérêt qu'il porte à ce voisin-là en allant accueillir à Houston (Texas) un autre « président élu », qui n'a pas encore pris ses fonctions. M. Carlos Salinas, l'occasion n'est pas si fréquente, les dates des élections américaine et mexicaine ne coïncident que tous les douze ans.

M. Bush était entouré de plusieurs de ses principaux collaborateurs, notamment M. James Baker, le futur secrétaire d'État, et M. Nicholas Brady, futur secrétaire

au Trésor. Tous ont maintenu une très grande discrétion sur le contenu des entretiens, mais les sujets de conversation ne manquent pas entre Américains et Mexicains, à commencer par l'immigration, le trafic de drogue et la dette du Mexique. En tout état de cause, l'intérêt essentiel de cette rencontre entre l'ancien élève de Yale (M. Bush) et celui de Harvard (M. Salinas) était essentiellement symbolique.

Le président élu a ensuite regagné Washington à bord d'un avion qui, vingt-cinq ans plus tôt exactement, avait ramené du Texas dans la capitale le corps sans vie de John Kennedy. Dans ce même avion — (l'un des Air Force One présidentiels), Lyndon Johnson avait prêté serment sur la Bible, avec à ses côtés Jacqueline Kennedy, son tailleur rose encore taché du sang de son mari. Des images que les Américains n'ont pas cessé de voir et de revoir tout au long de cette journée anniversaire, marquée comme il se doit par une infinité d'émissions de télévision, quelques cérémonies, et aussi, malgré le temps passé, quelques larmes.

JAN KRAUZE.

COLOMBIE

Attentat contre le ministre de la défense

Bogotá. — Un attentat à la bombe télécommandée contre le ministre de la défense colombien, mardi 22 novembre, a provoqué la mort de trois membres de son escorte. Le général Manuel Guerrero Paz est sorti indemne de cette embuscade, qui a eu lieu tout près du siège du ministère. L'attentat a été revendiqué par le mouvement de guérilla communiste FARC. Le général Guerrero n'avait pris ses fonctions qu'au début de ce mois. Il avait remplacé le général Rafael Samudio, dont la démission avait suivi une vibrante « déclaration de guerre » à la guérilla, en contradiction avec une « initiative de Paix » proposée le 1^{er} septembre par le président Virgilio Barco.

Par ailleurs, onze policiers ont été tués en vingt-quatre heures dans différents points du pays lors d'attaques de l'Armée de libération nationale (ELN, guérilla pro-cubaine) ou d'affrontements entre groupes armés. En outre, cinq civils ont été « exécutés » par des rebelles dans les environs de Granada, dans l'est de la Colombie.

Enfin huit soldats qui portaient en permission ont été enlevés par la guérilla le 21 novembre à 300 kilomètres au nord-est de Bogotá.

Le regain des activités de la guérilla dans le pays est confirmé par le fait que, depuis plus de trois semaines, une radio clandestine, Patria Libre, émet une heure chaque jour depuis les montagnes du Nord-Est, près de la frontière vénézuélienne. Des chefs des FARC et de l'ELN s'y sont longuement exprimés le 20 novembre. — (AFP, AP, Reuters.)

M. Arafat a-t-il ou non obtenu un visa américain ?

M. Arafat dit qu'il l'a obtenu, l'ONU affirme en avoir réclamé un pour le chef de l'OLP, et Washington assure n'avoir jamais reçu — donc n'avoir pas eu à examiner — une telle demande : le plus grand conflit régnait, mardi 22 novembre, quant à savoir si M. Arafat avait ou non reçu le visa américain sans lequel il ne peut aller à New-York s'adresser à l'Assemblée générale des Nations unies, comme il en a l'intention.

Au Caire, le responsable palestinien a déclaré que le président Mubarak l'avait informé, mardi, que les autorités américaines avaient accepté de lui accorder un visa. A peine deux heures plus tard, le département d'État faisait savoir que, n'ayant jamais reçu de demande de visa de la part de M. Arafat, il n'avait pas encore eu l'occasion de statuer sur la question. Si une telle demande était présentée, a souligné le porte-parole du département d'État, elle ferait l'objet d'un examen très attentif. Puis, c'était au tour du secrétaire général de l'ONU d'ajouter encore à la confusion en assurant que les formulaires habituels en de telles circonstances avaient bien été transmis, lundi, au département d'État.

On en était à mardi soir, rien ne permettant de savoir avec exactitude si cette situation était liée à un problème d'ordre politique ou, tout simplement, à quelque difficulté de transmission.

1^{ère} CONVENTION AFB

LA GESTION DES MOYENS DE PAIEMENT

30 NOVEMBRE 1988 - HÔTEL MÉRIDIEN - PARIS

A

«Conséquences des progrès technologiques»

B

«Conditions de l'équilibre économique banque-clientèle»

C

«Environnement européen et international»

9 h - 13 h Ateliers

15 h - 17 h Séance plénière

Présidée par Dominique CHATILLON, Président de l'Association Française des Banques
Animée par Philippe SASSIER, journaliste à Antenne 2

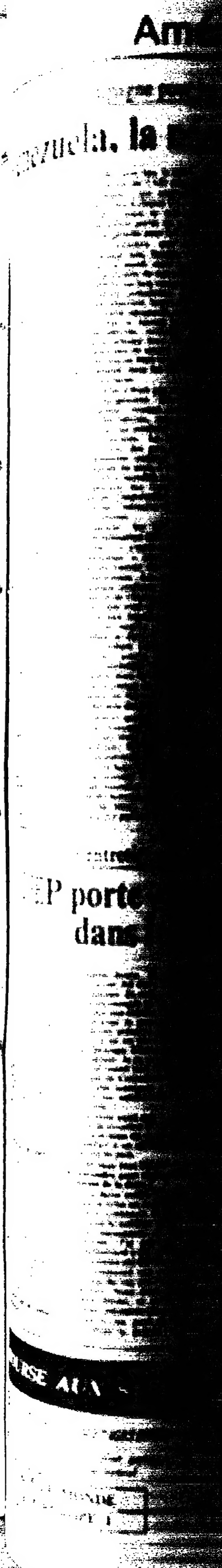
«Les moyens de paiement et les transferts de fonds sous l'angle monétaire, juridique et réglementaire»
Philippe LAGAYETTE,
Sous-Gouverneur de la Banque de France

«Les enjeux technologiques»
Jean SAINT-GEOURS,
Président de la Compagnie Financière de CIC

«L'équilibre économique»
Michel PEBEREAU,
Président-directeur général du Crédit Commercial de France

«La dimension internationale et européenne»
Bruno de MAULDE,
Président-directeur général du Crédit du Nord

Frais d'inscription : F 1000 - Renseignements et inscriptions : 43.87.50.84



Amériques

La campagne pour les élections du 4 décembre

Venezuela, la nostalgie de l'âge d'or

(Suite de la première page.)

Même les frasques extrajudiciaires du président en exercice, qui ont fait les délices du Tout-Caracas il y a quelques mois, n'ont pas réussi à semer le trouble dans le parti. Non seulement M. Lusinchi s'affichait-il plus volontiers avec sa secrétaire, Blanca Ibanez, qu'avec son épouse légitime, mais cette dame avait tendance à se prendre pour une nouvelle Eva Peron. Bien placée auprès du président, elle s'était achetée le soutien de nombreux fidèles et se voyait déjà entrer au Sénat. Un chef historique de l'AD a dénoncé ses manœuvres. Résultat : l'épouse de M. Lusinchi a disparu des listes de candidats en même temps que son accusateur.

Au milieu de l'agitation habituelle à toute permanence électorale, El Tigre est bichonné par sa femme, qui échange avec le visiteur venu d'outre-Atlantique quelques mots en français. Il aurait aimé placer sa campagne sous le signe de la modernisation et de la moralisation de la vie politique vénézuélienne, écarter les caciques, rajouter le personnel politique en fixant une limite d'âge pour les candidats et dénoncer la corruption, qui n'est l'exclusivité d'aucun parti.

Les rentiers du pétrole

Sur ce dernier point, il s'est fait mal voir de ses propres amis en dépassant les bornes généralement admises pour ce genre de croisade, et, pour le reste, il s'est laissé prendre de vitesse par M. Andres Perez et l'AD, qui ont amoncelé par exemple que les maires et les gouverneurs, jusqu'à maintenant désignés par le pouvoir central, seraient désormais élus. CAP envisage une autre réforme constitutionnelle qui aurait pour objet de créer un personnel politique en fixant une limite d'âge pour les candidats et dénoncer la corruption, qui n'est l'exclusivité d'aucun parti.

législatives aient lieu le même jour. Les dirigeants de l'AD craignent le « vote croisé », qui amènerait certains électeurs à choisir CAP pour la présidence, mais le représentant d'un des petits partis de gauche ou d'extrême gauche pour le Congrès.

M. Fernandez, qui n'a que quarante-sept ans, fustige en CAP l'homme du passé, mais ce dernier joue au contraire de son expérience. Il en appelle au bon vieux temps de sa première présidence. La référence est pourtant largement artificielle : à cette époque-là, les devises, gonflées par la hausse brutale des prix du pétrole, coulaient à flot, comme le whisky hors d'âge, et la « véritable eau de source » importée d'Espagne, qui en était le complément indispensable dans les beaux quartiers de Caracas.

L'âge d'or n'était pas réservé aux classes dirigeantes. Beaucoup de Vénézuéliens vivaient comme des rentiers du pétrole, important sans léser tous les produits de consommation courante. La baisse, tout aussi brutale, des prix du pétrole, qui représente toujours 90 % des exportations du pays, a tout changé. L'austérité a succédé au gaspillage, la fermeture des frontières à la culture de l'importation, l'encouragement de l'initiative à l'économie de subventions.

Cependant, les investissements dans les industries dites « non traditionnelles » — c'est-à-dire hors secteur pétrolier — n'ont pas encore permis de fournir des exportations de substitution. La sidérurgie et l'aluminium profitent des richesses minières et de l'énergie bon marché. L'agriculture s'est développée pour répondre aux besoins intérieurs et dégager un surplus pour l'exportation. Mais la dette atteint 30 milliards de dollars (180 milliards de francs) et Caracas, qui avait promis de rembourser non seulement les intérêts mais le capital, va sans doute être obligé d'interrompre les paiements en raison de la nouvelle chute des prix du pétrole.

Le bolivar, qui était une monnaie forte il y a encore quelques années, a vu sa valeur divisée par dix par rapport au dollar. M. Andres Perez promet de supprimer le double taux de change (14 bolivars pour 1 dollar au taux préférentiel pour les exportations de première nécessité contre près de 40 bolivars pour 1 dollar sur le marché libre) mais ne dit pas comment il y parviendra.

Quel qu'il soit, le prochain gouvernement devra chercher à sortir de ce que le ministre de l'Intérieur, M. Simon Alberto Consalvi, un homme de CAP au sein de l'administration Lusinchi, appelle « une économie artificielle et déformée », à la fois par la « monoculture » pétrolière et par le gonflement du secteur public. M. Consalvi ajoute que le secteur privé a été lui-même « dévoyé » par la pratique des subventions et qu'il ne faut pas trop en attendre. A M. Fernandez, qui au nom du COPEL prône une « nouvelle politique économique pour favoriser l'émergence d'un secteur privé fort et compétitif », M. Carlos Andres Perez fait une réponse équilibrée : pas de privatisation des industries de base, mais création de sociétés à capitaux privés ou mixtes dans les productions dérivées.

Il reste que le mécontentement des pays producteurs de pétrole et la pression sur les prix vont obliger le prochain président à serrer la vis de l'austérité. Optimiste, la Banque centrale chiffre à 16,9 % le taux annuel d'inflation, que les syndicats estiment eux à 65 %. Pour ne pas entamer sa propre popularité, CAP aurait bien aimé que M. Lusinchi décide, avant la passation des pouvoirs, les inévitables mesures de rigueur qu'il se refuse à annoncer mais qu'il devra bien prendre.

Un urbanisme sauvage

Officiellement, le chômage touche « seulement » 8 % de la population active, mais une récente étude montre que 70 % des nouveaux emplois créés depuis le début de cette année l'ont été dans le secteur « informel » de l'économie, c'est-à-dire les emplois domestiques et ceux des petites entreprises qui fonctionnent en marge de la législation sociale. Les « ranchitos » des faubourgs, bidonvilles de parpaings où la télévision compense l'absence de la voirie, continuent de croître dans le désordre d'un urbanisme sauvage.

Pour manifester ses préoccupations sociales à quelques semaines de l'élection, le président Lusinchi a inauguré la nouvelle année scolaire en faisant distribuer un verre de lait aux 2,6 millions d'écoliers. M. Fernandez a immédiatement surorchestré en promettant, s'il était élu, un petit déjeuner à tous les jeunes défavo-

risés, la malnutrition, qui atteint 40 % de la population, étant, selon lui, la première cause d'échec scolaire.

Malgré l'intense activité internationale déployée par M. Andres Perez, la politique extérieure n'a joué qu'un faible rôle dans cette campagne électorale. Seul le différend de quelques échanges polémiques. Caracas et Bogota ne sont pas d'accord sur la délimitation des eaux territoriales dans le golfe du Venezuela.

Un incident entre une corvette colombienne et les forces vénézuéliennes a été monté en épingle, l'année dernière, et utilisé par l'armée, victime elle aussi de la politique d'austérité, pour obtenir une rallonge budgétaire de l'ordre de 10 milliards de francs (la France en a profité à hauteur de 3 ou 4 milliards). Or un conseiller de M. Andres Perez a eu la naïveté de laisser entendre que la Colombie devrait avoir quelques droits et CAP lui-même l'imprudence de le soutenir, provoquant l'indignation de M. Fernandez.

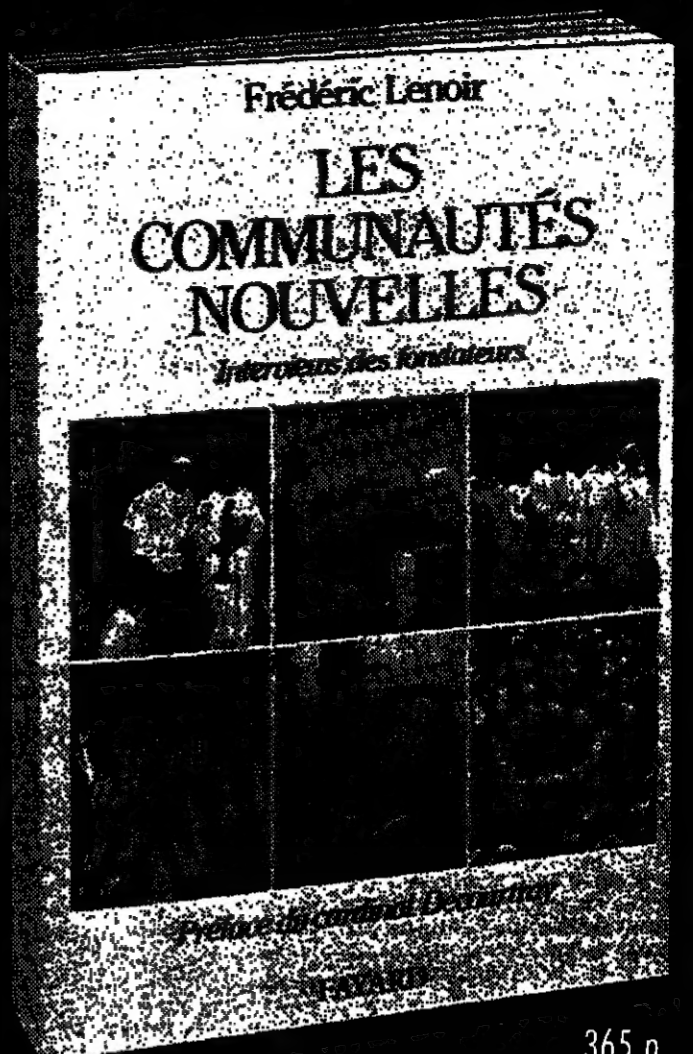
Mais cette escarmouche n'a pas suffi à soulever des passions nationales. Le problème du Venezuela est celui de beaucoup de pays en voie de développement confrontés à la baisse des prix de leurs exportations, à la pauvreté, à l'existence d'une classe aisée qui a ses résidences secondaires à Miami et dans ses comptes en banque à l'étranger des avoirs plus élevés que la dette totale du pays, au gonflement du secteur public et au parasitisme des entreprises privées.

Pour espérer sortir de ses difficultés économiques, le Venezuela doit pouvoir renégocier le remboursement de sa dette et compter sur une stabilisation du prix du pétrole. Ces conditions « techniques » remplies, le plus dur restera à faire pour le gouvernement : orienter la richesse nationale vers le développement, au lieu de réserver ses faveurs aux privilégiés et de subventionner une classe de fonctionnaires pléthorique. M. Andres Perez, comme M. Fernandez, le promet. Mais ni l'AD ni le COPEL, quand ils ont été au pouvoir n'ont souvent donné le bon exemple.

D. V.

UN LIVRE REMARQUABLE

LA CROIX L'événement



365 p.
32 p. photos
120 F TTC.

Un livre tout à fait remarquable qui présente, non seulement les grandes communautés charismatiques, mais aussi, comme son titre le précise bien, toutes les communautés nouvelles, depuis les Foyers de Charité, l'Arche, l'Institut Notre-Dame de Vie, les nouveaux moines et neuf autres fondations récentes... Après une rapide présentation de chaque communauté, Frédéric Lenoir a eu l'excellente idée d'interviewer chaque fondateur et il le fait si bien que chaque entretien est un extraordinaire documentaire sur ces hommes qui n'avaient jamais livré à ce point le travail de l'Esprit à leur sujet et au sujet de leur fondation. On aurait pu craindre quelque monotonie, mais l'interviewer, décidément inspiré, lui aussi (et bien documenté) est allé directement à l'idée maîtresse (par exemple l'oraison pour Notre-Dame de Vie ou la pauvreté au Pain de Vie). Si bien que l'ensemble des entretiens constitue finalement un portrait de la vie spirituelle comme elle est vécue très diversement aujourd'hui.

ANDRÉ SEVE, panorama

FAYARD

Un entretien avec M. Carlos Andres Perez

L'OPEP porte une part de responsabilité dans les déséquilibres

Si, au cours de son premier mandat, M. Carlos Andres Perez s'était surtout intéressé aux problèmes intérieurs, il a vite pris goût à la « grande politique » et, une fois éloigné de la plus haute charge de l'Etat, il a meublé ses loisirs grâce à son poste de vice-président de l'Internationale socialiste. Il évoque à peine le nom de son adversaire chrétien-démocrate, mais répond volontiers aux questions portant sur la diplomatie latino-américaine.

CARACAS de notre envoyé spécial

— Les efforts de paix en Amérique centrale ?
— Il faut relancer l'initiative de Contadora (1), explique M. Carlos Andres Perez, mais il faut surtout aider les pays centra-méricains qui cherchent eux-mêmes une solution. Nous devons essayer de nouer de bons rapports avec la nouvelle administration américaine parce que, sans rejeter toute la responsabilité sur Washington, sa politique a été contraire à l'initiative de Contadora. Pour la bonne raison que l'administration Reagan partait de l'idée qu'il n'y a pas d'autre issue en Amérique centrale que la solution militaire.

— Les sandinistes portent aussi une part de responsabilité ?

— Sans doute. Pendant longtemps ils ont été durs, dogmatiques et totalitaires. Et dans une certaine mesure encouragés par la dureté des Etats-Unis eux-mêmes. Dans les discussions avec le groupe de Contadora, ils ont présenté une ouverture puis il y a eu un recul qui a contribué au blocage. Mais on ne doit pas perdre espoir. Je ne suis pas satisfait du travail mené jusqu'à présent par le groupe de Contadora. Cependant nous allons continuer à faire pression sur les sandinistes et sur les Etats-Unis.

— Je crois aussi que la crise de la dette et la situation économique que nous traversons en Amérique latine ont conduit à un affaiblissement du processus de paix.

— Si vous êtes élu, qu'allez-vous entreprendre pour vous attaquer au problème de la dette ?

— La dette extérieure est à l'origine de la crise en Amérique latine. Les pays créditeurs doivent reconnaître que le système ayant prévalu jusqu'à maintenant ne peut plus fonctionner. J'ai participé récemment à Harvard à une conférence où ces problèmes ont été discutés. Nous avons commencé une confrontation des points de vue entre débiteurs et créanciers. Nous devons créer un nouveau climat, et toute nouvelle politique commence par la concertation entre les pays d'Amérique latine. Pour la première fois huit

présidents latino-américains se sont réunis à Acapulco en 1987, et ces réunions périodiques vont continuer.



TAMENO

— Vous attendez quelques choses de l'Europe ?

— Beaucoup. Les propositions faites au sommet des pays les plus industrialisés à Toronto par François Mitterrand sont très claires et ouvrent la voie à une réduction de la dette. Nous espérons beaucoup que les présidences successives de la CEE par Felipe Gonzalez et par François Mitterrand l'année prochaine apportent une nouvelle orientation à la politique latino-américaine de l'Europe.

— L'OPEP paraît en pleine décadence, même par le chèque pour soi...

— La responsabilité de l'OPEP est largement engagée dans les distorsions observées dans l'évolution des prix. A la fois pour des raisons économiques : le baril à 30 dollars était une véritable bombe atomique de l'OPEP contre l'OPEP. Et pour des raisons politiques : pendant la guerre Irak-Iran la prépondérance de l'Arabie saoudite a été préjudiciable.

— Si la situation se stabilise, un sommet de l'OPEP comme celui d'Alger en 1975 pourrait peut-être

déboucher sur une concertation entre pays producteurs et pays consommateurs et permettre un réajustement des prix. En tout cas l'OPEP doit en finir avec cette vision erronée voulant qu'elle gagne plus en vendant beaucoup à des prix bas — comme elle le fait maintenant — qu'en vendant moins à des prix plus élevés.

— Vous avez rencontré Fidel Castro à l'occasion de l'inauguration du mandat du nouveau président équatorien. Ne trouvez-vous pas paradoxal que Cuba cherche à se faire reconnaître dans l'ensemble latino-américain, alors qu'à l'intérieur Castro est extrêmement réticent face à toute « perestroïka » à la mode Gorbatchev ?

— C'est parce que Fidel Castro n'a pas de Brejnev pour rejeter sur lui toutes les erreurs ! Mais en ce moment des changements importants ont lieu dans la politique cubaine. Castro réfléchit : il n'a pas intérêt à se mêler des affaires intérieures des pays d'Amérique latine où les mouvements de guérilla trouvent d'autres sources de financement. Sans Cuba l'ensemble latino-américain n'est pas complet.

— Le résultat du référendum chilien vous rend optimiste ?

— Les sentiments des pays latino-américains en faveur de la démocratie sont irréversibles. Mais l'irréversibilité de la démocratie elle-même dépend d'une seule question : le règlement de la dette. Quant au Chili, l'avenir est lié dans une large mesure à la capacité des partis démocratiques à rester unis. Car si l'opinion s'estimait trompée, celui qui a perdu le référendum pourrait bien gagner les prochaines élections. Nous devons user de notre influence sur nos amis chiliens pour qu'ils soient à la hauteur de ce grand peuple qui a gagné la bataille du référendum.

Propos recueillis par DANIEL VERNET.

(1) Le groupe de Contadora, du nom d'une île appartenant à Panama, comprend le Mexique, la Colombie, le Panama et le Venezuela.

LA BOURSE AUX STAGES

ETUDIANTS, GAGNEZ 100 STAGES EN EUROPE

Tout ce qu'il faut savoir pour participer au concours et gagner un stage sur minitel

36.15 LE MONDE
36.15 EUROPE 1

Diplomatie

Dans un entretien à « Libération »

Le président de la République salue « l'émergence de la nation palestinienne »

Dans un entretien consacré à la politique étrangère et publié mercredi 23 novembre par Libération, M. Mitterrand aborde notamment les points suivants :

Le conflit israélo-arabe : « L'adoption par l'O.L.P. des résolutions 242 et 338 implique la reconnaissance d'Israël dans les conditions définies par les Nations unies... La reconnaissance de cet Etat... La reconnaissance (de cet Etat) ne pose à la France aucun problème de principe... »

Le futur président Bush : « Je le connais bien. Il a été (...) l'un des tout premiers responsables étrangers à venir me voir à Paris après mon élection de 1981, et nous avons établi, dès l'abord, des relations confiantes... »

« J'aime mieux la perestroïka » : « Les relations avec l'Est : M. Gorbatchev a besoin, pour réussir son expérience... »

faire cette orientation au surarmement. Et si la France, si l'Europe peuvent la faciliter en pratiquant une diplomatie d'ouverture, de dialogue, en réduisant les tensions... »

Après avoir rappelé qu'il entend « accélérer l'allure » du dialogue avec l'Est et qu'il visitera la Tchécoslovaquie (8 et 9 décembre) et la Bulgarie (18 et 19 janvier)... »

« L'Europe du capital et l'Europe du travail »

Désarmement : « Après avoir dit des divergences franco-américaines sur la procédure des négociations sur le désarmement conventionnel en Europe... »

« La France n'a pas de raison de réduire unilatéralement son armement nucléaire à très courte portée... »

de savoir si la France détient des armes chimiques... »

Le grand marché européen : « Ceux qui, sans oser l'avouer, sont au fond hostiles à la Communauté retrouveront l'occasion de révéler leurs ardeurs... »

« L'Algérie : Après avoir justifié le contrat gazier décidé en 1981 et qui était une façon de contribuer au développement de l'Algérie... »

« Un événement historique » pour M. Pié-Botta, ministre des affaires étrangères... »

Cette concession émise, il aura fallu encore que Pretoria échoue devant Cuito-Cuanavale et prenne par là même conscience de la puissance de ses adversaires... »

L'ONU et les catastrophes naturelles

Une résolution humanitaire d'origine française adoptée en commission

NEW-YORK (Nations unies)

L'ONU a adopté, mardi 23 novembre, une résolution où elle reconnaît pour la première fois l'importance de l'action des organisations humanitaires... »

œuvre de l'assistance humanitaire par ces organisations... »

Le texte, d'inspiration française, a été adopté par consensus au cours de travaux de commission de l'Assemblée générale... »

Certains craignent que ce texte n'empêche en fait sur l'exercice de leur souveraineté... »

Afrique

ANGOLA : après La Havane et Luanda

Pretoria approuve l'accord de Genève sur le retrait des troupes cubaines

JOHANNESBURG de notre correspondant

Après l'Angola, l'Afrique du Sud a, mardi 22 novembre, donné son accord sur le calendrier de retrait des troupes cubaines d'Angola... »

mensuel de 3 500 hommes pendant un an, couplé avec un désengagement progressif du Sud... »

Les termes de cet accord devraient être rendus publics prochainement... »

Comme, a insisté M. Botta, « il reste encore beaucoup de travail à faire... »

Cubain. Une commission conjointe composée de responsables des trois Etats en cause... »

Restera, toutefois, à régler le problème de la situation interne angolaise, c'est-à-dire la réconciliation nationale... »

MICHEL BOLE-RICHARD.

CORRESPONDANCE

Les prétendus trafics d'organes de bébés

Suite à la parution dans le Monde du 23 octobre d'un article intitulé : « Les accusations du trafic d'organes de bébés latino-américains... »

ments concernés. Cette préoccupation est d'autant plus normale qu'il s'agit de faits graves qui touchent au premier des droits de l'homme, c'est-à-dire celui de l'enfant... »

« C'est pourquoi je juge fort surprenant qu'un journal comme le Monde... »

[A aucun moment dans sa réponse M. De March ne repète de trafics d'organes... »

L'Assemblée générale de l'ONU demande des négociations directes entre le Maroc et le Polisario... »

Saint-Marin adhère au Conseil de l'Europe... »

Advertisement for MDM GENEVE watches, featuring a Hublot watch and text describing its features and availability.

Advertisement for UTA flights from San Francisco, offering luxury travel options and special fares.

Vertical advertisement on the left side of the page, partially obscured by a dark shape.

Vertical advertisement for 'Centre-Europe' with the text 'disponible'.

Vertical advertisement on the left side of the page.

Politique

La préparation des élections européennes

M. Giscard d'Estaing tente d'imposer la constitution d'une liste commune UDF-RPR

« C'est éprouvant. » De toute évidence, à en croire les confidences au Figaro, M. Valéry Giscard d'Estaing ne s'attendait pas à ce que la présidence de l'UDF lui donnât autant de fil à retordre. Après la Nouvelle-Calédonie, le vote du budget, les problèmes permanents d'intendance, c'est la préparation des élections européennes qui risque de l'occuper beaucoup, et pour longtemps. Certes M. Giscard d'Estaing peut, dans l'immédiat, se féliciter d'avoir su préserver l'essentiel.

Attendu avec appréhension, le bureau politique du mardi 22 novembre, convoqué spécialement pour se saisir de ce dossier européen, n'a pas provoqué l'implosion. Le Parti républicain, qui avait sommé le CDS d'afficher clairement sa couleur, qui entendait impérativement traiter en bloc élections municipales et élections européennes, a mis suffisamment d'eau dans son vin. Et les centristes ont en outre eu le bon sens de ne pas vouloir à tout prix de leur propre main la chute de leur président. Si bien que le président de l'UDF n'a guère éprouvé de difficultés à faire adopter par tous un calendrier au bout duquel serait présentée « la proposition de loi » européenne de l'UDF.

Chacun était convenu dans les jours précédents que, sur cette question, il importait d'abord « de ne pas mettre la charrue devant les bœufs ». Autrement dit, qu'avant d'aborder les délicates questions de personnes il fallait au préalable cerner les points d'accord ou de désaccord. Principe que M. Giscard d'Estaing a repris à son compte en déclarant « que le message européen de l'UDF devait primer sur la stratégie électorale ».

C'est donc ce à quoi l'UDF va s'employer dans les prochaines

semaines sous la double responsabilité — petite astuce giscardienne — du numéro deux du PR, M. Alain Madelin, et de l'ancien ministre centriste des affaires européennes, M. Bernard Bosson. Le document de base qu'ils élaboreront sera soumis à un premier examen général, le 13 décembre, pour être présenté sous forme de « charte européenne » le 5 janvier. M. Giscard d'Estaing joue pour le moment sur du velours. Ce travail de réflexion entre parfaitement dans la stratégie du CDS. Depuis longtemps, aussi, il est avéré que toutes les composantes de l'UDF qui ont eu à mener ensemble depuis 1979 deux campagnes européennes sont sur tous les enjeux européens largement d'accord pour l'essentiel.

Un nouveau sillage

On peut par conséquent considérer que sur ce terrain l'UDF va connaître quelques moments de répit au moins jusqu'au début janvier. C'est alors que les choses sérieuses s'engageront. Décision a été prise au cours de ce même bureau politique qu'une fois cette charte européenne UDF établie les dirigeants de la confédération la soumettraient au RPR pour savoir s'ils peuvent co-signer cette plate-forme et, à partir de là, envisager sérieusement comme en 1984 l'hypothèse d'une liste unique RPR-UDF. Ainsi peut-on prévoir que c'est en fonction du comportement du RPR que l'UDF prendra sa décision de faire liste commune ou liste à part.

Le fait le plus nouveau est que ce bureau politique UDF aura finalement fait apparaître une nouvelle ligne de partage au sein de cette

confédération. Non pas, comme on pouvait le prévoir, entre le PR et le CDS, mais entre les giscardiens et tous les autres. M. Giscard d'Estaing, dans cette affaire, pense aussi à lui. Il est tout à fait prêt à prendre la tête d'une liste commune RPR et UDF, et laisse entendre — ce qui paraît pour le moins hâtif — que M. Jacques Chirac lui aurait donné personnellement toutes assurances sur ce point.

Appuyé par ses fidèles — MM. Michel d'Ornano et Alain Lamassoure, — le président de l'UDF a donc défilé, au cours de ce bureau politique, une feuille qui est apparue à plus d'un un peu grossier. En entonnant un nouveau refrain de l'hymne à l'union en expliquant que, si l'opposition décidait d'aller à cette bataille en ordre dispersé, « cela provoquerait une grande indifférence du corps électoral », et aussi que ce serait faire un beau cadeau à M. Mitterrand qui, selon lui, n'attend que cela.

Cette démonstration n'a guère convaincu les autres responsables de l'UDF, qui conservent un souvenir amer de la campagne européenne de 1984. Ils savent que sur ce dossier européen le RPR reste divisé mais aussi que ce RPR est capable de signer tout et n'importe quoi pour aller où il veut aller.

« Il faut éviter un risque de confusion entre la politique nationale et la politique européenne, a fait valoir le président du Parti radical, M. André Rossinot. Ce risque existe si nous faisons alliance avec le RPR. » « Ne nous engageons pas dans l'union si nous ne tenons pas le même langage », a prévenu M. Léotard, qui semble avoir remis dans les cartons son idée d'une liste commune emmenée par lui-même et M. Alain Juppé. « Si nous n'avons

pas un projet suffisamment européen, l'espace centriste, a-t-il ajouté, risque d'être occupé par d'autres ». Un argument que partageait fermement M. Méhaignerie qui, vis-à-vis du RPR, a aussi rappelé « qu'il ne saurait se contenter de mots ». Le PRP accepterait-il par exemple de faire siéger ses élus européens à Strasbourg dans le groupe démocrate-chrétien du PPE dans le groupe libéral de M^{me} Simone Veil ? Le président du CDS est tenté de faire de la réponse positive à cette question un préalable.

M. Giscard d'Estaing n'est donc pas au bout de ses peines. Il est acquis qu'il ne s'engagera directement dans ces élections que si l'union de l'opposition peut se faire derrière lui. Ce n'est pas le chemin qui est, pour l'instant, pris. Chat échaudé craignant l'eau froide, les autres responsables de l'UDF pensent aujourd'hui être en mesure d'assurer eux-mêmes la pérennité du message européen de l'UDF, en se dispensant une nouvelle fois de faire la courte échelle au RPR.

Ils ont compris également que ce choix était le seul moyen de garder à la maison le CDS, qui vient, lui, de comprendre la difficulté d'avoir trois listes de l'opposition (RPR, UDF et UDC). Pour conduire cette liste UDF, il ne manquera certes pas de candidats : M^{me} Veil qui fait preuve aujourd'hui de la plus grande prudence, M. Léotard qui avant l'été estimait que cette tête de liste ne pourrait revenir « à quelque personnalité au positionnement incertain » et M. Méhaignerie qui sera tenté de signer de la sorte son retour définitif au bercail UDF. Ce « trop-plein », lui aussi, risque fort d'être éprouvant.

DANIEL CARTON.

« Je me bats pour sauver le centre » affirme l'ancien président de la République

« Je me bats pour sauver le centre », déclare M. Valéry Giscard d'Estaing dans un entretien paru mercredi 23 novembre dans le Figaro.

L'ancien président de la République indique notamment à propos des perspectives de l'opposition : « En 1988, l'histoire retiendra que ce n'est pas François Mitterrand qui a gagné ; c'est nous qui avons perdu. Si j'y avais eu un candidat unique de mon camp, à mon avis, François Mitterrand ne se serait pas présenté ».

« Cela signifie aussi que dans l'avenir nous devons nous montrer capables de résoudre ce problème et d'arriver à une candidature unique. Nous pouvons en parler d'autant plus facilement à l'heure actuelle que le problème ne se pose pas à échéance rapprochée et qu'il n'est pas obscurci par des rivalités personnelles. Pour désigner un candidat unique, il faudra avoir recours à des procédures démocratiques. Ce ne sera pas facile à organiser. Raison de plus pour y penser ».

Interrogé sur l'attitude de M. Raymond Barre, M. Giscard d'Estaing estime que son ancien premier ministre « n'est pas vraiment dans l'opposition ». « L'opinion ressent un immense besoin de clarté, ajoute-t-il. Quand on est dans l'opposition, on ne participe pas au gouvernement, ça va de soi, mais on doit aussi affirmer clairement les motifs pour lesquels on est dans l'opposition. Et cela veut dire que dans les grandes décisions politiques, on se comporte, par ses déclarations et ses actes, comme appartenant authentiquement à l'opposition ».

L'ancien chef de l'Etat affirme, au demeurant, que « les relations personnelles n'ont jamais été meilleures qu'aujourd'hui entre les dirigeants du RPR et de l'UDF ».

A propos de la préparation des élections européennes, il évoque la démarche des dirigeants du CDS en disant : « Je ne leur fais pas de procès d'intention ! Ma thèse est de dire à nos partenaires centristes : je comprends très bien que sur certains points vous désiriez prendre telle ou telle position, mais commencent par la proposer à vos part-

naires de l'UDF. Et puis vous verrez leurs réactions (...).

« Le CDS est dans l'opposition, et ses dirigeants nous disent qu'ils n'ont pas l'intention de quitter l'UDF. Pour moi, la seule stratégie, c'est celle de l'UDF (...).

« Tous notre système politique actuel, toutes nos élections sont basées sur la candidature unique... La rupture du système, c'est la rupture de cette logique. Qui en prendra l'initiative ? Tous nos députés, tous nos sénateurs, tous nos présidents des conseils régionaux sont élus avec la logique de la candidature unique. Il y a une chanson qui dit : « Les montagnards sont là ». Pour nous, ce sont les électeurs qui sont là. Notre stratégie, pour l'élection européenne, doit viser à rassembler toute l'opposition sur un objectif européen ».

Economie : « optimiste »

M. Giscard d'Estaing se montre « optimiste », d'autre part, sur l'avenir de l'économie française :

« Oui, explique-t-il, à cause de trois facteurs :

1) Le virage socialiste avant 1985, qui a préparé un certain nombre de choses et notamment la désindexation ;

2) La politique économique 1987-1988, qui a été du point de vue technique une bonne politique ;

3) La conjoncture mondiale, qui nous facilite les choses (...). Oui, mais il faut faire attention car les prix du pétrole monteront. Ils recommenceront à monter d'ici trois ou quatre ans. Comme le marché est noyé à l'heure actuelle, les producteurs de pétrole, contre leur intérêt, n'arrivent pas à se mettre d'accord sur une cotation raisonnable. C'est quand même un problème que nous retrouverons un jour. D'où l'idée que nous devons continuer à nous doter d'une forme d'énergie moins chère, comme la nucléaire. C'est ce qui explique d'ailleurs la construction d'une nouvelle usine d'aluminium à Dunkerque : la France touche le dividende de sa politique électromotrice ».

Il faut éviter un risque de confusion entre la politique nationale et la politique européenne, a fait valoir le président du Parti radical, M. André Rossinot. Ce risque existe si nous faisons alliance avec le RPR. » « Ne nous engageons pas dans l'union si nous ne tenons pas le même langage », a prévenu M. Léotard, qui semble avoir remis dans les cartons son idée d'une liste commune emmenée par lui-même et M. Alain Juppé. « Si nous n'avons pas un projet suffisamment européen, l'espace centriste, a-t-il ajouté, risque d'être occupé par d'autres ». Un argument que partageait fermement M. Méhaignerie qui, vis-à-vis du RPR, a aussi rappelé « qu'il ne saurait se contenter de mots ». Le PRP accepterait-il par exemple de faire siéger ses élus européens à Strasbourg dans le groupe démocrate-chrétien du PPE dans le groupe libéral de M^{me} Simone Veil ? Le président du CDS est tenté de faire de la réponse positive à cette question un préalable.

M. Giscard d'Estaing n'est donc pas au bout de ses peines. Il est acquis qu'il ne s'engagera directement dans ces élections que si l'union de l'opposition peut se faire derrière lui. Ce n'est pas le chemin qui est, pour l'instant, pris. Chat échaudé craignant l'eau froide, les autres responsables de l'UDF pensent aujourd'hui être en mesure d'assurer eux-mêmes la pérennité du message européen de l'UDF, en se dispensant une nouvelle fois de faire la courte échelle au RPR.

Ils ont compris également que ce choix était le seul moyen de garder à la maison le CDS, qui vient, lui, de comprendre la difficulté d'avoir trois listes de l'opposition (RPR, UDF et UDC). Pour conduire cette liste UDF, il ne manquera certes pas de candidats : M^{me} Veil qui fait preuve aujourd'hui de la plus grande prudence, M. Léotard qui avant l'été estimait que cette tête de liste ne pourrait revenir « à quelque personnalité au positionnement incertain » et M. Méhaignerie qui sera tenté de signer de la sorte son retour définitif au bercail UDF. Ce « trop-plein », lui aussi, risque fort d'être éprouvant.

DANIEL CARTON.

UN CERTAIN SENTIMENT D'INJUSTICE

A partir de grandes affaires qui ont passionné l'opinion publique, un avocat, JEAN-LOUIS PELLETIER, un journaliste, CLAUDE SERILLON mettent la justice et les juges au banc des accusés.

BALLAND

le génie des lieux

5, Avenue Kléber 75116 PARIS - Tél. 45.01.31.38

UN CERTAIN SENTIMENT D'INJUSTICE

A partir de grandes affaires qui ont passionné l'opinion publique, un avocat, JEAN-LOUIS PELLETIER, un journaliste, CLAUDE SERILLON mettent la justice et les juges au banc des accusés.

BALLAND

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

« Trois places pour le 26 », un film de Jacques Demy

L'amour toujours...

Tout peut se passer dans une comédie musicale lorsqu'elle est filmée par Jacques Demy. Même qu'apparaissent incertaines les frontières du faux et du vrai. Trois places pour le 26 est un jeu subtil sur deux passés recomposés. Celui d'Yves Montand, troublant dans son propre rôle. Celui de Jacques Demy, qui n'a pas craint de se citer. Le film, pourtant, est moins narcissique qu'il y paraît.

Myline Le Goff, entraîneuse dans un bar de la rue Paradis. Et Montand, quand il n'est pas occupé à ses répétitions, recherche Myline dans tout Marseille. La fiction s'intègre à la réalité du film, devient une autre réalité.

Car Myline existe. Elle est mariée, elle est devenue Baronne de Saint-Lambert (Françoise Fabian), elle a une fille encore adolescente, Marion (Mathilda May), qui rêve d'être actrice de music-hall. Dans son appartement bourgeois, elle finit tristement les pots de confiture de rose et se demande comment elle va bouclier ses fins de mois, son mari étant en prison pour escroqueries immobilières. Heureusement, Marion tre-

veille dans une parfumerie. Comme sa mère est opposée à sa vocation artistique, elle lui cache qu'elle a réussi à entrer dans la loge de Montand en se présentant sous le nom de Roxane et lui a demandé trois places pour le 26, soir de la première. La baronne aussi fait des cachotteries à Marion. Elle a eu envie de revoir Montand, elle s'est arrangée pour le rencontrer, lui a révélé qu'elle avait eu une fille de lui, mais lui a menti sur sa situation. Et, comme le hasard fait bien les choses, Betty Miller abandonne son rôle dans la revue. Marion, dite Roxane, va le remplacer au pied levé et tenir le rôle que joue sa mère dans la vie de Montand.

Le mécanisme romanesque et mélodramatique cher à Demy se réfère à des modèles connus (Lola, les Dames de Rochefort, Une chambre en ville, même). Mais ici, et c'est ce qui fait l'originalité, le charme du film, ce mécanisme existe par rapport à une représentation de la vie réelle dans les répétitions, la mise au point du show Montand.

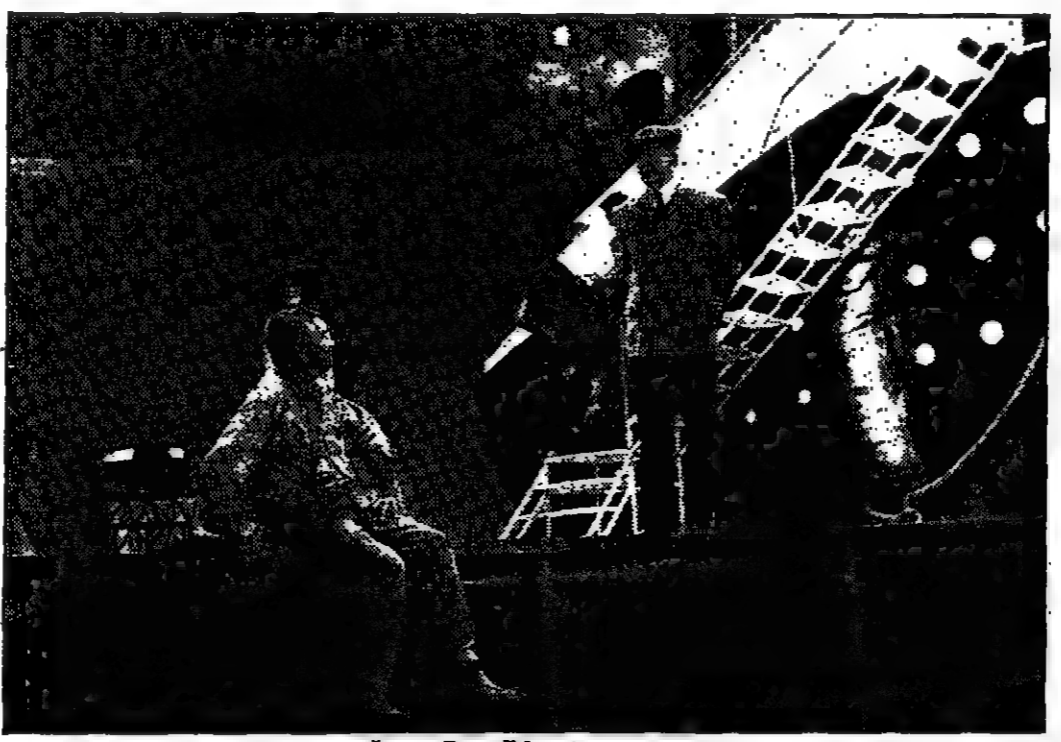
Quiproquos, coïncidences, révélations retardées jusqu'à l'apothéose du 26 : nous ne sommes plus à quelques citations près — ces petits marins en blanc, ces filles accrochant des cours à leur robe légère, ces entrecôteurs dans un appartement et un magasin de parfums — dans l'iréalisme poétique. Marseille n'est pas une ville ancrée; l'espace de la scène reste un espace scénique. La mise en scène s'amuse à pasticher un film musical qu'aurait signé Jacques Demy, et, pour l'essentiel, elle observe, elle enregistre, elle organise le destin des personnages comme si tout cela était vrai.

Demy a retrouvé la sérénité perdue dans la tragédie d'Une chambre en ville. De nouveau, il croit à l'amour heureux, à l'amour toujours. Et l'amour, dans Trois places pour le 26, est l'affaire de l'âge mûr, Mathilda May, fille étrangement fascinante et fascinée, repoussée gentiment les jeunes gens — son amoureux trent fait pâle figure — pour Montand. Elle n'a rien d'une ingénue romantique ou déléguée. Elle a conscience de son pouvoir masculin. Demy n'idéalise plus la sexualité, ce qui était, autrefois, chez lui, une façon d'en camoufler les ambiguïtés. Il dit, il montre, à l'exemple de Montand, qu'elle va de pair avec les sentiments.

L'audeace n'est pas esthétique, mais, si l'on veut, morale, chez Montand comme chez Demy, ce qui ne va pas manquer de surprendre. Car enfin, réussir à évoquer Edith Piaf, Marilyn Monroe, Simone Signoret... la présence sans tomber dans l'exhibitionnisme, c'est tout de même assez colossales. Montand est formidable — sincère en jouant ses souvenirs « vrais », assez feux pour maintenir l'ambiguïté entre le faux et le vrai.

Mais la femme-clé du film, femme selon Jacques Demy et vérité du mythe incarné par Mathilda May, c'est Françoise Fabian, actrice accomplie, séduisante, surprenante, que Montand, ému, médusé, regarde entrer en manteau de vison avec des silures d'impératrice dans un bar de la rue Paradis.

JACQUES SICLER.



Jacques Demy dirigeant ses acteurs.

YVES Montand arrive à Marseille par le train. Il va roder un spectacle dans la ville de son adolescence, avant une tournée internationale. Sur les escaliers de la gare Saint-Charles se pressent les journalistes et les photographes. Véritables escaliers de music-hall : pas étonnant qu'on s'y mette à chanter et à danser, comme on pouvait chanter et danser dans les rues et sur la grande place de Rochefort au temps des Dames de Rochefort (vingt et un ans déjà !). Mais ni la chorégraphie de Michael Peters ni les chansons de Jacques Demy et la musique de Michel Legrand n'ont le grâce de ce temps-là. Demy ne refait pas un cinéma de l'euphorie ou du « parié-chanté ».

Pour la première fois, ce créateur de mondes imaginaires, sentimentaux et poétiques, met en scène un personnage réel. Et quel personnage : Yves Montand lui-même, solide comme un roc et toujours charmant, plus « pro » que jamais lorsqu'il évoque sur les planches. Le sujet, c'est cela, la préparation d'un spectacle par Yves Montand sur sa jeunesse marseillaise et sa carrière. A l'Opéra de Marseille tant qu'à faire : le décor est étonnant, même si, pour les besoins du tournage, on l'a aussi reconstruit en studio.

A travers ce spectacle, Montand assume des éléments de sa biographie, côté cœur et côté jardin, et l'on sait que, pour lui, la vie continue. Au début du film, il arrive bras dessus-bras dessous avec une jeune femme, Betty Miller (Catherine Mallet).

Celle-ci doit jouer le rôle de « Maria », qui fut le premier amour du jeune Montand quand, à Marseille, il s'appelait encore Ivo Livi. Le scénario a inventé un personnage se rapportant, lui, à la mythologie de Jacques Demy. Car « Maria » était, apprend-on, une Bretonne.

Un entretien avec Yves Montand

« Le clin d'œil d'Œdipe à la comédie musicale »

C'EST bon de pouvoir lui parler de cinéma et non pas du Chili, de son métier et non plus de la crise. C'est bien de pouvoir lui parler de lui. Lui dans la vie et lui dans le film. Lui, Montand, dans cette entreprise mélancolique et ludique qui s'intitule Trois places pour le 26, où il s'expose et se dissimule, habillé exactement comme Yves Montand, ce qui est normal et troublant puisqu'il joue un personnage qui s'appelle Yves Montand.

Brillant et émouvant dans la comédie musicale la plus schizophrénique de l'histoire du septième art, Montand tut qu'en lui-même.

« Ça demande un certain courage de s'incarner dans une histoire qui mêle aussi intimement la réalité et la fiction... »

Oui, j'accepte le compliment. Courageux et aussi dangereux — et moins narcissique qu'il y paraît. Je maintiens que nous — les artistes — sommes moins narcissiques que le commun des mortels dans la mesure où nous avons la possibilité de libérer cette fibre narcissique à longueur de films, à longueur de livres, etc.

Dans Trois places pour le 26, si Montand joue Montand, c'est une question d'authenticité vis-à-vis des autres, vis-à-vis de lui-même. Le projet de ce film date de près de vingt ans. A l'époque, ça pouvait se justifier que ce personnage de chanteur né à Marseille qui revient dans sa ville natale s'appelle Michel Cartier. Plus maintenant. C'est comme si on demandait à Christine Ockrent d'interpréter le rôle d'une journaliste qui présente le journal de 20 heures d'Antenne 2 et qu'on l'appelle Germaine Dugommier. Personne n'y croirait.

Jacques Demy était à l'origine du projet ?

Oui. Tout le monde connaît son goût pour les comédies musicales. Adjan! devait jouer ma fille à l'époque. L'histoire était la même. Il y avait un peu plus... un peu trop même d'arrière-plan social que j'appellerais gauche chrétienne gangnan. Je retournais à l'usine, je revoyais deux copains, l'un avait eu deux doigts coupés par la machine, un autre avait eu le pied arraché. Tout ça à cause du patron, bien sûr. Mais le patron les gardait tout de même à l'usine... C'était légèrement excessif. Mais à part ça, la ligne était la même.

Avez-vous participé à l'élaboration du scénario ?

Non. Pas du tout. Le scénario était écrit. J'ai seulement travaillé pendant trois mois avant le tournage avec Jacques Demy. On se voyait une fois par semaine. On parlait. De temps en temps, un mot me gênait, je l'entendais mal dans ma bouche. Je disais : « Je pense que le père Montand dirait plutôt ça comme ça... » Mais Demy est quelqu'un de très précis, à la virgule près. Il acceptait rarement mes suggestions « au nom de la beauté de la langue française » à laquelle il tient. Et il avait raison. Par exemple, lorsque je lance à la petite, dans ma loge : « Eh bien, pour quelqu'un de maladroit, vous vous exprimez plutôt correctement », moi j'aurais préféré : « Dites donc, ce que vous êtes en train de me dire est une chose qui me touche instantanément... » Mais bon, c'était trop quotidien.

Si vous en aviez eu l'opportunité, auriez-vous rajouté certains épisodes de votre vie ?

J'en aurais rajouté beaucoup ! J'aurais rajouté par exemple les débuts. Mes débuts à Marseille avec ce qu'on appelle « les artistes de variétés ». Ils arrivaient avec, dans leur boîte à maquillage, de la poudre, du

rouge, ils s'en mettaient plein la figure... J'aurais voulu pouvoir donner la scène où je chantais dans les bistrot de banlieue avec en guise de plateau les madriers que les maçons abandonnaient sur les chantiers. Et des rideaux en toile de sacs des raffineries de sucre Saint-Louis... C'était les Feux du music-hall de Follini, tu faisais un pas de claquettes et tu avais un nuage de plâtre qui s'envolait... Mais, bien sûr, on ne pouvait pas tout raconter, à quelle heure on aurait été se coucher !

On s'échappe avec pudor et habillé certains épisodes de votre (vraie) vie privée, Edith Piaf, Simone Signoret... ?

C'était terrifiant. Terrifiant. Bon, c'est vrai, c'était relativement plus facile pour Piaf, Piaf, c'est le Moulin-Rouge, c'est 44, il y a un million d'années... Mais Simone, c'est si proche, comment faire ? Jacques [Demy] a trouvé quelque chose d'un peu génial tout de même dans sa délicatesse. C'est l'apparition si familière et si lointaine à la fois de Simone dans le costume de Casque d'Or. Et le mettre en scène du spectacle qui dit : « C'est Casque d'Or que nous aimons. Et Casque d'Or nous appartient... »

Certains épisodes, en revanche, sont de pure fiction. A ce propos, des premières projections, une polémique s'instaure. Avez-vous ou n'avez-vous pas « franchi le pas » avec votre fille de cinéma, Mathilda May ?

Ah ! Ce n'est pas croyable ! Pour les spectatrices, en tout cas, c'est oui. Cela ne fait aucun doute. Mais chez les mecs, hypocrites comme ils sont, on se pose la question. Alors qu'ils devraient admettre une chose bien simple : pendant des millénaires, nous avons été anthropophages et incestueux, il n'y aurait pas eu de survie sans cela... Ce qui est abominable dans l'inceste, c'est le viol dans la chambre d'enfant, la

petite fille de neuf, dix ans, contrainte... C'est monstrueux. Mais là, nous ne sommes pas du tout, mais pas du tout dans cette horreur, nous sommes dans la tendresse, nous sommes innocents l'un et l'autre... C'est la comédie musicale avec un clin d'œil d'Œdipe.

Ce qui va se passer par la suite — après le film — est plus incertain. Mais grâce à M^{me} Fabian tout devrait s'arranger. On comprend très bien que le père Montand soit mordu d'une dansa comme ça. En plus, comme elle a été parpa... parpa... parpa... Pute, quoi ! De ce côté-là, ça devrait être super.

La mère, la fille... Vous êtes un grand séducteur !

Mais il y a dans tout cela, bien sûr, beaucoup d'humour, de distance... Si je devais donner une définition de Trois places pour le 26, je dirais que ce n'est pas un film d'amour, plutôt, et c'est plus rare, un film de cinéma.

Quels sont maintenant vos projets ?

J'arrête.

De tourner ?

Non. Enfin, je veux dire, je ne vais pas m'incruster, m'accrocher, place aux jeunes ! Mais si je peux rester à ma petite place à moi... Il y a deux sujets qui me passionnent et que je garde au chaud, bien que rien ne soit encore décidé, mis en route. C'est l'adaptation de la Valse aux adieux, de Milan Kundera, et, dans un genre bien différent, la Vie parisienne. A ce propos, je me suis permis de dire à certaines personnes qui m'interrogeaient après l'avant-première de Trois places pour le 26, à Marseille,

l'autre soir : « Je trouve que ce qui est beau dans une ville ou dans un pays, c'est la multiplicité des cultures. Je sais bien qu'il faut conserver un équilibre... Moi, par exemple, j'aime bien ce qui reste vraiment français dans le bon sens du terme, cette culture qui a rayonné à travers le monde. Par exemple, ces airs d'Offenbach, y a-t-il quelque chose de plus français, de plus parisien ? Au fait, je me permets de vous rappeler que M. Offenbach était le fils d'un chanteur à la synagogue de Cologne ! » Et pan. Je n'étais pas mécontent.

Vous deux projets, chassés dans son genre, sont ambitieux.

Oui. Je ne tournerai plus jamais pour faire un film de plus.

Propos recueillis par DANIEL HEYMANN.

DOLBY STÉRÉO DANS LES SALLES ÉQUIPÉES V.O. : GAUMONT CHAMPS-ÉLYSÉES - GAUMONT OPÉRA - GAUMONT LES HALLES RACINE ODÉON - GAUMONT PARNASSE - GAUMONT ALÉSIA - LA BASTILLE 14-JULIET BEAUGRENELLE PÉRIPHÉRIE - V.O. : MÉLIES MONTEUIL - V.F. : GAUMONT OUEST - GAUMONT EVRY RAGGEDY UN FILM DE BOB HOSKINS

Indignes et l'empire Millions à la fin du siècle

Pas de canne blanche à l'école

Africain de bombardier sur avion 400 milliards de francs

Historiens et délicat

THÉÂTRE

LES SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de première et de répétition sont indiqués entre parenthèses.) LA RIVE D'EN FACE. Théâtre Esson de Paris (42-78-46-42) (dim. soir, lun.). 21 h; dim., 16 h (23).

CARÉ DE LA DANSE (43-57-05-35). > Blanche-Neige: mar. 20 h. CARRÉ SILVIA MONFORT (45-31-28-34). Théodore: 20 h 30, dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun. > Les Deux Jumeaux

18 h 30. Une danse aux canailles: mar. 20 h 30. GYMNASÉ MARIE-BELL (42-46-79-79). L'Ange gardien: 20 h 30, dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun. > De Nougat à

CHATELAIN (THÉÂTRE DE CHATELAIN GRANDE SALLE) (46-57-22-11). > Princes d'amour perdus: ven. sam. 21 h.

VINCENNES (THÉÂTRE DANIEL GOBLET) (48-08-60-83). > La Vieille Dame indigne: 21 h (sam. ven.), dim. (dernière) 18 h. Rel. sam.

Le ver dans le fruit. Jusqu'au 31 décembre. 21 h. Lun. Comédie musicale de Louis Clément. Musique de J.-Y. Kacod. Avec M. Vaudoux, P. Moim, V. Borgnatti, A. Volny-Ama, J.-M. Jaillard.

Les autres salles AMANDIERS DE PARIS (43-66-42-17). Wonderful Casting: 20 h 30. Rel. dim., lun.

EDGAR (43-20-85-11). Les Babes-Cadras: 20 h 15. Rel. dim. Nous en fait où on nous dit de faire: 22 h. Rel. dim.

MATHURINS (43-65-90-00). La Femme à cœur d'acier: 21 h, sam. 18 h, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

NEUILLY-SUR-SEINE (L'ATHLETIC) (46-24-03-83). > Les Etudes rouges: 20 h 30 (sam. ven., sam. dernière).

THEATRE NATIONAL DE LA COLLINE RESERVATION 43 66 43 60

LA NUIT DES CHASSEURS
LA VIEILLE
TIR ET LIR
ABONNEMENT 3 SPECTACLES (dates libres) 180F. au lieu de 330F.

La Gonfle
THEATRE 71 MALAKOFF
3, place du 11 novembre
M° Malakoff - Plateau de Verres
46 55 43 45

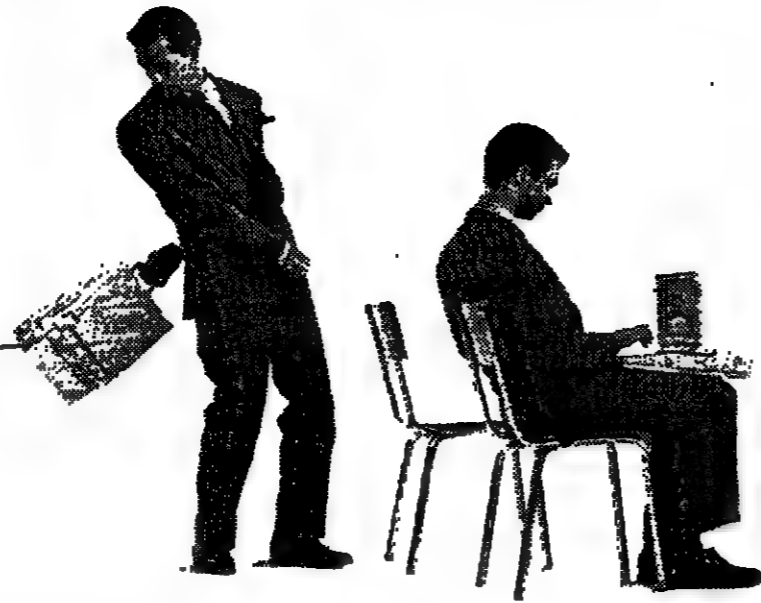
MOULIN ROUGE
FORMIDABLE LA REVUE DU CENTENAIRE
20 h: dîner dansant, champagne et revue: 510 F
22 h et 0 h: champagne et revue: 350 F
PRIX NETS TOUT COMPRIS
MONTMARTRE - PLACÉ BLANCHE

MARCELLO MASTROIANNI
HANNA SCHYGULLA
MISS ARIZONA
IL EST SON AMOUR.
LE CABARET EST SA VIE.
LA GUERRE EST LEUR DESTIN.

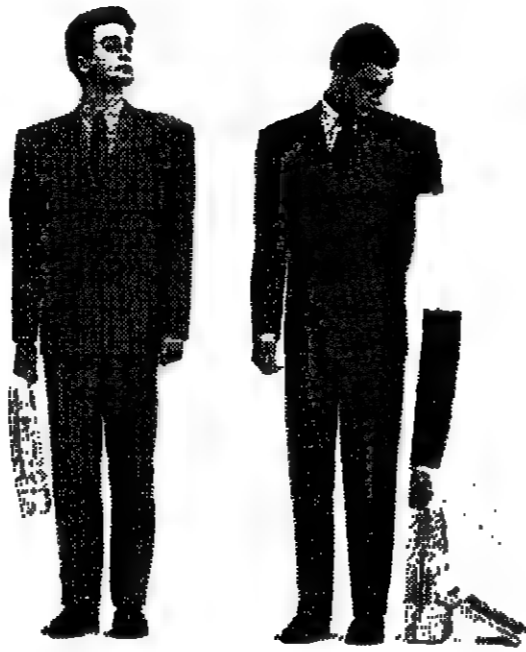
REGION PARISIENNE
ANTONY (THEATRE FIRMIN GEMET) (45-02-74). > Mécènes et César: mar. 21 h.

Je m'abonne à LA NUIT DES CHASSEURS, TIR ET LIR, LA VIEILLE
180F. x nombre d'abonnements = F.

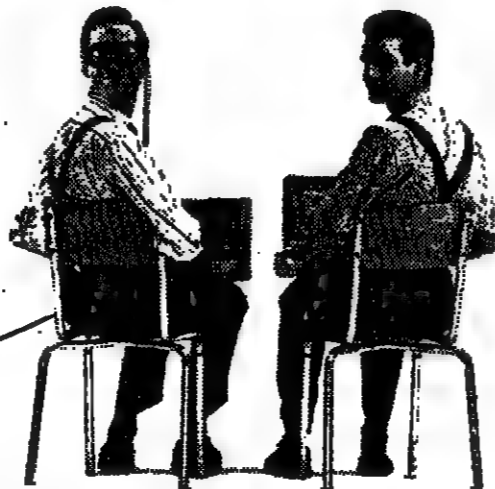
Quelle est la différence entre un ordinateur portable Zenith et un ordinateur portable ordinaire ?



1. Vous êtes au courant, un Zenith a des batteries.



2. Tout bien pesé, un Zenith est très léger.



3. C'est clair, un Zenith est très lisible.



Le TurbosPORT 386 de Zenith est le meilleur micro-ordinateur portable du monde. Il est le premier portable 386 autonome fonctionnant sur batteries. Chez Zenith, cela fait quatre ans que nous maîtrisons cette technologie dont bénéficie toute notre gamme de portables. Autre préoccupation constante chez Zenith: le poids. Depuis toujours les portables Zenith sont d'une rare légèreté et leurs batteries sont escamotables. Vous pouvez les emmener partout, quoi de plus normal pour un micro-ordinateur portable! Une innovation permanente: la lisibilité.

Zenith a toujours équipé sa gamme de micro-ordinateurs portables d'écrans haute définition. Après le LCD, le LCD Backlight, la technologie Super Twist, voici depuis un an déjà le PageWhite, un écran noir et blanc intégré au TurbosPORT 386. Et nous n'allons pas en rester là! Zenith Data Systems BP 201-92002 Nanterre Cedex. Sur simple appel au (1) 39.80.18.18 vous recevrez immédiatement la documentation et la liste de nos distributeurs agréés.



PCB



TECHNIQUE Anxiété des guerriers

... requiert une formation... dans le management... communication. Ce dialogue... des problèmes.



Le manager d'aujourd'hui... une formation... dans le management... communication. Ce dialogue... des problèmes.

Le Monde CAMPUS

FRÈLES ÉLITES

Elles sont sélectionnées et formées avec amour, choyées, bichonnées... Et pourtant les futures élites ont du vague à l'âme. Comme si le système, si remarquablement huilé, ne fonctionnait que pour lui-même. Trop à l'abri. Comment rendre les cadres de demain plus compétents, mais aussi plus ouverts, plus proches des réalités, plus responsables ? Telle est l'interrogation qui court à travers une série de manifestations et de réflexions qui ont marqué, ces derniers jours, la vie de quatre écoles parmi les plus prestigieuses : Polytechnique, l'ESSEC, Sup-de-Co Paris et Sciences-Po.



POLYTECHNIQUE

L'inquiétude des guerriers

Les polytechniciens reçoivent une formation scientifique de très haut niveau, mais travaillent de plus en plus dans le management, la finance ou la communication. Ce décalage commence à leur poser des problèmes.

Il se lève à 7 h 15 et se couche à 23 h 28. Il porte une cravate et un slip (de préférence un caleçon), et n'utilise pas d'eau de toilette. Il habite Paris ou sa région et va à son bureau en voiture (quarante minutes de trajet, aller-retour). Il possède une télévision, un magnétophone et un minitel, mais pas de magnétoscope, ni de micro-ordinateur. Il est marié, et sa femme travaille. Il a un enfant, et en voudrait au moins trois. Il n'a pas de femme de ménage, mais n'aime pas faire la cuisine. Il dîne le plus souvent chez lui. Il lit *le Monde* et *l'Express*, parfois *Libération* et *le Point*. Il va une à deux fois par mois au cinéma et très peu au théâtre ou au concert. Les revenus du ménage sont de 25 420 F par mois, ce qui lui permet d'épargner et de rembourser l'emprunt de 208 000 F qu'il a souscrit pour s'acheter son appartement. Il travaille quarante-neuf heures par semaine — ce qui ne lui paraît pas excessif — et rarement le week-end.

Lui, c'est l'ancien polytechnicien entré à l'école en 1978, tel qu'il apparaît à travers l'enquête réalisée par cette promotion pour son dixième anniversaire. Cette célébration a été marquée par une journée de réjouissances, samedi 19 novembre, qui, pour beaucoup, était la première occasion de se revoir depuis la sortie de l'école. Rencontres sportives, débat avec de brillants anciens — Jean-René Fortou, PDG de Rhône-Poulenc, Michel Pébereau, PDG du CCF, Pierre Barberis, vice-président d'Axa, Bernard Chapot, administrateur délégué de CGI-Informatique, auxquels s'était joint le sociologue Michel Bauder — et, pour finir, dîner et bal à l'Espace Cardin... Le bureau des élèves de la promo X 78 avait bien fait les choses.



Si ce sondage interne a montré qu'une fois sortis de l'école les X ne perdent ni leur souci de la précision scientifique ni leur humour, il donne aussi de précieuses indications sur l'insertion professionnelle des polytechniciens et le jugement qu'ils portent sur leur formation. La majorité d'entre eux travaillent dans l'industrie et l'informatique, où ils assurent des fonctions techniques ou de recherche — ce qui est normal pour les élèves d'une école scientifique. Toutefois, on constate que cette orientation n'est pas exclusive, puisque 20 % d'entre eux assument des tâches de direction ou de gestion, 15 % des tâches commerciales et 7 % s'occupent de finance ou de communication. Les emplois qu'ils occupent sont plus fonctionnels (études, management) qu'opérationnels (encadrement, commandement). Ce qui explique une certaine insatisfaction concernant leur formation. S'ils estiment que celle-ci les a bien préparés à des tâches techniques ou d'organisation, il n'en va pas de même pour ce qui touche aux relations humaines, à la communication, à la finance ou au commerce.

FREDERIC GAUSSEN.

(Lire la suite page 24.)

SCIENCES-PO

Lire utile

La quasi-totalité des cinq cent quinze étudiants de première année de Sciences-Po ont répondu à l'enquête sur « l'étudiant et le livre », réalisée à l'initiative des Presses de la Fondation nationale des sciences politiques. Mais une poignée seulement d'entre eux sont venus assister, le 17 novembre, au débat organisé pour en analyser les résultats. Cette indifférence traduit, mieux que bien des chiffres, l'attitude des étudiants à l'égard du livre : très scolaire. Parfaitement disposés à répondre à un questionnaire diffusé officiellement par les enseignants dans le cadre de leur conférence de méthode, ils se sont peu intéressés aux résultats. Bien sages et peu curieux, en somme.



sonnelle, que grâce aux critiques de la radio, de la télévision ou des journaux. Ce qui fait dire à Louis Bodin, directeur des Presses de la Fondation : « La population des étudiants d'année préparatoire semble disponible par rapport aux livres, à la lecture et à son achat. Il resterait à savoir ce que devient cette disponibilité sous l'effet des pratiques pédagogiques et dans les stratégies de réussite, principalement pour les examens... ». Cette crainte implicite est partagée par Serge Hurtig, enseignant à Sciences-Po, qui estime que les étudiants français « lisent moins, et moins bien, que leurs homologues allemands, britanniques ou américains. La lecture d'un livre se résume trop souvent à la consultation de la table des matières et au choix des chapitres à photocopier. » Un travers que la direction de l'IEP entend corriger, par la réforme des études, en introduisant des séminaires de lecture.

Espace en voie de disparition

A l'image de leurs lectures. S'ils lisent régulièrement (près des deux tiers d'entre eux ont consacré plus de dix livres, au cours des six derniers mois), il s'agit surtout de livres scolaires (33 %) et d'ouvrages de sciences humaines (36 %), vraisemblablement liés à la préparation du concours d'entrée à Sciences-Po. La littérature n'est pas absente, mais concentrée sur des classiques — Balzac, Zola, Carnus ou Céline... — ce qui rejoint les indications d'un sondage récent sur la culture des « étudiants réalisés » par *« Campus »* (le Monde du 20 novembre 1986) : « Si les étudiants de Sciences-Po visitent largement les bibliothèques, notamment celle de l'IEP, 43 % d'entre eux se disent plutôt prêts à acheter les livres qui leur seront recommandés au cours de leurs études. Proportion encourageante pour les éditeurs... »

Les choix de lecture se font plutôt par ouï-dire, par recommandation ou découverte per-

Le mot de la fin fut pour Jeanette Setas, la libraire bien connue des habitués et des anciens de la rue Saint-Guilhem : « Tous les achats de livres des étudiants sont calés sur les programmes. Ils n'ont plus le temps de lire avec plaisir. Les atypiques, ce sont ceux à qui je peux vendre les bouquins qui me plaisent. » Une espèce, semble-t-il, en voie de disparition.

GERARD COURTOIS.

SUP-DE-CO PARIS

On régale gratis

Comme dans beaucoup d'autres écoles de commerce, les élections au bureau des élèves ont donné lieu à une campagne échevelée. Mais dépenser plus de 250 000 francs en gadgets, est-ce bien raisonnable ?

CHAUDE ambiance électorale à l'Ecole supérieure de commerce de Paris, où les listes candidates à l'élection du bureau des élèves (BDE) s'affichent sur tous les murs. « Le principe de base, c'est : j'achète l'électeur », explique sans sourire l'un des candidats. Et c'est vrai. Pendant les quatre jours de la campagne officielle, du 14 au 18 novembre, on régala gratis à l'ESCP. Les mille élèves de l'école, électeurs potentiels, ont été choyés, gavés, dorlotés et divertis par les trois listes dites « sérieuses » et quelques autres officiellement répertoriées sous le label de « listes bidons ».

Dès 8 heures du matin, le café fume, les croissants croustillent, et les haut-parleurs déversent des flots de musique dans la cafétéria. Chaque liste a son stand. Celui d'« Equateur » disparaît sous les plantes vertes. Des aventuriers en bermuda, chemisette jaune safran et casque colonial y servent du jus de fruits, en promettant du rhum pour plus tard. A quelques mètres, les listiers de « Cocktail », vêtus de rouge et blanc, distribuent leur plaquette dans une mallette en plastique très chic. Activité identique et fiévreuse sur le podium d'« Atmosphère », dont l'uniforme de campagne est noir et bleu.

Pendant quatre jours et trois nuits, l'animation doit être permanente. Il y a des figures imposées, à respecter sous peine de subir une Berezina électorale : petit-déjeuner et autres repas doivent être copieux et originaux. Du pain donc, mais aussi des jeux. Chaque liste monte un spectacle — série de sketches ou comédie musicale — dans le grand amphithéâtre de l'école. Chacune organise aussi une soirée, entièrement gratuite et dûment arrosée, dans un lieu prestigieux. Cette année, « Atmosphère » avait jeté son dévolu sur le Balajo, « Cocktail » sur l'Elysée-Montmartre et « Equateur » sur le Forum de Grenelle.



Le reste est affaire d'imagination et de moyens. « Cocktail » a réalisé et produit un 45 tours qu'il offre aux élèves. Sous le regard de sa mascotte Maurice le Pygmée, « Equateur » a distribué un millier de petits cadeaux. « Atmosphère » a préféré se rendre utile en faisant imprimer, pour chaque élève-électeur, cent cartes de visite à son nom.

Une nuit pour deux au Hilton

A tout moment, des jeux, des concours, des tombolas, font miroiter des lots de valeur sur le nez de l'électeur : séjours à la neige, dîner au Fouquet's, nuit pour deux au Hilton, matériel hi-fi, planches de surf, briquets, foulards et accessoires de grand luxe. Sans compter la voiture mise à la disposition du futur BDE, ni le billard généreusement offert à l'école.

Pendant ce temps-là, les cours continuent. Tant bien que mal. Les listes font en effet irruption dans les salles, pour se présenter, sketch ou saynète à l'appui. Tout est bon pour attirer l'attention, comme la descente en rappel de la face ouest du bâtiment des études (sept étages) par les candidats d'« Atmosphère ».

JEAN-JACQUES BOZONNET.

(Lire la suite page 24.)

CAMPUS LYCÉES

A L'ÉCOLE DU BALLON

Réconcilier l'esprit et le corps, par la grâce du ballon : telle est la noble ambition du Lycée études-rugby de Toulon et de l'Institut sport-formation de Béziers.

La solidarité par le rugby

DEPUIS la rentrée de septembre fonctionne à La Garde (Var) le premier lycée études-rugby de France. Trois classes de seconde accueillent soixante-six élèves...

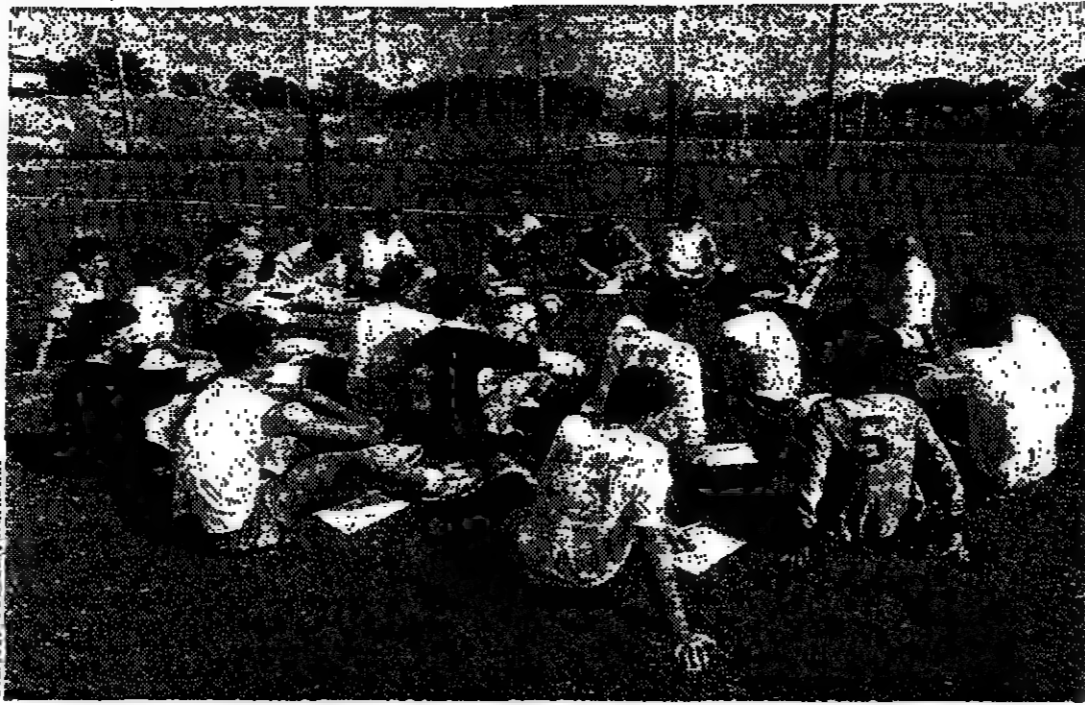


PHOTO: DOMINIQUE PAVAN MATR

« Il n'est pas question d'assimiler ces classes à celles des classiques « sport-études », précise le directeur du lycée de la Grande-Tourache, M. André Scotto, qui est à l'origine de cette initiative. « Le sport ne doit pas prendre le pas sur les études. On ne prépare pas l'élite « rugbyistique » de demain... Nous avons choisi ce sport, car il est le meilleur révélateur des qualités humaines pour l'équilibre du corps et de l'esprit. Ici, on s'appuie sur une discipline sportive pour réussir ses études. »

« Vaste campus construit et aménagé par la chambre de commerce et d'industrie du Var, la Grande-Tourache est située au cœur de la zone industrielle de Toulon-Est et vise à donner aux jeunes des formations adaptées aux besoins socio-économiques de la région. C'est dans cet esprit que fonctionnent une école supérieure de commerce et une préparation au BTS de designer. Le lycée études-rugby, qui est sous contrat d'association, s'inscrit dans la même dynamique : « Notre projet pédagogique tient essentiellement compte des carences de l'enseignement traditionnel. Nous nous sommes rapprochés de celui des Anglo-Saxons, qui ont pris conscience depuis fort longtemps que le rugby est le sport éducatif par excellence. Par le rugby, nous voulons former des jeunes capables de devenir des hommes dynamiques et courageux. » Les lycéens, internes pour la plupart, ont une pratique sportive intensive (dix heures par semaine) et variée (entre le rugby, les pratiques du tennis, le foot, le handball...). Mais aucun d'eux a été sélectionné sur des critères physiques. Les admissions se font sur examen du dossier scolaire et d'orientation, et au vu des aptitudes sportives (autant pour les qualités intrinsèques que pour la capacité à s'intégrer au groupe).

« Tonique », « souple »... Ces deux mots reviennent souvent dans les commentaires de Daniel Herrero, qui sait harmoniser le groupe, l'éclater pour mieux le réunir dans le moment qui suit. La séance est terminée après deux heures d'une saine dépense sur une pelouse que les professionnels du RCT envieraient aux lycéens. On rejoint la classe pour faire des maths ou du français... mais durant quarante-cinq minutes seulement. Ici sont mis en place de nouveaux modules horaires. « Cela correspond aux rythmes de chaque élève. Nous avons constaté que le sport permet de décompresser et de suivre avec plus d'attention des enseignements plus courts, mais aussi complets et souvent plus intenses », précise André Scotto. Le lycée, dont la réalisation a coûté 20 millions, dispose de deux terrains de sport, trois salles d'informatique, une salle de langues, un gymnase et une régie vidéo.

« Ne pas loupier... » Nouvel exercice, nouveaux commentaires. Deux élèves malades ont quitté l'infirmerie pour « ne pas loupier ça... ». « C'est tellement dur de ne pas pouvoir être avec les autres ! Passes, melle... quelques lycéens sont d'évidence de « vieux » pratiquants. Un autre, plus porté sur le foot, se familiarise avec l'ovale. Un autre encore, amoureux d'un rugby qui le lui rend mal, entre en fusion, attaque, se dépense sans compter.

Football et entreprise

COMME tant d'autres adolescents, Antoine Préget rêve de devenir footballeur professionnel. A quinze ans, il a déjà frappé à la porte des centres de formation du Nîmes Olympique, d'Alès et du Montpellier PSC. En vain. « Ils m'ont dit que mon niveau scolaire était insuffisant. » Mais pour l'ancien sélectionneur de l'équipe de France, « ce sont les critères de sélection à l'entrée qui détermineront le niveau et l'avenir de cette école ». Les critères sont exclusivement sportifs. « Le scolaire, c'est notre problème », affirment les responsables de l'ISF, forts de l'expérience d'un centre de formation professionnelle de neuf cents élèves. Pour la première année, le recrutement a été empirique en raison d'un agrément ministériel tardivement accordé. Mais, très vite, la sélection deviendra sévère.

Financé par des capitaux exclusivement régionaux (conseil régional et CCI de Béziers), l'enseignement est gratuit. Pour faire face aux frais de pension (environ 900 F par mois), des bourses peuvent être accordées, ainsi qu'une aide personnalisée au logement dès la deuxième année. De quoi attirer des candidats bien au-delà du Languedoc-Roussillon. L'initiative biterroise est suivie avec une neutralité bienveillante par la Fédération française de football. Pour le rugby, Michel Palmié affirme avoir « téléphoné au « Saint-Père ». Albert Ferrasse, le tout-puissant président de la fédération, a approuvé. Tous ne deviendront pas des champions mais, explique un responsable de l'ISF : « Lorsqu'ils se présentent devant un président de club de troisième division, leur diplôme facilitera leur insertion dans la ville et, plus tard, leur reconversion. »

« En mettant l'accent sur leurs qualités sportives, il est ainsi possible de faire accéder à une formation professionnelle des jeunes en situation de non-réussite scolaire, issus de quartiers et de couches sociales défavorisées », explique Eric Firoud. Ce jeune entraîneur de football, enseignant à l'ITERS de Montpellier, est l'un des initiateurs du projet, avec Michel Palmié, ancien international biterrois de rugby. Pour ce dernier, « le rugby, c'est la carotte qui permet à ces jeunes de poursuivre leur scolarité ». Toutefois, le sport n'est pas seulement un prétexte. Par une pédagogie originale, Eric Firoud a bien l'intention de former des footballeurs de haut niveau. Déjà, des clubs professionnels se sont intéressés à cette pépinière d'un type nouveau. Les recruteurs rôdent. Antoine Préget, par exemple, se dit prêt à tout abandonner si on lui « fait des propositions ». Pour éviter cela, Eric Firoud souhaite passer un accord avec les clubs pour conserver les jeunes en formation pendant trois ans. « L'ISF est un lieu de formation, insiste-t-

« C'est en fin de compte l'ambition d'Eric Firoud : « En partageant leur temps entre le sport, la formation théorique et le travail en entreprise, nos élèves sont en situation de vie active. Ils apprennent à se prendre en charge, contrairement aux centres de formation des clubs où ils sont maternés. Ensuite, lorsque le football s'arrête, les garçons sont démunis ! » Il n'est pas étonnant qu'un tel discours ait séduit Marc Tresselt, le président de la CCI de Béziers, dont le souci, maintes fois répété, est de « ne pas fabriquer de chômeurs ».

JEAN-JACQUES BOZONNET. (Publicité) L'Université de Savoie organise sur deux ans (janvier 1989-décembre 1990) un cycle de formation continue sanctionné par un diplôme d'université pour les cadres d'associations et d'organismes sociaux de tourisme, de loisirs et de vacances. UNIVERSITÉ DE SAVOIE BP 1104 - 73011 Chambéry Cx Téléphone 79-69-27-18

(Publicité) « NAHUM GOLDMANN FELLOWSHIP MEMORIAL FOUNDATION FOR JEWISH CULTURE » Vous avez entre 25 et 40 ans et montrez de réelles qualités de dirigeant ? Le séminaire organisé en Angleterre par le Nahum Goldmann Fellowship vous intéressera. Pendant dix jours, vous assisterez à des cours et groupes de discussions en présence d'éminents érudits de la culture juive du monde entier. Le Nahum Goldmann Fellowship, parrainé par la Memorial Foundation for Jewish Culture, est un collège qui offre, en été, un enseignement de haut niveau dans le domaine culturel, ainsi que la formation au métier de dirigeant. Les places sont limitées et réservées aux jeunes Européens des deux sexes détenteurs de diplômes universitaires. Le séminaire se tiendra à Carmel College près de Wallingford en Angleterre du 21 au 31 août 1989. Pour plus amples renseignements et bulletins d'inscription, veuillez écrire à : The Nahum Goldmann Fellowship, Case postale 191, 1211 Genève - 20 Suisse.

BLOC NOTES INITIATION A L'ARCHITECTURE La Calisse nationale des monuments historiques propose aux scolaires des ateliers d'initiation à l'architecture. Les séances ont lieu à l'hôtel des Invalides, au Musée des arts décoratifs et au château de Maisons-Laffitte. * Renseignements par téléphone : (1) 42-74-22-22 poste 522. PARENTS ET ENFANTS SABLES Des objets énigmatiques surgissent du sable. Est-ce un cheminé ? L'échafaudage d'une ville en construction ? Les enfants à partir de six ans sont invités au Centre Pompidou à visiter un champ de fouilles imaginaires et à construire un territoire à leur mesure. * « Sites et sables », une animation de l'atelier des enfants du Centre Pompidou, ouverte gratuitement de 14 h à 18 h tous les jours sauf le mardi, le dimanche et les jours fériés. L'atelier de construction fonctionne de 14 h 30 à 16 h. Renseignements par téléphone : (1) 42-77-12-33.

VOUS AVEZ UN BAC C OU D OU + NOUS VOUS PROPOSONS UNE FORMATION INFORMATIQUE (6 mois) ET UN EMPLOI ASSURÉ (Analyse d'applications) Pour obtenir un dossier d'information téléphonez au (1) 60.17.733

YOUR MBA IN EUROPE HUIT GRANDES BUSINESS SCHOOLS EUROPÉENNES PRÉSENTENT LEURS PROGRAMMES À MUNICH ET À PARIS Munich, 19th November 1988 Saturday 10.00 - 18.00 hrs. Paris, 2nd & 3rd December 1988 Friday 14.00 - 18.00 hrs. Saturday 10.00 - 18.00 hrs. Hotel Vier Jahreszeiten, Maximilianstrasse 17, 8000 Munich 22, West Germany. Hotel Maurice, 228 Rue de Rivoli, 75001 Paris, France. Des ateliers et des présentations sur des aspects spécifiques des programmes seront animés par des responsables et des anciens des programmes MBA, entre libre pendant les horaires d'ouverture.

ilité POLY L'inquiétude des guerres

Service lecteurs

REPRODUCTION INTERDITE
Pour ces postes, les entreprises et les cabinets ne peuvent attendre le rétablissement du courrier.
Si vous avez postulé, nous vous remercions de bien vouloir leur téléphoner.

GRUPE INDUSTRIEL INTERNATIONAL
Date de parution: 8 novembre
Rubrique: Secteur de Pointe
DIRECTEUR DE NOS SYSTEMES D'INFORMATION
Contactez THAIS PUBLICITE ou 47.00.27.18
Fax 43.38.94.47

Société 3A
DIRECTEUR D'USINE Agro-alimentaire-Sud-Ouest
Mondé des cadres du 24 daté 25.10.88 (réf. 1042 M).
Compte tenu des perturbations de courrier, votre dossier ne nous est peut-être pas parvenu. Appeler au 43.55.92.77 le cabinet
GRH Conseils 3, avenue de Séguir 75007 Paris.

FISCALISTES: SENIORS/ASSISTANTS
Univers de la Gestion - Le 14 Novembre 1988.
Contactez Muriel BACHELIER - 47.47.12.42.
△ Touche Ross

bip
BANQUE INTERNATIONALE DE PLACEMENT
PREMIERE BANQUE FRANCAISE D'ARBITRAGE
Poste: TRADERS OPTIONS.
Annonce parue dans la rubrique: "Univers de la Gestion."
Dans le Monde du 08/11/88. Contacter le service RH au 42.93.14.14 (poste 218).

PLEIN EMPLOI
GESTIONNAIRE
Annonce parue le 14 novembre 88,
dans la rubrique "Univers de la Gestion."
Contactez Frédérique LASSANCE au 42.38.91.91

BTP Banques du Bâtiment et des Travaux Publics.
RESPONSABLE AUDIT/CONTRÔLE
Annonce parue le 8 novembre 88 dans la rubrique
"Univers de la Gestion."
Contactez Annie NOE au 47.54.75.75

Cabinet ERNST & WHINNEY recrute
Fiscalistes Expérimentés
Parue le 8 Novembre, Rubrique Univers de Gestion.
Appelez Mme DZIEWULSKI au 49 53 12 34.

Société Conseil location PME/PMI recrute
• Consultants Junior et Senior (Réf. 948)
• Spécialistes traitement informatique d'enquêtes statistiques/
Eco (Réf. 947)
Parue le 08/11, Rubrique Cadres. Appelez Melle RAZEL au 42 88 04 80.

CHARLES RAYNAUD CONSULTANTS recrute pour son client SAGES
• Directeurs d'Agences (SSII)
Paris (Réf. 820), Lyon (Réf. 821), Lille (Réf. 822)
• Responsable Méthodes (Réf. 823)
Parue le 08/11, Rubrique Cadres. Appelez Mr. RAYNAUD au 45 75 57 87.

GE Medical Systems recherche
• Chef de Service Communication Marketing (Réf. CSCM/M)
• Chef de Publicité Radiologie (Réf. CPR/M)
Parue le 9 Novembre, Rubrique Cadres.
Appelez Direction du Marketing de GE CGR au 45 66 89 44.

General Electric CGR recrute
• Jeune Ingénieur (Réf. GP/L à M)
pour analyse des coûts de production
Parue le 15 Novembre, Rubrique Univers de Gestion.
Appelez Mr GROISY au 45 54 76 81.

Leader mondial en électronique professionnelle.
Responsable Marketing produit.
réf. 39382
Annonce parue le 11/10 rubrique Secteurs de Pointe.
Appelez le 34 90 30 19.

SATELEC (Société spécialisée dans l'entreprise électrique)
3 INGÉNIEURS D'AFFAIRES
annonce parue en rubrique secteurs de pointe dans le MONDE
daté 9 Novembre 1988
Contactez: Madame DROUIN au 16 (1) 69.96.97.96

GRUPE MULTINATIONAL FABRICANT D'EQUIPEMENT ET APPAREILLAGE ELECTRIQUE
2 COMMERCIAUX INGENIEURS
H/F - Réf. CI 401 - CI 402
Date de parution: 8 novembre - Rubrique: Secteur de Pointe
Contactez Mercedes Soder CHALLENGE CONSULTANTS au 47.58.43.00 - Fax 43.38.94.47

TRT
RADIOMOBILE
Ingénieurs technico-commerciaux
réf. ITC-1
Ingénieurs d'études
réf. IE-2
25/10/88. Secteurs de pointe
40.94.70.00. Mr de Livonnière/Melle Olivier.

BSN - Ingénieurs AM, INSA, ENSL... double compétence technique et management
le 8 nov. 1988 réf. 44 A 1216-8 M
BSN - Les relations humaines et sociales phare et force de notre management
le 8 nov. 1988 réf. 44 A 1217-8 M
BSN - Un professionnel des achats industriels pour un budget de 400 millions
le 8 nov. 1988 réf. 44 B 1123-8 M
DELMAS-VIEUX - Chef du service assurances.
le 31 oct. 1988 réf. 43 A 1210-8 M
ORSEM - Ingénieur études et travaux neufs
le 24 oct. 1988 réf. 42 A 1201-8 M
Merci de téléphoner à Françoise Labouret au 45.25.55.05

MON C.V. EST-IL BIEN ARRIVE ?
Si vous avez répondu à une de ces offres d'emploi...
téléphonez dès aujourd'hui à la Société ou au Cabinet qui vous le confirmera.

AOIP Services
INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL
Le Monde du 01/11, rubrique Secteurs de Pointe
M. BARBAS - 45.88.83.00

AEROSPATIALE
INGENIEUR EN ORGANISATION
Le Monde du 16/11, rubrique Secteurs de Pointe
Jacques TIXIER S.A. - 47.66.70.93

CATERPILLAR FRANCE
INGENIEUR GENERALISTE
INGENIEUR MECANICIEN
INGENIEUR BUREAU D'ETUDES
INGENIEUR ELECTRONICIEN
Le Monde du 31/10, rubrique Secteurs de Pointe
Anne JANTET - (16) 78.58.90.23

FICHET-BAUCHE
CHEF DE PRODUITS
Le Monde du 09/11, rubrique Cadres
Tél (ce jour) 34.65.65.34 - Poste 6510

GENERAL MOTORS FRANCE
Division Commerciale
CADRE LOGISTICIEN confirmé
Le Monde du 09/11, rubrique Cadres
Mme LAIGNEL - Tél. 47.90.70.41

MERCURI URVAL
FUTUR SALES MANAGER - réf. 49.1906
Le Monde du 09/11, rubrique Cadres
INGENIEUR PROCESS - réf. 51.1911
Le Monde du 09/11, rubrique Secteurs de Pointe
FINANCIAL AND ADMINISTRATION MANAGER - réf. 49.1909
Le Monde du 15/11, rubrique Gestion
JEUNE FINANCIER - réf. 47.1947
Le Monde du 15/11, rubrique Gestion
Merci de contacter nos consultants au 47.66.19.33

SEGIE INDUSTRIE
INGENIEURS CONFIRMES
Le Monde du 09/11, rubrique Secteurs de Pointe
M. TASSON - 45.33.74.01

Groupe SILICOMP
INGENIEURS LOGICIELS
INGENIEURS CONCEPTEURS d'applications temps réel
INGENIEURS FORMATEURS
Le Monde du 09/11, rubrique Secteurs de Pointe
Mme VIAL-D'ALLAIS - Tél : (16).76.90.65.03 - Mme VIAL-D'ALLAIS.

TOPTOOLS - CEMENTS FRANCAIS
INGENIEUR GRANDE ECOLE DEBUTANT
Le Monde du 16/11, rubrique Secteurs de Pointe
Tél : Notre Cabinet Ressources et Développement
Cyril CROLARD - 43.54.15.62.

Groupe Expansion
ADJOINT MARKETING DIRECT
Réf. AM, Monde 7/11 (daté 8/11) rubrique Cadres.
Groupe Expansion, Danièle Lecharpentier. Tél. : 48.04.99.99.

LE MONDE CADRES du 18/10

- **Chargé d'études économiques**
Réf. A/D2005 - PA Neuilly
- **Futur directeur des ressources humaines**
Réf. A/R9441 - PA Neuilly
- **Responsable administratif et financier**
Réf. A/R9439 - PA Neuilly
- **Assistant d'exploitants entreprises**
Réf. A/R9436 - PA Neuilly
- **Jeune contrôleur de gestion**
Réf. A/R9437 - PA Neuilly
- **Futur directeur adjoint enseignement privé**
Réf. B/5953 - PA Neuilly
- **Jeune ingénieur communication**
Réf. A/T255 - PA Toulouse

LES SECTEURS DE POINTE du 19/10

- **Responsable recherche et développement**
Réf. A/58309 - PA Neuilly
- **Ingénieur d'études**
Réf. B/5954 - PA Neuilly

L'UNIVERS DE LA GESTION du 25/10

- **Chargé de clientèle entreprises junior**
Réf. A/R9438 - PA Neuilly

LE MONDE CADRES du 25/10

- **Responsables du développement commercial** - réf. A/R9444 - PA Neuilly

LE MONDE INTERNATIONAL du 3/11

- **Jeune ingénieur études**
Réf. A/3101 - PA Villeurbanne

LE MONDE CADRES du 9/11

- **Responsable information et relations extérieures** - réf. A/R9446 - PA Neuilly
- **Opportunité pour chargé d'études senior**
Réf. A/58354 - PA Neuilly

L'UNIVERS DE LA GESTION du 9/11

- **Responsable organisation**
Réf. A/R9494 - PA Neuilly
- **Créer le contrôle de gestion**
Réf. A/58356 - PA Neuilly

LES SECTEURS DE POINTE du 9/11

- **Jeune ingénieur d'affaires**
Réf. A/X3066 - PA Aix

Bureaux PA concernés: 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Télécopie (1) 47.45.48.65 • 3, Quai Kléber - 67055 STRASBOURG Cedex - Télécopie 88.75.60.54 • 78, Bd du 11 Novembre - 69626 VILLEURBANNE Cedex - Télécopie 78.94.65.67 • 2 bis, avenue Pizac - 31400 TOULOUSE - Télécopie 61.55.06.79 • 4, rue Laccède - 13100 AIX-EN-PROVENCE - Télécopie 42.27.23.51

PA
PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE
- Membre 34.34 code PA -

ESD - AUTOMATISMES recherche **INGENIEURS COMMERCIAUX** et **TECHNICIENS-COMMERCIAUX FRANCE ET EXPORT.**
Réf. 3561 M parue le 15/11.
DIRECTION COMMERCIALE à part entière. Groupe français basé en province. Produits grande consommation.
Réf. 3562 M parue le 14/11.
DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER. Groupe agro-alimentaire français - CA 5 milliards.
Réf. 3558 M parue le 8/11.
Pour un contact rapide, téléphonez au 42.61.52.57.

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris

GSI TELEMATIQUE parution 17/10/88 (datée 18/10),
rubrique secteurs de pointe,
référence 810604.
BERNARD KRIEF CONSULTANTS,
Tél. : 45.44.38.29 (poste 247).

LES IMPRIMERIES JEAN DIDIER
DIRECTEUR DE LA MAINTENANCE (Lille)
référence 467M, 8/11/88, (daté 9/11) rubrique secteur de pointe.
PAUL-EMILE TAILLANDIER CONSEIL 42.89.03.33 (M. Taillandier).

VILLE DE LUXEUIL-LES-BAINS
DIRECTEUR DES ACTIVITES ARTISTIQUES DU CENTRE DE MISE EN FORME
référence 472, 8/11/88, (daté 9/11/88) rubrique cadre.
PAUL-EMILE TAILLANDIER CONSEIL Tél. : 42.89.03.33 (Philippe Bedeau).

JEUNE CADRE, FINANCIER SURTOUT, ET CONNAISSANT LA MICRO, DEVEZ-VOUS JOURNALISTE.
LE MONDE 14/11/88 (Rubrique cadres)
(Réf. M/4151-1) Tél. : 42.56.20.32

Les géologues se recyclent

Commercialise l'ocie

Service lecteurs

Pour ces postes, les entreprises et les cabinets ne peuvent attendre le rétablissement du courrier. Si vous avez postulé, nous vous remercions de bien vouloir leur téléphoner.

Pour une clientèle d'entreprises du monde de la finance, nous vous avons proposé précédemment dans la rubrique "Secteurs de pointe" les postes suivants :

Responsable département informatique
Monde du 8 daté 9.11.88 (réf. 215)

Administrateur de données
Monde du 8 daté 9.11.88 (réf. 217)

Ingénieur réseaux
Monde du 25 daté 26.10.88 (réf. 208)

Compte tenu des perturbations de courrier pendant cette période, votre dossier ne nous est peut-être pas parvenu.

Merci de vous en informer au 42.65.79.45.
Cabinet M.D.A. - 104, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 PARIS.

Directeur de la Qualité
(Ingénieur Electronique - Mécanique - Electromécanique)
Monde du 9 novembre 1988. Rubrique : Codes.
Contactez-nous au 45.53.98.88 pour faire acte de candidature ou confirmer l'arrivée de votre dossier.
CNPQ Ressources Humaines
61 rue des Belles Feuilles, 75116 Paris.

Le Centre d'Etudes et de Recherches de l'Industrie du béton manufacturé recherche à EPERNON (28)
INGENIEURS DE HAUT NIVEAU
Tél. pour renseignements à Madame PELLEGRINI au (16) 37.83.82.72.

TECHNIP
INGENIEURS ELECTRICIENS CONFIRMES réf. IEC
Secteurs de pointe - Le 9.11.88. Contacter Stéphane DEMARQUETTE - 47 78 36 72.

INGENIEURS D'AFFAIRES GENIE CIVIL INDUSTRIEL réf. GCI
Secteurs de pointe - Le 9.11.88.

JEUNE INGENIEUR parue le 31/10/88 sous réf. 703/612
2 JEUNES INGENIEURS EN INFORMATIQUE parue le 26/10/88 sous réf. 803/618 et 803/619, contactez M^{me} E. Honoré au : 42.85.15.83.

centor 26, rue Henri Monnier 75009 Paris

Le Groupe CGI, un des premiers dans le domaine du Conseil et de l'ingénierie informatique, recherche des **DIPLOMES DE GRANDES ECOLES OU DE L'UNIVERSITE** - Formation assurée à l'informatique. Le Monde du 15 octobre 1988. Entreprises 92 réf. 08/M-1088 B - Tél. : (1) 40.77.26.68.

UNILOG - SSII (850 personnes, 12 filiales) recherche **INGENIEURS, UNIVERSITAIRES 3^e CYCLE SCIENTIFIQUE - DEBUTANTS** - Formation assurée à l'informatique. Le Monde du 9 novembre 1988, Secteurs de Pointe, réf. D/785. Tél. : (1) 40.68.46.48.

SCHLUMBERGER INDUSTRIES recherche **INGENIEURS ELECTRONICIENS, NUMERICIENS ET ANALOGIQUES** pour Vélizy. Tél. : (1) 30.70.30.76. **INGENIEURS ELECTRONICIENS** - Conception de Systèmes Electroniques et Logiciel Réel pour Poitiers. Tél. : 49.52.79.02. Le Monde du 18 octobre 1988, Secteurs de Pointe.

EXPRESS EUROPE
Ingénieur consultant
(Secteur informatique)
Annonces parue le mardi 25 daté 28 (Secteurs de Pointe) Réf. 993
Téléphoner à Madame COQUELET au 47 58 12 72 - poste 2483

Ingénieur procédés et organisation industrielle, Ingénieur qualité, Ingénieur organisation et systèmes.
Annonces parue le 15/11, rubrique secteurs de pointe.
Contactez Josette BESSON au 30.40.34.77 pour vous assurer que votre CV nous est bien parvenu.

SF EXXON CHEMICAL (réf. M11)
JEUNES INGENIEURS
secteur de pointe : 15/11/88
contactez Mme C. Louise ou 16 35.39.25.80.

SIEGE PARIS
LE CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES RECHERCHE POUR SA DIRECTION DES PROGRAMMES
INGENIEUR
Le Monde du 25 octobre - Rubrique Secteur de Pointe

GRUPE MULTINATIONAL SPECIALISTE DES EQUIPEMENTS DE SECURITE
Responsable méthodes INGENIEUR CNAM OU A & M
Le Monde du 31 octobre - Rubrique Le Monde des Cadres
AGENCE MAILLE (1) 42.96.82.82

SODETEG-TAI : MESSAGERIE X 400
INGENIEURS LOGICIELS réf. I/L/8/M
INGENIEURS COMMERCIAUX CONSULTANTS réf. I/C/8/M
Parution le 8/11 daté 9 - Secteur de pointe
Monsieur BELEC - ZI Nord - 283, rue de la Minière BP 1 - 78530 BUC Tél. 39.56.80.60
THOMSON

INGENIEUR ELECTRONICIEN **THOMSON LCC**
Parution le 31/10 daté 1er/11 - Secteur de pointe
Monsieur Jean-Marc ANTOINE
50, rue Jean-Pierre Timbaud - 92400 Courbevoie
Tél. 47.68.53.00 - Fax 43.34.17.57
THOMSON

Société d'Electronique Professionnelle
INGENIEURS LOGICIELS Référence 92961/LM
Parution le 25/10 daté 28 - Secteur de pointe
HCA - 1 place du Palais-Royal 75001 Paris, qui transmettra.
TEL : 42.96.12.92

INGENIEUR PROCÉDES GENIE INDUSTRIEL - FOURS FUSION
réf. IP/M. Secteurs de pointe le 8 Novembre 1988.
Contacter Mme JALOWY - 60.72.80.00.
CORNING EUROPE

DIRECTEUR D'USINE parue le 25/10/88 sous réf. 439,
INGENIEUR TP parue le 31/10/88 sous réf. 433 et
INGENIEUR FABRICATION parue le 8/11/88 sous réf. 440,
contactez Jean-Loup Parichon au 45.63.03.10.
jl parichon
38 rue de Lièbonne - 75008 Paris

BEL Le Monde daté 9/11
Coordinateur/Ingénieurs de développement
Temps Dense - Madame Agnès Chauvin - 42 85 05 37

CH. A. DE GASTINES Le Monde daté 9/11
Ingénieur recherche et développement contrôle commande-automatismes
Monsieur Ch. A. de Gastines - (16) 43 88 89 90

SOPAD NESTLÉ Le Monde daté 9/11
Ingénieur biochimiste
Monsieur Alain Girard - 49 04 28 73

MOTOROLA Le Monde daté 16/11
Jeune ingénieur d'études
Monsieur Bruno Delorme - 40 96 57 89

CSEE Le Monde daté 9/11
Ingénieur réalisation réseau/ Responsable produit monétique
Madame Desvère - 47 61 18 50

ANVAR Le Monde daté 9/11
Pharmacien/Médecin biologiste/ Chimiste
40 17 84 79

CLECIM
INGENIEUR AUTOMATICIEN DEBUTANT Réf. NAO/005
25 octobre daté 28
Rubrique Secteurs de Pointe
Tél : 34.22.76.70. Anne Ortaï.

INGENIEUR CHIMISTE
Textile ou Cuir.
Secteurs de pointe - Le 9 Novembre 1988.
Contactez M. MEYBECK - 47 80 72 46

Leader mondial en électronique professionnelle.
Responsable du service Contrôle/Réglage sous-ensembles.
réf. 39257
Annonces parue le 11/10 rubrique Secteurs de Pointe.
Appeler le 34 90 30 19

CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE
Secteurs de pointe - Le 15 novembre 1988. Contacter Elisabeth VERGER - 69.07.20.40.
INGENIEUR CHIMISTE OU BIOCHIMISTE BIOCHIMISTE

EXCEL Ingénierie
INGENIEURS COMMERCIAUX
INGENIEURS D'AFFAIRES CONSULTANTS
DIRECTEUR D'AGENCE
Annonces parue le 24-10-88
Rubrique : SECTEURS de POINTE
Contactez M. LEVY au 42.81.23.72.

ALTOR
INGENIEURS LOGICIELS
INGENIEURS SYSTEMES VMS
INGENIEURS TELECOM, X 25
INFORMATIENS DE GESTION
ANALYSTES - REALISATEURS
Annonces parue le 8-11-88 - Rubrique : SECTEURS de POINTE
Contactez-nous au 47.53.33.00

DECISION INTERNATIONAL
RESPONSABLE COMMERCIAL
INGENIEURS GRANDES ECOLES
Annonces parue le 8-11-88 - Rubrique : SECTEURS de POINTE
Contactez Mme RAUBY au 45.06.40.78.

SKF DISTRIBUTION
INGENIEUR DE VENTE
Annonces parue le 18-10-88
Rubrique : SECTEURS de POINTE
Contactez M. CHASSELOUP au 45.37.73.00.

Filiale société internationale
ANALYSTE FINANCIER
Annonces parue le 14-10-88 sous la réf. M/130
Rubrique : L'UNIVERS de la GESTION
Contactez Mme HAYOUN au 43.42.32.58.

Ingénieur Expert en logistique
secteur de pointe 15/11. Réf. H. BOUET L 116/M.
Informatique Scientifique et Technique
secteur de pointe 8/11. Réf. H. BOUET L 115/M.
Directeur comptable
univers gestion 17/10. Réf. B. BEAUNOIR P 315/M.
S'adresser à SEMA-SELECTION, Tél. (1) 46.57.13.00, Télécopie (1) 46.56.98.53, en précisant la référence et le nom du consultant du poste choisi.

SMI SEMA-SELECTION
Paris - Lyon - Marseille - Toulouse

Ingénieurs Commerciaux
Rf. AG 10
Annonces parue le 28/10, rubrique secteurs de pointe. Contactez Genevieve Chéné 43.68.95.00.
CAP SOGETI SELECTION

Contrôleur de gestion
Rf. TCG 201 M
Parue le 17.10.88 et 14.11.88. Rubrique : Univers de la Gestion.
Sylvie DENECHAUD au 47 96 37 31.

Ingénieurs qualité.
Rf. SCT 19.10
Parue le 19.10.88. Rubrique : Secteurs de Pointe.
Danielle SBETTA au 47 96 31 04.

Ingénieurs C.A.O.
Rf. BS 19.10
Parue le 19.10.88. Rubrique : Secteurs de Pointe.
Danielle SBETTA au 47 96 31 04.

Ingénieurs grandes écoles.
Etudes et conception. Réf. K.U.P.I.M.
Parue le 9.11.88. Rubrique : Secteurs de pointe.
Bertrand CUBILLE (cabinet MILO) au 47 64 05 18.
FRAMATOME

AL CONSEIL
RESPONSABLE DE LA REVISION COMPTABLE
parue le 14 novembre - rubrique UNIVERS DE LA GESTION
s/réf. 786/E. Tél. : (1) 45.22.78.53 - Martine BLANCHON

NERVET PONT
INGENIEUR ENSAM.
parue le 25 octobre - rubrique MONDE DES CADRES
s/réf. A 8179. Tél. : (1) 42.67.12.87 - Alain NERVET

CREA CONSULTANT
JEUNE RESPONSABLE RESSOURCES HUMAINES
parue le 14 novembre - rubrique MONDE DES CADRES
s/réf. RP-120/M. Tél. : (1) 40.04.88.85. Monsieur PATTOU.

3 IP
JEUNES INGENIEURS COMMERCIAUX (H/F)
parue le 25 octobre - rubrique SECTEUR DE POINTE
s/réf. JC/IP. Tél. : SAM (1) 40.26.15.12 - Anne MILCENT.

SVGM
CONTROLEUR DE GESTION..
Passez la vitesse supérieure.
parue le 8 novembre - rubrique UNIVERS DE LA GESTION
s/réf. 4254/M. Tél. : (1) 47.64.17.72 - Evelyn LEVY.

IN2
CONTROLEUR POUR NOS FILIALES EXPORT.
parue le 24 octobre - rubrique UNIVERS DE LA GESTION
s/réf. M/DF 32. Tél. (1) 34.81.93.36 - Marianne DEBRE

INGENIEURS LOGICIEL
parue le 15 novembre - rubrique SECTEUR DE POINTE
s/réf. M/DIG. Tél. : (1) 34.81.93.36 - Marianne DEBRE

SPENCER MOULTON
CHEF DE PROJET
parue le 25 octobre - rubrique SECTEUR DE POINTE
s/réf. 528/M. Tél. : JFD (1) 42.89.17.06 - J. FLEURENT-DIDIER

les entreprises e
avez postulé,
ALCATEL CUMI
Marketing
Consultants
Diplômés
Fiscaliste
Droit des Sociétés
Interne
AUDITEURS
INGENIEUR CONSEIL
CONTROLER DE GESTION CENTRAL
JEUNES INFORMATIENS DEVENEZ JOURNALISTES
V.A.G. France
CONSEILLER TECHNIQUE APRES-VENTE
CONTRIBUER A LA CONCEPTION ET A LA REALISATION
INGENIER CONSTRUCTION

Service lecteurs

REPRODUCTION INTERDITE
Pour ces postes, les entreprises et les cabinets ne peuvent attendre le rétablissement du courrier
Si vous avez postulé, nous vous remercions de bien vouloir leur téléphoner.

METHODES - ETUDES INDUSTRIELLES
Ingénieur chef de service, réf. ICS/M. Secteurs de pointe - Le 8 Novembre 1988. Contacter Mme CELDRAN - 16.23.39.21.11. **ALCATEL CUIVRE**

JEUNE DIPLOME SCIENCES PO, DESS GESTION DU PERSONNEL OU DROIT DU TRAVAIL réf. M832
Rubrique Cadres - Le 17 Octobre 1988. Contacter Véronique PARAGES - 40.54.40.88. **OTIS**

Grand constructeur automobile américain
Organisateur
Parue le : 8 Novembre 1988
Contacter Xavier d'Anglade, Michael Page Finance, au : 42.89.30.03

CONCEPT RECRUTEMENT
Directeur du Marketing
Parution le 08/11/88. Rubrique : Monde des Dirigeants. Réf. 21098.

OTIS L'ASCENSEUR
Jeune Ingénieur, Organisation de CAO vous passionnent ? réf. M834.
Etudes, Recherche et Hydraulique sont les mots-clés pour votre futur de carrière ? réf. M835.
Etudes, Essais et Electronique sont vos domaines préférés ? réf. M836.
Secteurs de pointe - le 8.11.88. Contacter Véronique PARAGES - 40.54.40.88.

Groupe international dans le domaine des biens d'équipements industriels
Directeur des Comptabilités
Parue le : 25 Octobre 1988
Contacter Gilles de Mentque, Michael Page Finance, au : 42.89.30.03

Un Spécialiste en Droit des Sociétés
Parution le 08/11/88. Rubrique : Monde des Cadres. Réf. 21078.

CHEF DE PROJET ORGANISATION réf. M833
Secteurs de pointe - Le 25 Octobre 1988. Contacter Véronique PARAGES - 40.54.40.88. **OTIS**

Entreprise industrielle du secteur télécommunication
N° 2 des Services Comptables
Parue le : 8 novembre 1988
Contacter Paul Mercier, Michael Page Comptabilité, au 42.89.30.03

Auditeur Interne
Parution le 24/10/88. Rubrique : Unives de la Gestion. Réf. 21068.
Contacter Mme SPERAT - CZAR au 42.96.14.48.

DECS, VOTRE AMBITION NOUS INTERESSE réf. DECS/M
Univers de la Gestion - Le 8.11.88. Contacter Stéphane DEMARQUETTE - 47.78.36.72. **TECHNIP**

Grand Cabinet de Conseil Juridique et fiscal
Juriste d'Affaires Spécialisé en Ingénierie Financière
Parue le : 14 Novembre 1988
Contacter Frédéric Foucard, Michael Page Tax & Legal, au 42.89.30.03

CREDIT LYONNAIS
Parution le 14/11/88. Rubrique : Unives de la Gestion. Réf. ICI M. Contacter Mme de Gwendy au 42.95.15.76. **CREDIT LYONNAIS LE POUVOIR DE DIRE OUI**

Entreprise industrielle RHONE-ALPES recherche
Ingénieur Automaticien
(Secteur de Pointe du 25 octobre) Réf. 88112
Contacter Madame Claude FAVEREAU au (1) 47 83 88 88

1 Trader & 1 Salesman pour une Investment Bank à Londres
Parue le : 3 Octobre 1988
Contacter Antoine Kamphuis, Michael Page Banking, au : 42.89.30.03

FIDUCIAIRE DE FRANCE
INGENIEUR CONSEIL
Parution le 15/11/88. Rubrique : Secteurs de Pointe. Contacter Mme Crémont au 47.58.13.20. **KPMG**

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE DU SUD-OUEST recherche
CONTRÔLEUR BUDGETAIRE
(Univers de la Gestion du 8 novembre) Réf. 987/01. Contactez Sandrine FRENAY au (1) 47 78 46 51

CONSEILLER PEDAGOGIQUE
Monde du 18 octobre. Rubrique : Secteur de pointe. Réf. 290/E. Contacter : Monique ROUX

CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE
CONTROLEUR DE GESTION CENTRALE
Univers de la Gestion - Le 14 Novembre 1988. Contacter Jean-Louis VIDOT - 69.07.20.40.

COFOR

DIRECTEUR DE PRODUCTION
Monde du 24 octobre. Rubrique : Cadres. Réf. 483/F. Contacter : Christine ALBERT.

JEUNES INFORMATIENS... DEVEZ-VOUS JOURNALISTES
LE MONDE 8/11/88 (secteur de pointe) (Réf. M/4126-2) Tél. : 42.56.20.32

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE DU SUD-OUEST recherche
CONTRÔLEUR BUDGETAIRE
(Univers de la Gestion du 8 novembre) Réf. 987/01. Contactez Sandrine FRENAY au (1) 47 78 46 51

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER
Monde du 14 novembre. Rubrique : Cadres. Réf. 215/M. Contacter : Monique ROUX.
Pour faire acte de candidature ou confirmer l'arrivée de votre dossier, merci de téléphoner au 42.94.03.57.

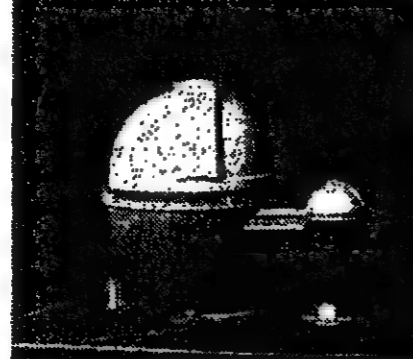
V.A.G. France Véhicules utilitaires légers bilingue allemand 18 octobre daté 19 rubrique Cadres Tél. : (16) 23.73.58.19 Jean-Luc MINETTE.

JEUNE INGENIEUR RESPONSABLE AUTOMATISME parue le 8/11/88, en secteur de pointe sous réf. SPE/11 M Téléphonez au (16) 98.68.07.81. KEY MEN, 2 avenue de Paris - 45000 ORLEANS

LE MARKETING FINANCIER
VOTRE AVENIR A LA HAUSSE
FININFO

Le Monde INTERNATIONAL

CONTRIBUER A LA CONCEPTION ET A LA REALISATION DU PLUS GRAND TELESCOPE DU MONDE



European Southern Observatory (ESO) est une organisation inter-gouvernementale chargée de recherches astronomiques dans l'hémisphère sud. Les huit pays qui participent à l'ESO sont : la Belgique, le Danemark, la France, l'Italie, les Pays-Bas, la République Fédérale d'Allemagne, la Suède et la Suisse. ESO, un tiers que premier centre astronomique européen, occupe une place de choix au sein de la communauté scientifique mondiale. Ses recherches sont utiles à bon nombre de sciences ainsi qu'à l'industrie.
Le Very Large Telescope (VLT) est le plus récent projet de l'ESO : concevoir et réaliser un ensemble de 4 télescopes ayant chacun un diamètre permettant d'obtenir une résolution optique de 16m : une première mondiale.
Les collaborateurs de l'ESO qui participeront à ce défi technologique auront l'occasion de faire preuve de tous leurs talents. Les conditions de développement de ce projet d'envergure : un environnement international, des technologies de pointe et une ambiance créative.
ESO souhaite engager, pour son siège de Garching près de Munich (République Fédérale d'Allemagne), un (m/f)

INGENIEUR PROJET EN CONSTRUCTION CIVILE (réf. EPD405)

Responsabilités: Attaché au Groupe d'Ingénierie du VLT, il collaborera à l'ensemble des travaux, depuis les spécifications techniques jusqu'à la construction, sur le site de La Silla, des bâtiments et structures auxiliaires nécessaires pour protéger et soutenir les quatre télescopes du VLT. Durant la construction, de fréquents voyages et séjours au Chili sont à envisager.
Profil: Le candidat est titulaire d'un diplôme d'ingénieur en mécanique ou en génie civil (niveau universitaire). Il fait preuve d'une expérience de plusieurs années dans le développement et le suivi de grands projets de construction en béton et acier, d'une connaissance des règles de construction (en particulier concernant les charges du vent et leur combinaison avec les autres contraintes du site) ainsi que dans la gestion de contrats et supervision d'études. L'anglais est indispensable; le français, l'allemand ou (en particulier) l'espagnol est un atout.
Rémunération: Le salaire mensuel de base, exempt d'impôts, se situe entre 5.500 et 6.500 DM.
Les rémunérations pour ces postes seront fonction de la qualification, de l'expérience et de la situation familiale de candidat et pourront être assorties d'indemnités de non-résidence ainsi que d'autres allocations.
Bien qu'une préférence soit accordée aux ressortissants des États membres de l'ESO, aucune nationalité n'est a priori exclue.
Les candidatures doivent être transmises, en précisant la référence du poste à pourvoir, avant le 15 décembre 1988 au Service du Personnel, European Southern Observatory, Karl-Schwarzschild-Strasse 2, D-8046 Garching bei München, République Fédérale d'Allemagne. Tél. : (89) 320.06.216-8.

INGENIEUR D'ETUDES EN CONSTRUCTION MECANIQUE (réf. ETD205)

Responsabilités: Au sein du Groupe mécanique de la Division Technologique en charge du projet VLT, il participera à la conception et à la réalisation de sous-systèmes mécaniques qui comprennent : les études conceptuelles et de détail; le suivi technique du développement; la fabrication hors de l'ESO et assemblage final sur le site; l'utilisation d'un système CAD (EUCALID) et d'un FE-software (ANSYS).
Profil: Le candidat possède un diplôme d'une Ecole Technique Supérieure ou équivalent en ingénierie mécanique et bénéficie d'une expérience de plusieurs années dans une fonction similaire.
Une expérience pratique des systèmes CAD et d'analyse FEM pour la conception de mécaniques de précision constitue un atout. La connaissance de l'anglais, l'italien, l'allemand et/ou le français est un atout.
Rémunération: Le salaire mensuel de base, exempt d'impôts, se situe entre 4.000 et 6.000 DM.

EUROPEAN SOUTHERN OBSERVATORY

scitex
Multinationale en pleine expansion, notre société est spécialisée dans la vente de systèmes électroniques de mise en page électronique destinés à l'industrie des arts graphiques et à la cartographie.
Notre bureau de Paris cherche un (m/f)
électronicien de maintenance
qui sera responsable de l'installation et de l'entretien des systèmes installés chez nos clients français.
Profil souhaité:
- une expérience de plusieurs années comme électronicien de maintenance d'ordinateurs en service clientèle; - présence sera donnée à un électronicien ayant travaillé dans le domaine des arts graphiques; - personnalité dynamique, sociable et aimant le contact avec les clients; - bonne connaissance du français et de l'anglais; - âgé d'au moins 25 ans.
Modalités offertes:
- une rémunération en fonction de l'expérience et des qualifications du candidat; - une formation continue; - une volonté de carrière, de multiples avantages sociaux et un environnement motivant.
Les candidats intéressés sont priés de contacter Michèle Benhamou au 14682411 de 8 h 30 à 17 h 30 du lundi au vendredi ou d'envoyer leur CV à SCITEX FRANCE, Site 167, 94533 Plaisir Cedex.

PRODUCTIVITY CONSULTANCY (EUROPE & SCANDINAVIA)
We have several key openings in our management team for experienced consultants who have performed analysis or directed projects. These individuals will have superior earnings and career advancement potential. Weekly travel is essential. Our search is highly confidential and we will be conducting interviews during the next weeks. Relocation is not necessary.
For immediate consideration you may fax your CV in strict confidence to LONDON 357 6070 or send it to:
Mr. Chris AXTON ACA
59 Fleet Street
LONDON EC4Y 1ER.

Le Monde INTERNATIONAL

MONSANTO EUROPE S.A./N.V. is looking for a (m/f)

SALES MANAGER, USSR

We are looking for a professional who is familiar with the commercialization of agricultural chemicals in the Soviet market. Especially a good knowledge of pesticide products is a pluspoint. The successful candidate will have at least 3-5 years experience with Soviet foreign trade / culture and will be fluent in Russian and English languages.

Experience with a broad range of chemical products, possibly licensing of new products and experience in commercial negotiations in the USSR would be of added value.

The candidate - and his/her family - will be based in Moscow, where Monsanto runs a country office, and he /she will report to the Country Manager.

Interested candidates should contact / write Mr. J.C. Nicolay, Personnel Manager at Monsanto Europe S.A./N.V., avenue de Tervuren 270-272, B-1150 Brussels, Belgium. Tel.: 32/2/761.44.29.

Monsanto



International Audit

Three American multinationals, all with extensive global operations and demonstrable commitment to growth in Europe, are looking for individuals who understand the importance of 1992 and who wish to develop their business exposure on a European level.

Phillips Petroleum in London, United Technologies and Merck Sharp & Dohme in Brussels, are looking for high calibre graduates with recognised business qualifications and proven track records to join their audit teams for 3-3 year assignments. Experience of operational audit in commerce and/or a background in professional practice together with fluency in at least two European languages, including English, is essential. All three companies regard the international audit experience as a springboard to line management responsibilities, where the acquired breadth of experience and corporate awareness should pay handsome rewards.

Please contact Rod Bailey at: Rochester Recruitment Ltd, Garrard House, 31-45 Gresham Street, London EC2V 7DN Telephone: 01-600 0101, quoting reference RB/LEM.



L'AGENDA

Cours

Prof. d'él. esp., totalement bilingue, donnerait cours particuliers et en entreprise. Tél. 46-28-87-14 (répondre en cas d'absence.)

Décoration

RÉNOVER VOTRE APPARTEMENT A PARIS ?
Conseils, réalisations des travaux tous corps d'état. Qualité, Délais.

ARCHI-DÉCOR
(1) 47-88-47-12

Philosophie

Nous sommes passionnés par la philosophie. Cours particuliers et en entreprise. Tél. 46-28-87-14 (répondre en cas d'absence.)

DEMANDES D'EMPLOIS

SECRETARE
destyto-facturiers expérimentés ch. place stable. Salaire 7.000 F net. Tél. : 43-04-42-41.

AGENCE PUBLICITAIRE
J.P. 20 ans, niv. SEP-CAP, comptable 1^{er} degré de comptab., rech. pl. stable sur Mirebeau-Val-de-Loire. Tél. : 60-06-87-07.

ÉLECTROMÉCANICIEN C.E.T.
Exp. 18 ans, sér. réf. spécial. travailler chantiers export, étude ttes propos. Ecrire sous le n° 6 015. LE MONDE PUBLICITE 5, rue de Montessuy 75007 Paris.

NOTRE ORGANISME :
- C.A. 87 : 985.000.000, a progressé de 20 % par an depuis 5 ans. Pour connaître cette organisation, nous recherchons COLLABORATEURS CONSULENTS (M.F.). Tél. : 46-53-20-00, p. 181.

ET COMMUNICATION
cherche à s'investir dans entreprises performantes. Ecr. s/n° AV 8 : 18000 Courbevoie, 46, r. St-Ferdinand, PARIS-17^e.

UN RESPONSABLE
de ses services comptables, âgé de 30/35 ans env., titulaire du DEC. Il aura en charge toute la comptabilité ainsi que la trésorerie et assurera la mise en place du contrôle de gestion. Rémunér. : env. 250 000 F.

SECRETARE
de ses services comptables, âgé de 30/35 ans env., titulaire du DEC. Il aura en charge toute la comptabilité ainsi que la trésorerie et assurera la mise en place du contrôle de gestion. Rémunér. : env. 250 000 F.

SECRETARE
de ses services comptables, âgé de 30/35 ans env., titulaire du DEC. Il aura en charge toute la comptabilité ainsi que la trésorerie et assurera la mise en place du contrôle de gestion. Rémunér. : env. 250 000 F.

SECRETARE
de ses services comptables, âgé de 30/35 ans env., titulaire du DEC. Il aura en charge toute la comptabilité ainsi que la trésorerie et assurera la mise en place du contrôle de gestion. Rémunér. : env. 250 000 F.

SECRETARE
de ses services comptables, âgé de 30/35 ans env., titulaire du DEC. Il aura en charge toute la comptabilité ainsi que la trésorerie et assurera la mise en place du contrôle de gestion. Rémunér. : env. 250 000 F.

SECRETARE
de ses services comptables, âgé de 30/35 ans env., titulaire du DEC. Il aura en charge toute la comptabilité ainsi que la trésorerie et assurera la mise en place du contrôle de gestion. Rémunér. : env. 250 000 F.

SECRETARE
de ses services comptables, âgé de 30/35 ans env., titulaire du DEC. Il aura en charge toute la comptabilité ainsi que la trésorerie et assurera la mise en place du contrôle de gestion. Rémunér. : env. 250 000 F.

SECRETARE
de ses services comptables, âgé de 30/35 ans env., titulaire du DEC. Il aura en charge toute la comptabilité ainsi que la trésorerie et assurera la mise en place du contrôle de gestion. Rémunér. : env. 250 000 F.

SECRETARE
de ses services comptables, âgé de 30/35 ans env., titulaire du DEC. Il aura en charge toute la comptabilité ainsi que la trésorerie et assurera la mise en place du contrôle de gestion. Rémunér. : env. 250 000 F.

SECRETARE
de ses services comptables, âgé de 30/35 ans env., titulaire du DEC. Il aura en charge toute la comptabilité ainsi que la trésorerie et assurera la mise en place du contrôle de gestion. Rémunér. : env. 250 000 F.

SECRETARE
de ses services comptables, âgé de 30/35 ans env., titulaire du DEC. Il aura en charge toute la comptabilité ainsi que la trésorerie et assurera la mise en place du contrôle de gestion. Rémunér. : env. 250 000 F.

Le Monde CADRES

Valeo

Distribution

Séniors à SAINT-OUEN (93), VALEO DISTRIBUTION commerciales en France et à l'étranger, sur le marché du remplacement, l'ensemble des produits du Groupe (marques VALEO, MARCHAL, CIRE, DUCELIER, NEIMAN...).

Dans le cadre de la refonte du système logistique commercial autour du logiciel SAP, nous recherchons un

Ingénieur en Informatique Industrielle

Rattaché au Directeur des Etudes et en étroite collaboration avec le Chef de Projet Utilisateur, il aura pour mission de piloter la mise en œuvre de LA GESTION LOGISTIQUE ET DE L'AUTOMATISATION DES ENTREPOTS/MAGASINS :

- Mise en place de logiciel, paramétrages, développements spécifiques, sur mini et interfaces avec l'informatique centrale (IBM 303X).

Ce poste rapidement évolutif nécessite une formation d'INGENIEUR GRANDE ECOLE (Centrale, Mines...) et une première expérience réussie de 2 à 5 ans dans l'industrie ou la distribution.

La connaissance de la logistique et/ou de l'automatisation pilotée par ordinateur est un atout supplémentaire. Bon niveau d'anglais.

Le poste est basé à SAINT-OUEN (93) avec déplacements fréquents France ou étranger.

Envoyer CV avec photo et salaire actuel sous référence 98.10/CP/88 à Madame JACOB ADEQUATION - 68/84 avenue Emile Zola - 78018 PARIS - Tél. 48.77.81.90.

Valeo L'Équipement Automobile

Product Specialist I/O Products Paris

Molex is one of the world's leading manufacturers of electronic interconnection systems and associated application tooling, supplying customers in the automotive, telecommunication, data and home entertainment markets.

We intend to further promote our sales of I/O connectors in Europe and wish therefore to add a Product Specialist to our team. Responsibilities will include the provision of information on market trends, assisting in the launch of new products, interfacing between engineering design, manufacturing and sales, training of the sales team and overall project management.

The successful candidate will have a degree in electronic/mechanical engineering and at least 5 years sales/product management experience in I/O connectors. As well as project management skills fluency in English is essential whilst a working knowledge of both French and German would be a distinct advantage.

In return we offer a highly competitive salary and benefits package and the opportunity to further your career in this multinational organisation.

Please send your resume/CV to The European Human Resources Manager, Molex House, Church Lane East, Aldershot, Hants GU11 3ST, England.



capitaux - propositions commerciales

L'épuration de l'air dans l'industrie - un marché en expansion.

Dans le domaine de l'épuration de l'air nous sommes une des toutes premières entreprises au niveau international.

Nous sommes en pleine expansion - nos produits, du plus haut niveau technique, sont utilisés dans le monde entier.

Nous cherchons en France un partenaire pour la distribution:

C'est un marché lucratif qui offre à notre partenaire dynamique, grâce à une large gamme de filtres à air techniques adaptés à tous les problèmes de pollution de l'air au niveau industriel.

Prenez contact, par écrit, avec nous, nous vous informons ensuite de façon détaillée.

TRION (Deutschland) GmbH, Kapellenstr. 95, 5000 Köln 50

LA BOURSE



AUX STAGES

Ces entreprises et la Commission des Communautés européennes (programme Comett) vous offrent 100 stages en Europe.



EUROPE 1

SÉLEC

Real estate listings for SÉLEC, including details on properties, prices, and contact information.

Real estate advertisement for FNAIM, featuring the slogan 'Vous souffrez d'immostrès faites une cure à Minitel 36.15 code FNAIM ou téléphonez au 42.27.44.44' and 'FNAIM la meilleure vue sur l'immobilier.'

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

appartements ventes appartements ventes appartements ventes

1er arrdt COMEDIE-FRANCAISE... 2e arrdt SENTIER... 3e arrdt MARAIS... 4e arrdt MARAIS... 5e arrdt PANTHEON... 6e arrdt PANTHEON... 7e arrdt MARAIS... 8e arrdt MARAIS... 9e arrdt MARAIS... 10e arrdt MARAIS...

PLURIMMO... LOUIS-BLANC... BO RICHARD-LENOIR... GARE-DE-LYON... BASTILLE... NATION... CHAMP-DE-MARS... PRÉS TRIBUNAUX... 11e arrdt QUAIS VOIE... 12e arrdt GARE-DE-LYON... 13e arrdt GARE-DE-LYON... 14e arrdt GARE-DE-LYON... 15e arrdt GARE-DE-LYON...

PORTE DOREE... 13e arrdt TOLBIAC... 14e arrdt ATELIER ARTISTE... 15e arrdt ATELIER ARTISTE... 16e arrdt ATELIER ARTISTE... 17e arrdt ATELIER ARTISTE... 18e arrdt ATELIER ARTISTE...

WAGRAM-100... BARBARA FRELING... BLD MALESHERBES... 17e BROCHANT... 7e ETAGE ASC... PEREIRE (PRES)... M.G.N. 43-97-71-55... PTE CHAMPERRET... NOUS RECHERCHONS... SEERI CONSTRUIT... AV. FOCH/ÉTOILE... AV. FOCH, 200 m²... V.-HUGO/ÉTOILE... PROCHE TROCADERO... ÉTUDE DUVERNET... RUE SCHOEHLER... 15e arrdt F.-FAURE RECENT... TROCADERO... PTE SAINT-CLOUD... GROUPE JPM ORTF STUDIO... TH.-GAUTHIER... SCHEFFER... MURAT... COLISEE - STUDIO... EXELMANS... PTE-Dauphine... PORTE MAILLOT...

DAVOUT... PELLEPORT... NATION... MALLORQUE... PTE CLIGNANCOURT... R. DE TROFFAULT... VILLE DE CHARONNE... GROUPE ZAUBERMAN... ACHÈTE TERRAINS IMMEUBLES LIBRES OU OCCUPÉS... BANDO... PRAZ-SUR-ARLY... ALPES... PRAZ-SUR-ARLY... ALPES... PRAZ-SUR-ARLY...

ACHETER VENDRE LOUER Si vous souffrez d'immotress, faites une cure à Minitel 36.15 code FNAIM ou téléphonez au 42.27.44.44 FNAIM La meilleure vue sur l'immobilier.

VILLE DE PARIS DIRECTION DE LA CONSTRUCTION ET DU LOGEMENT CONSULTATION PROMOTEURS La Ville de Paris lance une consultation de promoteurs en vue de la cession d'un terrain municipal situé à Paris dans le 16e arrondissement... CONSULTATION CONCESSIONNAIRES DE PARC DE STATIONNEMENT Le projet de parc de stationnement se situe sous l'emprise de la Porte Molitor au droit de l'opération...

GROUPE ZAUBERMAN ACHÈTE TERRAINS IMMEUBLES LIBRES OU OCCUPÉS paiement comptant PROMOVIM 3, rue Étienne-Marcel 75001 PARIS TEL: 42-36-56-26 EXPERTISE VOS IMMEUBLES de toutes catégories PARIS & BANLIEUE RÉNOVATION - PROMOTION BANDO APPARTEMENT 6 PERSONNES PRES PORT / PROX PLAGE 330.000 F* ALPES AU PIED DES PISTES 4 mn DE MEGEVE PRAZ-SUR-ARLY 217.000 F* ALPES AU PIED DES PISTES 4 mn DE MEGEVE PRAZ-SUR-ARLY 217.000 F*

International Automobile... ROCHESTO... Électrique Industrielle... Automobile

LOCATIONS

LA SELECTION DES INSTITUTIONNELS

Compagnie d'Assurances - Sociétés Immobilières - Caisses de Retraites
 Ici, le MONDE publie une sélection d'appartements ou de maisons individuelles,
 appartenant à des propriétaires institutionnels

Type Surface / étage	Loyer brut + Prov./charges	Parking	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Observations	Type Surface / étage	Loyer brut + Prov./charges	Parking	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Observations
PARIS - 4^e ARRONDISSEMENT									
4 Pièces 100 m ² , 2 ^e étage	7 000 1 474		16, rue Quincampoix SAGGEL 47-42-44-44	Imm. XVII ^e , rénové Vis./r.v.	4-5 Pièces 99 m ² , 2 ^e étage	4 860 785	OUI	Le Meunier-Saint-Denis 5, rue E.-Picard GFF 49-02-36-86	Duplex, s/pl. le sam. de 11 h à 13 h et 15 h à 18 h, chff. électr.
PARIS - 8^e ARRONDISSEMENT									
2 Pièces 45 m ² , 5 ^e étage	4 848 630		65-67, av. des Champs-Élysées AGF 42-44-00-44	Chauff. collect. Vis./r.v.	6 Pièces 132 m ² , r.-de-j.	7 824 487	OUI	Noisy-le-Roi 3, square André-le-Nôtre SGI/CNP 47-42-17-81	Mais. indiv. av. cham. + jardin privatif, libre de suite
PARIS - 11^e ARRONDISSEMENT									
4 Pièces 88 m ² , 4 ^e étage	5 800 948	OUI	5, Impasse Carlin-Maignot SGI/CNP 47-42-17-81	Double living, balcon M ^e Charonne	Studio 28 m ² , 3 ^e étage	2 630 280	OUI	St-Germain-en-Laye 2 bis, rue de la Rochejaquelein AGF 42-44-00-44	Jardin privatif donnant sur parc
PARIS - 12^e ARRONDISSEMENT									
3 Pièces 91 m ² , 1 ^{er} étage	6 360 930	OUI	8-10, rue Jules-César AGF 42-44-00-44	Chauff. collect. Vis./r.v.	5 Pièces 110 m ² , 3 ^e étage	11 800 1 640	OUI	St-Germain-en-Laye 1, rue des Arcades GCI 40-16-28-88	Vue directe sur parc
2 Pièces 80 m ² , 2 ^e étage	4 000 517	OUI	106, rue de Charenton SAGGEL 47-42-44-44	Imm. récent, standing, chauff. au plus	2 Pièces 53 m ² , 2 ^e étage	3 724 560	OUI	St-Germain-en-Laye 40, rue des Ursulines AGF 42-44-00-44	Vis./r.v. chauff. collect.
PARIS - 13^e ARRONDISSEMENT									
3 Pièces 80 m ² , 5 ^e étage	5 300 1 100	OUI	21, rue Vergniaud SAGGEL 47-42-44-44	M ^e Conviert Bel imm.	5 Pièces 110 m ² , 3 ^e étage	4 670 307	OUI	Villiers 10, Impasse de Chanteple SGI/CNP 47-42-17-81	Maison indiv. avec cheminée et jardin privatif
5 Pièces 105 m ²	10 485 1 020	OUI	19, rue de la Reine-Blanche LPE 42-47-79-35	Imm. neuf, chff. élec. Tél. pour r.v.	4 Pièces 80 m ² , 10 ^e étage	3 400 1 300	OUI	Longjumeau 8, rue Genès SGI/CNP 47-42-17-81	Maison indiv. avec cheminée et jardin privatif
6 Pièces 130 m ² , 3 ^e étage	12 300 1 200	OUI	15, rue de la Reine-Blanche LPE 42-47-79-35	Imm. neuf, chff. élec. Tél. pour r.v.	4 Pièces 122 m ² , r.-de-j.	5 600 308	OUI	Messy 7, square Yves-du-Manoir AGF 42-44-00-44	Libre de suite Maison indiv. avec cham. et jardin privatif
4 Pièces 90 m ² , 4 ^e étage	8 405 820	OUI	15, rue de la Reine-Blanche LPE 42-47-79-35	Imm. neuf, du mardi au samedi de 11 h à 19 h	4 Pièces 80 m ² , 3 ^e étage	5 800 750	OUI	Soy-sous-Bois 10, rue des Aubépines SGI/CNP 47-42-17-81	Libre de suite Maison indiv. avec cham. et jardin privatif
PARIS - 14^e ARRONDISSEMENT									
4 Pièces 88 m ² , 1 ^{er} étage	6 500 800	OUI	69 bis, av. Jean-Moulin PRÉBAIL 48-40-55-88	Imm. neuf, du mardi au samedi de 11 h à 19 h	3 Pièces 78 m ² , 3 ^e étage	6 000 750	OUI	PRÉBAIL 48-40-55-88	
PARIS - 15^e ARRONDISSEMENT									
3 Pièces 72 m ² , 5 ^e étage	5 878 980		45, rue d'Alger AGF 42-44-00-44	Double séjour, 1 chambre chff. collect. Vis./r.v.					
PARIS - 16^e ARRONDISSEMENT									
Studio 38 m ² , 4 ^e étage	4 200 500		84, bd Poincaré AGF 42-44-00-44	Dans imm. ancien, bon stand., chauff. collect. Vis./r.v.	2 Pièces 70 m ² , 3 ^e étage	4 900 982		135, av. de Versailles SAGGEL 47-42-44-44	
2 Pièces 72 m ² , 2 ^e étage	5 800 1 085		136, quai Louis-Stéphan SAGGEL 47-42-44-44	Vis./r.v.	3 Pièces 72 m ² , 2 ^e étage	5 800 1 077		19, rue Reynoard SAGGEL 47-42-44-44	
2 Pièces 51 m ² , 1 ^{er} étage	5 900 837		19, rue Reynoard SAGGEL 47-42-44-44	Grand stand., refait à neuf. Vis./r.v.	Studio 37 m ²	4 800 837		19, rue Reynoard SAGGEL 47-42-44-44	
3-4 Pièces 89 m ² , 1 ^{er} étage	7 900 1 387		48, rue du Gal-Désobry SAGGEL 47-42-44-44	Grand Stand., refait à neuf. Vis./r.v. M ^e Estvans					
PARIS - 17^e ARRONDISSEMENT									
4 Pièces 149 m ² , 4 ^e étage	11 700 957		83, rue Joffroy PRÉBAIL 45-27-06-37	Imm. p.d.t., très bon stand.					
PARIS - 18^e ARRONDISSEMENT									
4 Pièces 95 m ² , 4 ^e étage	7 800 1 820	OUI	110, rue Mercadet AGF 42-44-00-44	Chauff. collect. Vis./r.v.					
PARIS - 19^e ARRONDISSEMENT									
4 Pièces 82 m ² , r.-de-ch.	4 950 1 010	OUI	35, rue de Mézières AGF 47-44-00-44	Déjà living, 2 chambres, chff. collect. Vis./r.v.	4 Pièces 102 m ² , 3 ^e étage	3 848 1 014	OUI	Cochon 34, avenue Carnot AGF 42-44-00-44	Chauff. collect. Vis./r.v.
4 Pièces 88 m ² , 1 ^{er} étage	4 020 1 400	OUI	6, allée Louise-Labé SGI/CNP 47-42-17-81	Déjà living, chff. collect. libre de suite	4 Pièces 80 m ² , 2 ^e étage	4 900 1 000	OUI	Suzy-en-Brie 1, rue des 3-Epis SGI/CNP 47-42-17-81	Duplex, chauff. collect., libre de suite, libre de suite, libre de suite
78 - YVELINES									
4 Pièces 90 m ² , 2 ^e étage	2 878 1 134	OUI	Guyancourt 2, rue de la Liberté SGI/CNP 47-42-17-81	Duplex, RER C, libre suite, poche cochl Saint-Quentin	4 Pièces 86 m ² , 3 ^e étage	5 200 750	OUI	Le Kremlin-Bicêtre Rue Anatole-François PRÉBAIL 43-48-74-00	Imm. récent, chauff. ind., expos. rue et jardin.
3 Pièces 70 m ² , 3 ^e étage	4 995 550	OUI	La Chesney 84, avenue Dutasta GFF 39-55-45-40	Terrasse, balcon, prom. centre cochl, chauff. élect., tél. de 15 h à 19 h	3 Pièces 72 m ² , 1 ^{er} étage	4 600 580	OUI	Charenton 8 bis, rue Camille-Mouquet PRÉBAIL 43-48-74-00	Libre de suite
91 - ESSONNE									
4 Pièces 115 m ² , r.-de-ch.	5 350 354	OUI	Longjumeau 8, rue Genès SGI/CNP 47-42-17-81		4 Pièces 122 m ² , r.-de-j.	5 600 308	OUI	Soy-sous-Bois 10, rue des Aubépines SGI/CNP 47-42-17-81	Maison indiv. avec cheminée et jardin privatif
92 - HAUTS-DE-SEINE									
2 Pièces 50 m ² , 3 ^e étage	3 728 590	OUI	Aeriales 4, rue Pierre-Durand SAGGEL 47-42-44-44		6 Pièces 162 m ² , 2 ^e étage	10 244 1 756	OUI	Courbevoie Rue de Bezons SAGGEL 47-78-15-85	Hôtel de Ville Récent, stand., chauff. en plus Plain Sud, vue sur Paris Vis./r.v.
6 Pièces 105 m ²	10 485 1 020	OUI	136, quai Louis-Stéphan SAGGEL 47-42-44-44	Vis./r.v.	4 Pièces 93 m ² , 4 ^e étage	6 210 900	2	Issy-les-Moulineaux 12-14, rue Diderot AGF 42-44-00-44	Chauff. collect. Vis./r.v.
4 Pièces 80 m ² , 3 ^e étage	5 800 750	OUI	19, rue Reynoard SAGGEL 47-42-44-44	Grand stand., refait à neuf. Vis./r.v.	Studio 37 m ²	4 800 837		Neuilly 19, rue Ernest-Dalozon SGI/CNP 47-42-17-81	Chauff. collect. Poche Bois de Boulogne M ^e Pont de Neuilly
93 - SEINE-SAINT-DENIS									
4 Pièces 88 m ² , 3 ^e étage	3 160 1 147		Pierrefitte 52-54, rue Gal-Gallien AGF 42-44-00-44						
94 - VAL-DE-MARNE									
4 Pièces 98 m ² , 1 ^{er} étage	5 040 850	OUI	Cochon 34, avenue Carnot AGF 42-44-00-44		4 Pièces 102 m ² , 3 ^e étage	3 848 1 014	OUI	Suzy-en-Brie 1, rue des 3-Epis SGI/CNP 47-42-17-81	Duplex, chauff. collect., libre de suite, libre de suite, libre de suite
4 Pièces 80 m ² , 2 ^e étage	4 900 1 000	OUI	Le Kremlin-Bicêtre Rue Anatole-François PRÉBAIL 43-48-74-00		4 Pièces 86 m ² , 3 ^e étage	5 200 750	OUI	Charenton 8 bis, rue Camille-Mouquet PRÉBAIL 43-48-74-00	Imm. récent, chauff. ind., expos. rue et jardin.
4 Pièces 90 m ² , 1 ^{er} étage	4 950 1 010	OUI	35, rue de Mézières AGF 47-44-00-44		3 Pièces 72 m ² , 1 ^{er} étage	4 600 580	OUI	Vincennes 138, rue de la Jerry GFF 48-02-36-66	Libre de suite Cave, neuf, grandstand., chauff. élect. S/pl. ce jour, de 11 h à 19 h

Av. Georges-Pompidou,
dans le nouveau quartier
de Suresnes-Puteaux

Économie

La CEE face à ses partenaires commerciaux

Bruxelles envisage des mesures antidumping sur les importations de semi-conducteurs japonais

La Commission européenne se montre très irritée par l'intense campagne de presse qu'ont récemment déclenchée les Japonais contre les prétendus excès de la politique commerciale de la CEE. Il est vrai que plusieurs de leurs produits d'exportation se sont vu récemment frappés de droits antidumping par la CEE.

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

Tokyo accuse la Communauté d'utiliser la réglementation antidumping comme une arme protectionniste. « Pure intoxication », réplique-t-on à Bruxelles où l'on reproche aux Japonais de caricaturer la position communautaire. « Notre politique antidumping est la plus libérale du monde, assurément plus libérale que celle mise en œuvre par les Etats-Unis » proclame un des responsables. La controverse n'est certainement pas close car d'autres affaires importantes sont en cours. Ainsi, la Commission décidera vers la fin de l'année s'il y a lieu d'appliquer un droit antidumping provisoire sur les importations dans la CEE de semi-conducteurs en provenance du Japon (320 millions de dollars d'importations en 1987).

L'industrie européenne - Siemens, Philips, SGS-Thomson - qui entend ne pas être évincée par le déferlement japonais ou coréen a alerté la Commission. Celle-ci a pu constater qu'en 1986-1987, période sur laquelle a porté l'enquête, les prix pratiqués par les producteurs japonais à l'exportation vers la CEE étaient extrêmement bas.

« La Commission estime qu'elle est en droit de prendre des mesures », explique un de ses experts, ce qui en clair signifie qu'à ses yeux le dumping est patent. Certes, à la fin 1987 et en 1988, la conjoncture s'est retournée, les prix ont flambé et, pour l'instant, nos industriels sont à l'abri. Mais l'avenir est incertain.

Lorsque le marché sera à nouveau saturé, les prix à coup sûr retomberont. Dans ces conditions, les indus-

triels européens hésitent à investir et réclament un filet de sécurité. La Commission pèse le pour et le contre. Elle n'oublie pas, bien sûr, les préoccupations des entreprises européennes utilisatrices de semi-conducteurs, par exemple les fabricants d'ordinateurs, qui recherchent surtout un approvisionnement à bon marché.

Cependant il apparaît déjà clairement qu'elle n'a pas l'intention de laisser les choses en l'état. « Les Japonais dominent 80 % du marché ; le consommateur européen a un intérêt vital à voir se développer une production autonome dans la CEE », commente un de ses responsables. Dans le cadre de la procédure en cours, la Commission a eu des contacts avec les Japonais qui pourraient accepter de s'engager sur des prix minimaux et seraient alors, bien sûr, dispensés de taxes antidumping.

Interventions spectaculaires

Le cas des semi-conducteurs fait suite à une série d'interventions spectaculaires. Des droits antidumping définitifs sont appliqués sur les machines à écrire électroniques (volume de commerce concerné : 600 millions de dollars) sur les photocopieuses (1 milliard de dollars) ; des droits provisoires ont été décidés par la Commission sur les imprimantes (1,4 milliard de dollars) sur les lecteurs de disques compacts (215 millions) et sur les magnétoscopes (200 millions). Pour devenir « définitifs » les droits provisoires doivent être confirmés par le conseil des ministres des Douze. C'est ce qui se passera, sauf surprise, le 28 novembre dans le cas des imprimantes.

Contre de telles actions, les Japonais déploient leur offensive avec des moyens importants, sans trop s'embarrasser d'objectivité, déplorent-ils au siège de la Commission. On y a ainsi remarqué voici quelques jours dans le *Financial Times* cinq pages de publicité consacrées à l'affaire. Une géisha y annonçait successivement, suite à

l'action de la CEE, le chômage, la réduction des investissements japonais, l'inflation.

De page en page, le visage de la géisha devenait plus sévère et, ultime avatar, prenait les traits de Margaret Thatcher qui, on s'en doute, s'apprêtait à stigmatiser un tel chantage en blanc donné à la bureaucratie européenne. « A Bruxelles on ne trouve plus un seul avocat à peu près au courant de ce type de dossier auquel on puisse faire appel pour défendre les intérêts de la CEE ; ils ont tous été engagés par les Japonais », raconte un haut-fonctionnaire visiblement dépité par ce nouveau type de relations commerciales internationales.

« Usines tournevis »

La Commission, explique-t-elle, applique scrupuleusement les règles et procédures du GATT pour évaluer le dumping. Les dirigeants de la Commission soulignent que, en ce domaine, leur approche est moins répressive que la plupart des partenaires du GATT. La Commission n'impose pas automatiquement de taxes dès lors que le dumping et le préjudice sont démontrés.

Elle évalue auparavant les différents intérêts en présence, ceux des utilisateurs et ceux des consommateurs, au même titre que ceux des industriels producteurs. Les taxes antidumping qu'elle applique, le cas échéant, sont calculées au plus juste, de façon à éliminer le préjudice, autrement dit à permettre aux industriels européens de rester présents sur leur marché sans perdre d'argent. Mais sans aller au-delà. Contrairement à ce qui se passe aux Etats-Unis, les droits antidumping fixés par la CEE sont ainsi souvent inférieurs à la marge de dumping calculée par l'enquête.

Cette attitude n'est pas contreproductive, contrairement à ce qu'affirme Tokyo. Les Japonais se sont déchaînés à l'encontre de la nouvelle réglementation communautaire qui permet d'imposer sur les produits assemblés dans la CEE, et comportant près de 60 % de pièces importées du Japon, un droit anti-

dumping identique à celui qui frappe le même produit directement importé.

Les Douze ont en effet estimé que bien souvent ces « usines tournevis » étaient installées dans la Communauté uniquement pour contourner la législation antidumping. La Commission constate que, contrairement aux menaces proférées à Tokyo lors de l'adoption de ce règlement, les investissements japonais dans la CEE, loin de reculer, ont progressé de façon sensible : + 90 % en 1987 par rapport à 1986.

Par ailleurs, les usines d'assemblage japonaises, lorsqu'elles ont été confrontées à la perspective d'une taxe antidumping, sont parvenues en très peu de temps à s'approvisionner suffisamment en Europe, ou ailleurs hors du Japon, pour arriver au seuil minimum de 40 % de composants non japonais. « Les firmes japonaises vivent admirablement avec ce règlement tournevis », conclut notre interlocuteur de la Commission.

PHILIPPE LEMAITRE.

« Drôle de guerre » des hormones avec les américains

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

Les Etats-Unis et la Communauté s'installent dans une « drôle de guerre » à propos de la viande aux hormones. Les premiers, dénonçant comme protectionniste la directive communautaire qui, à compter du 1^{er} janvier 1989, interdira la commercialisation des viandes traitées aux hormones, ont confirmé, mardi 22 novembre, leur intention d'appliquer des représailles commerciales à l'encontre de la CEE. Une incertitude demeure sur leur portée exacte.

Les ministres du commerce extérieur des Douze, qui étaient réunis mardi à Bruxelles, ont approuvé la double riposte que leur proposait la Commission : saisir le GATT (l'accord qui régit le commerce international), parce que les représailles unilatérales imposées par les Etats-Unis sont illégales ; arrêter le principe de contre-mesures communautaires au cas où les Etats-Unis mettraient leur menace à exécution.

Cependant, on est loin encore du 1^{er} janvier, et le conseil, soucieux d'éviter un conflit, « encourage la

Commission à poursuivre ses contacts avec les autorités américaines ».

M. Willy de Clercq, le commissaire chargé des relations extérieures, s'est demandé si, tactiquement, alors que va débiter la phase active de l'Uruguay-round, il est opportun de s'incliner devant l'intransigeance américaine. Il est perplexe devant la virulence de l'offensive américaine. « Les intérêts économiques concernés sont disproportionnés avec la hargne avec laquelle nos interlocuteurs ont abordé le problème », a-t-il commenté.

La Communauté refuse de soumettre sa directive à l'avis d'un comité scientifique désigné par le GATT, comme le voudrait Washington. « Il s'agit d'un problème politique, d'une décision prise par des pays souverains et qui répond aux aspirations de l'opinion publique. Il n'est pas question de soumettre un problème de santé publique à l'arbitrage d'experts, aussi éminents soient-ils », a déclaré M. de Clercq, qui s'est dit « acceptatif » sur les chances de trouver une solution.

Ph. L.

Le dollar toujours orienté à la baisse

Scepticisme après les déclarations de M. George Bush sur le déficit budgétaire

« Dès le premier jour » de son arrivée à la Maison Blanche, le 20 janvier 1989, M. George Bush entamera des négociations avec le Congrès pour trouver des solutions au problème « prioritaire » du déficit budgétaire. Cette déclaration du président des Etats-Unis, mardi 22 novembre, lors d'une réunion avec des gouverneurs républicains, laisse présager de rudes discussions. M. Bush a tenu à rappeler qu'en votant pour lui les Américains ont exprimé leur soutien à son credo, « la hausse des impôts n'est pas la solution appropriée ».

L'enjeu du débat a été illustré par les dernières statistiques publiées, mardi 22 novembre également, par le département du Trésor. En octobre, premier mois de l'exercice budgétaire américain, le déficit a atteint 27,4 milliards de dollars. En retrait de 11 % par rapport à octobre 1987,

il reste le plus important déficit mensuel enregistré depuis mars 1988. Sur cette base, la bataille des chiffres est déjà engagée. L'administration prévoit actuellement que le déficit, de 150 milliards de dollars durant l'exercice 1988 terminé au 1^{er} octobre, sera ramené à 102,38 milliards en 1990, pratiquement l'objectif de 100 milliards fixé par la loi Gramm-Rudman visant à l'équilibre.

Mais l'office du budget de la Maison Blanche envisage plutôt 132 milliards et les dernières estimations de la BankAmerica, la troisième banque américaine, renforcent les arguments des sceptiques. Selon les experts de cette banque, le ralentissement de l'économie en 1989 et la bataille probable entre le Congrès et la Maison Blanche sur les moyens de réduire le déficit risquent de laisser

place, au 1^{er} octobre 1989 à une impasse de 170 milliards de dollars.

Compte tenu d'une inflation en léger hausse en octobre, et en dépit des prévisions encourageantes du président des conseillers économiques de la Maison Blanche, M. Beryl Sprinkel, une croissance forte de 3,5 % en 1989, les marchés des changes penchent du côté des pessimistes. L'activité était étroite, mercredi 23 novembre comme tenu de la fermeture de la place de Tokyo.

Mais le dollar restait orienté à la baisse malgré les interventions répétées, la veille, de la Banque du Japon et de la Réserve fédérale. Ces interventions ont été jugées trop modestes, surtout de la part des Américains pour prouver la détermination de la Fed à stopper le mouvement.

En 1992, l'exposition universelle aura lieu à Séville. Nos hôtes en piaffent d'impatience.



L'Espagne n'est pas un lieu commun.

Mis à part ça, les Espagnols ont toujours eu un goût très prononcé pour la fête. De Tolède à Malaga, en passant par Cadix et bien sûr Séville, il y aura toujours une Feria prête à vous accueillir. El Rocio, San Fermín, La Feria d'Avril sont autant de chants et de danses que l'on ne trouve nulle part ailleurs. Vous vibrez aussi aux rythmes des guitares et des plaintes des « Sévillanas » en dégustant « Tapas » et « xérès » que Federico Garcia Lorca aimait tant. Plus qu'une ville enchantée, Séville incarne l'aspect le plus

universel de l'esprit espagnol, et cela pour longtemps. Nos hôtes ne sont pas prêts de s'ennuyer. Et vous non plus. Pour tous renseignements, contactez l'Office National Espagnol du tourisme : 43 ter, avenue Pierre-1^{er}-de-Serbie - 75381 Paris Cedex 08.

L'Espagne. Tout sous le soleil.

Magazine
Noy en URSS

tour de l'alu

Le film
du dimanche

Forum des Prépa

2 JOURS POUR CHOISIR
VOTRE FUTURE ECOLE

HOTEL HOLLAND

69 Rue de la Paix
75002 Paris

Mardi 23

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GRUPE BEGHIN - SAY

Le conseil d'administration de Béghin-Say s'est réuni le 21 novembre 1988 sous la présidence de M. Jean-Marc Vernes et a coopté à l'unanimité en qualité d'administrateur M. Michel François-Poncet, président-directeur général de la Compagnie Financière de Paribas.

MM. Jean-Marc Vernes et Raul Gardini ont exprimé leur vive satisfaction et ont remercié le nouvel administrateur d'avoir bien voulu accepter d'être désormais étroitement associé à l'évolution de Béghin-Say.

Il a été rappelé en tant que de besoin que la Compagnie Financière de Paribas détient un peu moins de 5 % du capital de Béghin-Say.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

COMPAGNIE FINANCIÈRE DE CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL

Le Groupe CIC en Espagne ACCORD DE COOPÉRATION AVEC LE BANCO PASTOR

En présence de Monsieur Jean Saint-Geours, Président de la Compagnie Financière de CIC, le Groupe CIC, représenté par la CIC Paris, la BUE, la Lyonnaise de Banque et la Société Bordelaise de CIC, a signé avec le groupe Espagnol Banco Pastor un important protocole de coopération qui élargit les perspectives européennes de chacun des deux signataires.

Cet accord va permettre aux deux Groupes d'intervenir avec plus d'efficacité, en Espagne comme en France tant dans les opérations

commerciales et financières que dans les opérations de trésorerie. Les clientèles des deux Groupes pourront bénéficier notamment de services de financement locaux, d'appuis pour leurs opérations de haut de bilan et d'une large gamme de produits d'épargne communs et de services destinés à faciliter les relations commerciales entre les deux pays.

Par cet accord, le Groupe CIC renforce ses liens avec un des tous premiers établissements bancaires espagnols.

COMPAGNIE FINANCIÈRE DE CIC - 52, rue de Monceau - 75008 PARIS **GRUPE CIC**



Clause
Au cours de sa séance du 16 novembre 1988, le conseil d'administration de Clause SA a arrêté les comptes consolidés du groupe Clause pour l'exercice clos le 30 juin 1988.

Le chiffre d'affaires consolidé a atteint 1 350 millions de francs, soit une progression sur l'année précédente de 5 %.

Le résultat consolidé après impôts s'établit à 30 275 733 F, soit 3,73 % du chiffre d'affaires et une croissance de 13,4 % sur l'exercice précédent.

Malgré certains facteurs défavorables, coïncidant sur le marché de la graine professionnelle, tendance à la baisse du marché de la graine « amateurs », médiocres conditions météorologiques au printemps, le résultat consolidé est en progression sensible.

Le groupe Clause démontre ainsi son dynamisme et son aptitude à réagir à l'environnement conjoncturel.

Bail Investissement

Le conseil d'administration de Bail Investissement, réuni le 21 novembre sous la présidence de M. Maurice Gontier, a constaté que le capital a été porté à 288 485 800 F après souscription de 84 662 actions nouvelles de 100 F nominales par les titulaires de bons de souscription attachés aux obligations 12 % 1984. Cette opération a donc permis d'augmenter les fonds propres de plus de 50 millions de francs. La quasi-totalité des bons dont la durée d'exercice était de trois ans a ainsi été utilisée à la souscription d'actions.

Les engagements pris au 30 septembre s'élevaient à 410 millions de francs, montant deux fois plus important que celui de l'année dernière à la même époque. En particulier, le fort développement des nouveaux engagements de location simple - 226 millions dont la moitié en bureaux à Paris et en proche banlieue - marque la volonté de la société de poursuivre son développement et de maintenir à terme la progression de ses bons résultats actuels.

Le conseil a pris connaissance des prévisions de résultats de l'exercice 1988 ; il a constaté qu'ils devaient permettre comme à l'habitude une hausse du dividende.

PAYEZ MOINS D'IMPÔTS EN DYNAMISANT VOS PLACEMENTS

4 Sicav Actions des Banques Populaires

au 10.11.1988	Valeur de l'action en F	Progression depuis le 1.1.88 (%)
A.A.A. * ACTIONS AGRO-ALIMENTAIRE	891,38	+ 39,28%
FRUCTIFRANCE*	784,20	+ 33,08%
FRUCTIMMO**	27,01	+ 22,86%
FRUCTI-ÉPARGNE**	27,58	+ 10,23%

A.A.A. : l'agro-alimentaire, pour participer au développement d'un secteur de pointe.

FRUCTIFRANCE : la priorité à la plus-value avec les actions françaises.

FRUCTIMMO : la croissance des marchés financiers alliée à la sécurité de l'immobilier.

FRUCTI-ÉPARGNE : pour préparer votre retraite, une valorisation régulière de vos investissements.



BANQUE POPULAIRE

Valeo

1. - Cession de Klaxon Limited à ses principaux dirigeants.
Valeo a cédé les activités de Klaxon Limited à ses principaux dirigeants dans le cadre d'un LBO (Leverage Buy Out). Klaxon Limited, qui se trouvait dans le périmètre de Neiman, groupe acquis par Valeo en novembre 1987, fabrique et vend des aérosols industriels et de marine. Située à Tysley, près de Birmingham, la société emploie cent six personnes et réalise un chiffre d'affaires (estimé 1988) de 28 millions de francs. L'accord prévoit que la marque Klaxon reste la propriété de Valeo.
2. - Production de garnitures de freins au Mexique.
Afin de consolider sa position de leader mondial en garnitures d'embrayages, Valeo vient de créer au Mexique « Valeo Materiales de Friccion de Mexico ». Filiale à 100 % de Valeo Inc., filiale américaine du groupe, Valeo Materiales de Friccion de Mexico produira des garnitures d'embrayages destinées principalement aux marchés américain et mexicain.

BOUYGUES - AUX TROIS QUARTIERS

Après estimation des experts, la parité proposée par Bouygues est maintenue.
La Société Aux Trois Quartiers rappelle que le président du tribunal de commerce de Paris, par ordonnance en date du 6 juin 1988 :
- a décidé l'ajournement de l'assemblée générale extraordinaire qui devait statuer sur les modalités de la fusion avec la société Bouygues ;
- a nommé deux experts aux fins, notamment, de déterminer la valeur de chaque action de la Société Aux Trois Quartiers.
Le 18 novembre 1988, les experts ont remis leur rapport dans lequel ils arrêtent la valeur théorique de l'action de la Société Aux Trois Quartiers à 19 351,51 F.
Le conseil d'administration de la Société Aux Trois Quartiers, réuni le 21 novembre 1988, sous la présidence de Lionel Verdout, a rapproché :
- La parité d'échange fixée dans le projet de fusion, soit dix-huit actions Bouygues de 100 F nominal (qui devient trente-six actions Bouygues de 50 F nominal dans la division par deux du nominal de l'action Bouygues) pour une action Aux Trois Quartiers.
- La cours de l'action Bouygues, soit 577 F (dernier cours coté) ou 588 F (moyenne des quarante derniers cours telle que retenue pour l'établissement du projet de fusion).
- La valeur théorique de l'action Aux Trois Quartiers déterminée par les experts, soit 19 351,51 F.
Le conseil a constaté que la parité qui avait été jugée pertinente et équitable le 27 mai 1988 par le commissaire à la fusion désigné par le président du tribunal de Versailles, valorise l'action Aux Trois Quartiers à 20 772 F (en dernier cours) ou à 21 168 F (à la moyenne des quarante derniers cours), soit 7 % ou 9 % de plus que la valeur déterminée par les experts.
L'information des actionnaires ayant été ainsi complétée, le conseil a décidé de convoquer une assemblée générale extraordinaire pour statuer sur le projet de fusion entre la Société Aux Trois Quartiers et la Société Bouygues.
Cette assemblée se réunira le vendredi 30 décembre 1988 et la société tiendra à la disposition des actionnaires, outre les documents prévus par la loi, le rapport d'expertise sur la valeur de la Société Aux Trois Quartiers.

Canal + S.A.

La Compagnie Générale des Eaux

ont acquis chacune 10% des actions ordinaires de

TVS Entertainment plc

dans le cadre de son acquisition de

MTM Entertainment, Inc.

Salomon Brothers International Limited a été le conseiller de TVS Entertainment plc dans cette transaction.

Salomon Brothers International Limited



L'excellence Franco-Américaine

- Programme 3^e cycle créé en 1988 par l'Institut Franco-Américain de Management (I.F.A.M.) en association avec PACE UNIVERSITY (New York).
- 11 mois d'études (7 à Paris, 4 aux U.S.A.) Octobre à Août.
- Deux diplômes : Master of Business Administration (M.B.A.) Certificat I.F.A.M. 3^e cycle
- Admission : Diplômes de l'enseignement supérieur et/ou expérience professionnelle.

Réunions d'information

PARIS	Le 30 NOVEMBRE 88 à 18 H 30 IFAM, 18 bd Garibaldi 75015
BORDEAUX	Le 6 DECEMBRE 88 à 18 H 30 Hôtel Pulikman Meriadeck, 5 rue Robert Latouade
TOULOUSE	Le 20 DECEMBRE 88 à 18 H 30 Hôtel Alys, 7 rue Labada
MARSEILLE	Le 11 JANVIER 89 à 18 H 30 Hôtel Alys, Rue Neuve Saint-Martin

Renseignements : M.B.A. UNIVERSITY I.F.A.M., 18, rue Copérn 75015 Paris (France) tél. : 42 73 26 63

Tous les ouvrages sur le yoga, l'astrologie, le bouddhisme, l'architecture sacrée, les médecines naturelles... à la **LIBRAIRIE DES SCIENCES TRADITIONNELLES** 6, rue de Savoie, 75008 PARIS - Tél. : 43-26-90-72

Économie

SOCIAL

A Strasbourg

La ligne confédérale malmenée au congrès de la CFDT

STRASBOURG de notre envoyé spécial

Strasbourg, 23 novembre. Le congrès de la CFDT, qui s'est ouvert le mardi 22 novembre à Strasbourg, est en apparence à l'image des congrès précédents. Dès la fin du discours d'ouverture de M. Edmond Maire, écouté sans passion, des regroupements des syndicats opposés ont ouvert le feu des critiques. Il avait suffi que M. Maire, visant les trotskistes délégués des « coordinations », s'exprime sur « mousses noires », pour que des bémols se fassent rapidement entendre dans les travées, parmi les mille six cents congressistes.

(où l'extrême gauche est très influente) que la grève est un moyen d'action entre les mains des travailleurs qui n'est pas dépassé. Le 28 octobre 1985, M. Maire avait affirmé que « la vieille mythologie selon laquelle l'action syndicale est la grève, cette mythologie a vécu ». L'attitude de M. Maire lors du mouvement étudiant en 1986, a été également critiquée.

La direction confédérale s'est vue accuser d'avoir une orientation de type « profil bas » ou « mou », de préférer le « centralisme démocratique » et un syndicalisme « de régulation sociale », de « confondre adaptation et accommodation » et, surtout, d'être complètement décalée par rapport à sa base. « Nous nous occupons du mouvement social », a souligné M. Pernot (finances), en reprochant à la confédération de juger « le capitalisme pas si terrible que ça à vivre entre gens de bonne compagnie ».

En toile de fond des débats, tant sur le fonctionnement que sur les orientations de la CFDT, la non-reconduction de M. Pierre Héritier, trésorier sortant, parmi les candidats à la future commission exécutive (le « gouvernement » de la centrale, ramené de onze à huit membres) a servi de fil conducteur. Considéré comme le porte-parole de l'aile gauche, M. Héritier n'est pourtant pas tout à fait un opposant, malgré quelques désaccords sur la mise en œuvre d'orientations de la confédération, qu'il a, pour l'essentiel, soutenues depuis 1982.

La grève comme moyen d'action... Autant de critiques qui ont été reprises par plusieurs organisations, notamment le Syndicat général des transports de Côte-d'Or, dont un assesseur visait à modifier les statuts afin de réintroduire la candidature de M. Héritier à la future CE. Bataille de procédure sans plus de résultats pour le moment.

L'orientation confédérale n'a été soutenue à la tribune que par une minorité d'intervenants. Cependant, aussi tumultueux soient-ils, tous ces débats ne devraient pas empêcher la direction de la CFDT d'obtenir une large majorité sur ses orientations. Mais la grève sur la composition de la future CE pourrait laisser des traces. Lors de l'élection du nouveau bureau national (de trente-cinq membres), le 24 novembre, un des huit candidats à la future CE, M. Noël Mandray, secrétaire général adjoint, pourrait être battu, ce qui ramènerait sans doute le « gouvernement » de la CFDT à sept membres. Le 22 novembre à Strasbourg, les intervenants ont, en tout cas, totalement ignoré le très prochain changement de secrétaire général à la tête de la confédération.

La fédération autonome favorable à la révision des modalités de grève dans le service public

Il est « indispensable et urgent de revoir les modalités d'exercice du droit de grève afin d'essayer de l'accorder à un autre droit fondamental : la continuité du service public (...) Il faudrait que la grève vise à pénaliser non pas l'employeur, mais l'Etat ou les collectivités locales », déclare dans une interview à l'hebdomadaire chrétien la Vie, du mercredi 23 novembre, M. Jean-Pierre Gualazzi, secrétaire général de la Fédération générale autonome des fonctionnaires, plus connue sous son sigle FGAF, qui annonce cent mille adhérents, notamment dans la police, aux finances, aux PTT.

Echauffourées au cours d'une manifestation de mineurs à Paris

Mille cinq cents mineurs lorrains étaient venus mardi 22 novembre manifester à Paris à l'appel de la CGT, de la CFDT, de FO et du syndicat autonome pour « la défense du bassin houillier ». C'est-à-dire pour protester contre les réductions d'effectifs et pour réclamer une augmentation de 450 francs et dix points « hiérarchisés » (soit 250 à 300 F par mois). Des échauffourées se sont produites dans l'après-midi, entre les forces de l'ordre et quelque quatre cents mineurs qui attendaient près de l'hôtel Matignon la sortie d'une délégation reçue au cabinet du premier ministre.

La grève comme moyen d'action...

Déçu par le résultat de l'entrevue, des mineurs ont lancé sur les forces de l'ordre des pavés et des parapluies d'un chantier voisin et brossé quelques vitrines et des pare-brise de voitures. Selon la préfecture de police, vingt-trois membres des forces de l'ordre ont été légèrement blessés. Cela n'a pas empêché un peu plus tard un groupe de mineurs de s'entretenir fort civilement avec le président de la République, rencontré par hasard près de la librairie Gallimard.

Sécurité routière Les publicités sur les automobiles ne vanteront plus la vitesse

Les publicités sur les automobiles vont devenir sèches. Les présidents de Citroën, Peugeot, Renault et ceux des constructeurs étrangers présents en France ainsi que le président du Bureau de vérification de la publicité ont entendu les remontrances du gouvernement et ont adopté le 22 novembre un code de déontologie concernant la publicité automobile.

Préfecture du Val d'Oise

Par arrêté du 17 novembre 1988, le préfet du Val-d'Oise a prescrit une enquête : - préalable à l'attribution du caractère de route express à la voie nouvelle « Sarcelles-Gonesse » comprise entre la RN 1 et la RN 370 ; - préalable à la déclaration d'utilité publique des acquisitions et travaux nécessaires à la réalisation de cette voie sur les communes de Gonesse, Bonneuil-en-France, Arsonville-la-Gonette, Garges-la-Gonette, Sarcelles et Grainy ; - sur la mise en compatibilité du POS des communes de Gonesse, Bonneuil-en-France, Arsonville-la-Gonette, Garges-la-Gonette et Sarcelles relatives au présent projet.

ÉNERGIE

L'OPEP pourrait trouver un compromis sur le plafond de sa production

VIENNE de notre envoyé spécial

Les trois ministres de l'OPEP, réunis à Vienne pour tenter de redresser les cours du pétrole, paraissent toujours incapables, mercredi 23 novembre, après six jours de négociations, de réconcilier les positions de l'Irak et de l'Irân, afin de conclure un nouvel accord à quinze susceptible de soulager le marché pétrolier. Bien que le consensus se soit fait, selon une source irakienne, sur le plafond global de production (18,5 millions de barils par jour) que le cartel devait adopter pour les six prochains mois, ainsi que sur la fourchette de prix qu'il permettrait d'atteindre (de 15 à 18 dollars par baril), aucun accord ne paraissait encore en vue en ce qui concerne la répartition de cette production pays par pays.

AMERICAN AIRLINES VOYAGEZ EN CLASSE AFFAIRES VERS LES USA. VOUS VOYAGEREZ EN PREMIÈRE CLASSE* SUR VOS CORRESPONDANCES AUX USA. * quand la classe Affaires n'est pas proposée sur l'appareil

SOUSCRIPTIONS France-Amérique MBA

Marchés financiers

Les sidérurgistes japonais investissent le marché américain

Les transferts de technologie entre sidérurgistes américains et japonais se multiplient : le dernier exemple est une prise de participation de Kawasaki Steel à hauteur de 40 % dans la plus grosse division d'Arcon...

Le japonais Brother va prendre 10 % de Lectra Systèmes... Total Marine Norsk AS (TMN), filiale norvégienne à 100 % de Total CFP, qui détient 5 % de Saga, a conclu un accord en ce sens avec les sociétés actionnaires Akker (20 %) et Den Norsk Credit Bank (10 %).

Le japonais Brother va racheter 5 % du capital de Lectra Systèmes fabricant de machines à découper assistées par ordinateur, à 500 F l'action et 5 % supplémentaires sous forme de bons de souscription d'action...

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Le Conseil d'administration, réuni le 15 novembre 1988 sous la présidence de M. Renaud de La Genière, a examiné les comptes consolidés du Groupe Suez pour le premier semestre 1988...

Table with 4 columns: Item, 1st semester 1987 (in milliards), 1st semester 1988 (in milliards), and % change. Rows include Total du bilan, Fonds propres (part du groupe), Fonds propres + intérêts hors groupe, Crédits distribués, and Dépôts.

Le résultat d'exploitation ressort à 1,1 milliard de francs, en progression de 10,3 %. Après prise en compte de l'impôt, de la part des intérêts hors-groupe et de la part des sociétés sœurs en équivalence, le résultat net courant s'élève à 748 millions de francs contre 641 millions de francs, en hausse de 16,6 %.

Table with 3 columns: Item, 1st semester 1988, 1st semester 1987. Rows include Résultat net courant, Résultat net sur opérations en capital, and Résultat net total.

Les résultats de l'ensemble de l'année 1988 ne peuvent être extrapolés des résultats du premier semestre en raison de l'impact qu'aura la consolidation de la Société Générale de Belgique sur les comptes consolidés du Groupe Suez au 31 décembre 1988 et du fait que le second semestre enregistrera des plus-values plus importantes qu'au premier semestre.

NEW-YORK, 23 novembre

Légère amélioration

Une légère amélioration a été enregistrée mardi à Wall Street. Amorcé en milieu de séance, un mouvement de reprise s'est poursuivi jusqu'en clôture.

Le bilan de la journée n'a pas vraiment traduit ce timide raffermissement. Sur 1 948 valeurs traitées, 712 ont monté, 700 ont baissé et 536 n'ont pas varié.

Table with 3 columns: Valeurs, Cours de clôture, Cours de 21 nov. Rows include Alcoa, A.T.T., Boeing, Canadian International, Du Pont de Nemours, Eastman Kodak, Exxon, General Motors, IBM, ITT, J.P. Morgan, Pfizer, Schlumberger, U.S. Steel, and Westinghouse.

LONDRES, 22 novembre

Fermeté

Malgré une certaine nervosité constatée pendant la séance, la Bourse de Londres a terminé le 22 novembre dans de bonnes conditions.

Le départ des autres secteurs encourageait des hausses des internationales, l'immobilier, la construction et les industrielles.

FAITS ET RÉSULTATS

Le BSN : clôture de l'émission d'OBBA. La BSN (Société nationale de biens et services) a obtenu le statut de société anonyme.

PARIS, 23 novembre

Amélioration

Déjà annoncé vendredi, le retour des cours s'est poursuivi mercredi sur Vivienne en s'accompagnant assez sensiblement. Le ton était donné dès le matin (+ 0,7 %).

Toutes les vedettes de la cote, en premier lieu les valeurs du support (marché des options) se sont raffermies, à commencer par Peugeot, Accor, Michelin, etc.

Manifestement, la meilleure mine de Wall Street a un peu rassuré le communisme boursier. Cependant, sous les lambris, nul ne se berce trop d'illusions.

TOKYO

Clos

Tous les marchés financiers et commerciaux japonais ont fermé mercredi 23 novembre pour la célébration du Labor Thanksgiving Day.

Extension des horaires sur le contrat Pibor

La Chambre de compensation des instruments financiers de Paris (CCIFP) a décidé d'élargir les horaires d'ouverture sur le contrat Pibor trois mois en raison de succès rencontré par ce produit.

PARIS:

Second marché (sélection)

Table with 6 columns: Valeurs, Cours préc., Dernier cours, Valeurs, Cours préc., Dernier cours. Rows include A.G.P. S.A., Amont & Associés, Aragal, B.A.C., etc.

LA BOURSE SUR MINITEL 36-15 TAPEZ LE MONDE

Marché des options négociables le 22 novembre 1988

Table with 5 columns: Valeurs, Prix exercice, Options d'achat, Options de vente. Rows include Accor, CCE, Elf-Aquitaine, Lafarge-Coppée, Michelin, etc.

MATIF

Table with 3 columns: Cours, Échéances (Déc. 88, Mars 89, Juin 89), Dernier, Précédent. Rows include Derrière, Précédent, Options sur nonnel, Prix d'exercice.

INDICES

Table with 2 columns: Changements (Dollar: 5,88 F), Bourses (Paris, New-York, Londres, Tokyo). Rows include Dollar, Franc, Tokyo, Marché monétaire, Paris, New-York.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

Table with 5 columns: Cours au jour, Un mois, Deux mois, Six mois. Rows include S.E.-U., \$ can., Yen (100), D.M., Franc, F.B., F.S., L.(1000), £.

TAUX DES EUROMONNAIES

Table with 10 columns: Dates (8 1/4, 8 1/2, 8 1/2, 8 5/8, 9 1/8, 9 1/4, 9 1/8, 9 1/4). Rows include S.E.-U., D.M., Franc, F.B., F.S., L.(1000), £.

Bourse section containing market data, indices, and exchange rates from another page.

Marchés financiers

BOURSE DU 23 NOVEMBRE

Cours relevés à 15h26

VALEURS					Règlement mensuel					VALEURS					Règlement mensuel								
Cotation	VALEURS	Cours préc.	Différence	%	Cotation	VALEURS	Cours préc.	Différence	%	Cotation	VALEURS	Cours préc.	Différence	%	Cotation	VALEURS	Cours préc.	Différence	%				
3642	C.N.E. 3% 87	3650	3652	3650	+ 0 27	3642	C.N.E. 3% 87	3650	3652	3650	+ 0 27	3642	C.N.E. 3% 87	3650	3652	3650	+ 0 27	3642	C.N.E. 3% 87	3650	3652	3650	+ 0 27

Comptant (sélection)

SICAV (sélection)

22/11

Obligations				Étrangers				Actions				Cote des changes				Marché libre de l'or			
VALEURS	% du nom.	% du coupon	Cours	VALEURS	Cours	Différence	%	VALEURS	Cours	Différence	%	VALEURS	Cours	Différence	%	VALEURS	Cours	Différence	%
128	4 436	100	100	2184	2220	2184	2220	356	600	600	600	128	4 436	100	100	2184	2220	2184	2220

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - < : prix précédent - * : marché continu

Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	ARTS ET SPECTACLES	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
2 La rupture des négociations entre les travaillistes et M. Shamir en Israël. — Les excuses de l'ancien président Chun en Corée du Sud. 3 Manifestations en Azerbaïdjan. 4 La Corée après la victoire des conservateurs. 7 L'entrée de M. Mitterrand à Libération.	8 Les développements de l'affaire Bouloque. 9 Préparation des élections européennes. 10 La discussion budgétaire au Parlement. COMMUNICATION 20 TV 5, la langue française à l'assaut du Canada.	11 Deux erreurs de procédure dans deux affaires de drogue. — Deux sites à l'étude pour la grande stade de Paris. 12 Coup de filet de la police madrilène au congrès international de scientologie.	13 Trois places pour le 26, un film de Jacques Demy: Entretien avec Yves Montand. 14 Sur le tournage, près d'Alger, du troisième long métrage de Mahmoud Zemmouri. 15 Livres sur la musique.	34 Le redéploiement de l'industrie française. 35 L'Europe accusée de protectionnisme par ses partenaires américains et japonais. 37 Le 41 ^e congrès de la CFDT.	Abonnements 2 Campus 23-24 Annonces classées 27 à 33 Carnet 21 Météorologie 21 Mots croisés 20 Radio-télévision 21 Spectacles 13 à 19	● Le mini-journal de la rédaction JOUR ● La Bourse aux stages ... BAS ● Un œil sur la com, l'autre sur votre portefeuille ... BOURSE ● Jouez avec Plantiu PLA 36-15 tapez LEMONDE

Au conseil des ministres

Le calendrier électoral en 1989

12 et 19 mars: municipales,
18 juin: élections européennes

M. Pierre Joxe a présenté au conseil des ministres du 23 novembre un décret fixant aux 12 et 19 mars 1989 la date des élections municipales, et au 18 juin celle des élections européennes. Le ministre de l'Intérieur a présenté, en outre, un projet de loi relatif à la fonction publique territoriale, texte qui prévoit notamment le retour à la gestion paritaire du Centre national de la fonction publique territoriale. Il prolonge le délai prévu pour réorganiser certains services extérieurs de l'Etat à la suite de la décentralisation et prévoit une rémunération pour les agents à temps partiel employés par les petites communes.

54 milliards de francs de recettes fiscales supplémentaires

Le déficit budgétaire reste fixé à 114,9 milliards de francs dans le projet de loi de finances rectificative pour 1988 examiné, mercredi 23 novembre, par le conseil des ministres.

Les recettes supplémentaires encaissées par l'Etat s'élevaient à 36,6 milliards de francs, résultat de la forte croissance économique. En fait les recettes fiscales supplémentaires brutes sont encore plus importantes: 54,1 milliards de francs. Elles proviennent essentiellement de l'impôt sur le revenu (+13 milliards de francs), de l'impôt sur les sociétés (13,7 milliards de francs), de la TVA (+22,6 milliards de francs). Mais ce supplément de ressources est ramené à 36,6 milliards de francs par différents « versements » de l'Etat au profit notamment de la CEE (9,8 milliards de francs) et des collectivités locales (2,8 milliards de francs).

Le gouvernement ouvre dans le « collectif » de fin d'année pour

M. Christian Beclé

directeur général de la recherche

M. Christian Beclé, professeur de physique a été nommé directeur général de la recherche au ministère de la recherche et de la technologie, au conseil des ministres.

[Né le 21 décembre 1941 à Frontignan (Hérault), M. Christian Beclé est agrégé de sciences physiques (1966), docteur d'Etat (1968). Chargé de cours à l'Institut national polytechnique de Grenoble en 1968, il devient, en 1971, maître de conférences à l'Institut universitaire de technologie de Nantes, puis professeur en 1979. En 1983, il est nommé directeur de l'académie de Créteil. L'année suivante, il devient conseiller chargé de l'éducation, de la jeunesse et des sports auprès de M. Fabius, premier ministre. En 1986, il est professeur de physique au Conservatoire national des arts et métiers, et en 1987, délégué national du PS, chargé de l'éducation, où il travaille aux côtés de M. Fabius.]

AFRIQUE DU SUD

La Cour suprême rejette l'appel des « six de Sharpeville »

JOHANNESBURG de notre correspondant

La cour d'appel de Bloemfontein a rejeté, mercredi 23 novembre, la demande de réouverture du procès des « six de Sharpeville ». Il ne reste donc plus à ces cinq hommes et à cette femme, condamnés à mort pour le meurtre d'un conseiller municipal, qu'à espérer une mesure favorable du chef de l'Etat pour échapper à la potence. Le président Botha peut seul exercer son droit de grâce, ce qu'il a déjà refusé de faire une première fois, soit demander à la justice un réexamen de l'affaire en estimant que des éléments nouveaux sont intervenus depuis la confirmation de la peine capitale en décembre 1987.

Directeur général de la police nationale

M. Ivan Barbot est élu président d'Interpol

La 57^e assemblée générale de l'Organisation internationale de police criminelle (Interpol) a été, mercredi 23 novembre, à la présidence de l'organisation un Français, M. Ivan Barbot, directeur général de la police nationale depuis janvier 1987. M. Barbot, dont le mandat non renouvelable est de quatre ans, l'a emporté après le désistement de son adversaire, le général Pow Sarrasin, chef de la police royale thaïlandaise, soutenu par les Etats-Unis, dont un citoyen, M. John Simpson, directeur du Secret Service (l'équivalent du service français des voyages officiels), détenait la présidence d'Interpol depuis 1984.

Le général Pow Sarrasin s'est retiré de la compétition après deux tours de scrutin à la majorité des deux tiers, rendant ainsi inutile un troisième tour qui se serait déroulé à la majorité simple. M. Barbot avait obtenu 70 voix contre 50 au premier tour et 72 contre 48 au second. Cette bataille franco-thaïlandaise opposait en fait la France aux Etats-Unis, soucieux de maintenir leur influence sur l'organisation. La France, qui accueille le siège de l'organisation — transféré en 1989 de Paris à Lyon, — avait dû céder du terrain en 1985 avec le remplacement au secrétariat général du Français André Brossard par un Britannique, M. Raymond Kendall, issu de Scotland Yard. C'était la première fois depuis 1946 que la direction du secrétariat général échappait à la France.

Ce succès diplomatique de la police française a été minutieusement préparé depuis l'élection, en novembre 1987, de M. Barbot au comité exécutif d'Interpol (le Monde du 18 novembre). Illustration d'une continuité gouvernementale, cette ambition fut partagée par les gouvernements de MM. Chirac et Rocard. Les cabinets de M. Pierre Joxe — qui comprend un magistrat — n'ont pas ménagé leurs efforts. La majorité des voix des pays européens, africains et arabes étaient acquises à la France, les pays asiatiques soutenant le candidat thaïlandais, et le vote des pays d'Amérique latine devant faire la différence.

Si les Etats-Unis évoquaient d'anciennes rivalités en matière de lutte antiterroriste pour combattre la candidature de M. Barbot, la France disposait d'un argument de poids depuis la révélation par la presse américaine du détournement de l'aide américaine par des mili-

[Né le 5 janvier 1937 à Ploem-sur-Lié (Châteaunoir), M. Ivan Barbot, licencié ès lettres et diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, après des études à la faculté de droit et de sciences économiques de cette ville, a commencé sa carrière comme chef de cabinet du préfet de Tarn-et-Garonne (1961), puis de celui de Haute-Savoie, dont il devint directeur du cabinet (1962). Il fut ensuite chef de cabinet du préfet de la région parisienne (1967), puis sous-préfet d'Etampes (1969), chargé de mission au cabinet du premier ministre, M. Pierre Messmer (1974), conseiller au cabinet du ministre de l'Intérieur, M. Michel Ponziowski, puis, dans les mêmes fonctions, auprès de M. Christian Bonnet (1974-1977). En 1977, il devint secrétaire général de la Seine-Saint-Denis, puis en 1982 commissaire de la République de la Charente, avant d'être nommé en 1985 commissaire de la République du Var, poste qu'il quitta pour la direction générale de la police nationale, en janvier 1987, avec le titre de préfet honoraire.]

Sur le vif

Hit-parade

Ils sont zinzins, les Français, raides dingues. Ils passent leur temps à se demander si on les aime, grand comment, à 16 % ou à 49 %. Et c'est qui qu'on préfère, son papa ou sa maman? Son Cousteau, son Platin, son Pivrot ou sa Sinclair? Ils arrêtent pas de nous ausculter, de nous fouler le thermomètre dans le derrière. Ça monte, ça descend, c'est l'angoisse! Et c'est d'autant plus curieux qu'à l'école on évite comme la peste de leur coller des complexes en les comparant, notés à l'appui, à leurs petits camarades. Résultat, plus tard, il n'y en aura que pour les premiers de la classe. Ils ne penseront plus qu'à ça, à la distribution des prix, au tableau d'honneur, à la liste des recalés et des recus au hit-parade de la popularité, du fric, du sex-appeal et de la réussite.

Les politiciens, n'en parlons pas. Ils sont tous droqués à la Sofres, à l'opso, au BVA. Les écrivains, c'est encore autre chose. Eau, leur ligne, ils la cherchent, la main tremblante, l'œil fou, dans la liste des meilleures ventes de la semaine. Ils y sont pas, ils y sont, ils y sont plus, leurs livres, en tête. Ça monte, ça descend, ça retombe dans le néant. C'est le syndrome Roux-Combaluzier.

Et il n'y a pas que ça, il y a le conseil de révision du Point. En forme. En panne. Vous, là, tirez la langue, dites trente-trois. Bon, ça peut aller. Non, ça peut pas. Aujourd'hui, dans l'Expansion, voici mieux: la cote d'amour des entreprises. Celle-là, je vous la donne en mille: nos chouchous, c'est qui? IBM, Apple, Nestlé, L'Oréal ou BSN? Et les plus belles escalades et les plus fortes dégringolades, c'est quoi? Moulinex, Orléa, Dunlop, la FNAC, Esso ou Paribas? Moi, je me suis cherchée: le carburant au Perrier. J'étais tellement énarquée que j'ai failli me rater. Je suis dix-neuvième sur vingt au classement des bonnes réputations. Pas mal, non?

Et attendez, c'est pas fini, le Meilleur a sorti le Top 30 des « has been ». Giscard, Sheila, Chazot, Bombardier... Celui-là, j'ai consulté sans aucune fébrilité. Je risquais pas de m'y voir. Pour y être, faut avoir été! Remarquez, ce concours, si, vous, vous l'avez joué, vous pouvez vous représenter. Suffit de faire acte de candidature. Il y aura une session de rattrapage fin janvier.

CLAUDE SARRAUTE.

Manifestation d'enseignants

le 30 novembre à Paris

Le Syndicat national des enseignants de second degré, (SNES) ainsi que cinq autres organisations de la FEN appellent à une manifestation à Paris, le mercredi 30 novembre, pour exiger « la revalorisation du métier ». Ce cortège, qui partira de la Bastille à 13 heures, clôt un mois d'actions engagées dans le secondaire et le supérieur. S'y joindront les syndicats FEN du supérieur (SNE-Sup), des enseignants en éducation physique (SNEP), de l'enseignement agricole public, des chercheurs scientifiques, des professeurs d'École normale, ainsi qu'une trentaine de sections du Syndicat national des instituteurs et professeurs de collèges (SNI-PEGC), tous appartenant à la tendance « unité et action » de la FEN (où militent les communistes et des socialistes). Le SNES, qui a pris l'initiative de la manifestation, souligne qu'elle se déroulera à la veille de l'ouverture des négociations avec le ministre sur la revalorisation de la condition enseignante.

Les conflits sociaux

Arrêts de travail dans des centres de tri

Les conflits sporadiques se poursuivent.

- Aux PTT, les centres de tri de Bastia, de Lyon-Montbrachet et d'Amiens sont toujours en grève et bloqués mercredi 23 novembre. Il faut y ajouter maintenant celui de la Mans. La journée de mardi 22 novembre a été marquée par le mot d'ordre d'action nationale lancé par la CGT dans les centres de tri.
- A la RATP, le trafic du RER sur les lignes A et B est affecté par le mouvement des ateliers d'entretien, soutenu par la CGT et FO, 50 % et 60 % des rames, respectivement, circulent. FO propose l'ouverture de négociations sur 1989 pour le 24 novembre, et la CGT annonce une journée d'action pour le lendemain, avec une manifestation.

- A Air France, où le conflit des mécaniciens au sol continue, la direction annonce des négociations sur la participation, le 24 novembre, et propose d'avancer au mois de décembre la discussion salariale.
- Les dockers ont observé un mot d'ordre de grève nationale, lancé par la CGT, pour le 22 novembre. Le mouvement a été suivi à 100 % à Dunkerque, Nantes, Lorient, Bordeaux, Fos-sur-Mer et Marseille.

Le numéro du « Monde » daté 23 novembre 1988 a été tiré à 540 347 exemplaires

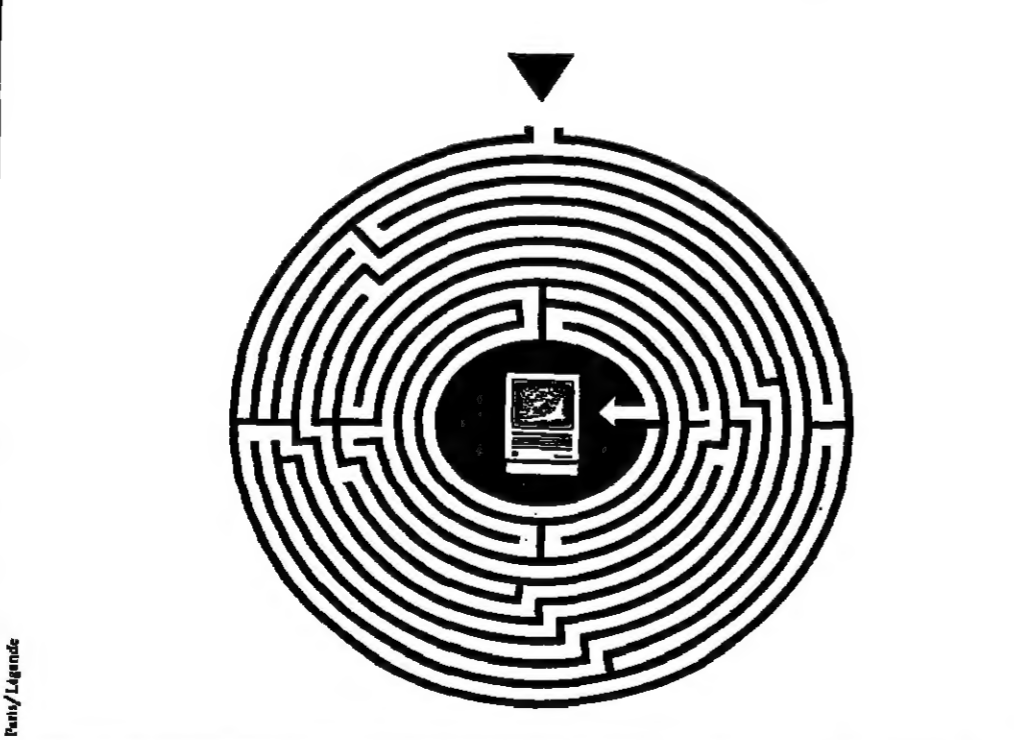
Il n'est pas à vous de payer les idées et les prix exorbitants de certaines «griffes»

MODE: NON AUX DÉPENSES EXCESSIVES!

Pour que vos achats vous plaisent vraiment, il faut que les prix soient «généreux». C'est-à-dire archi-sédentaires, carrément modiques. Encore plus évident pour la mode et les vêtements. Chez Rodin, les tissus sont chics, nouveaux et de qualité. Entre 30F et 300F le mètre, vous trouverez, superbes, des jerseys, des lainages, des soies, des polyesters et même des cachemires. A ces prix-là, la Mode est un plaisir...

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

Où trouver Macintosh sans vous compliquer la vie?



INTERNATIONAL COMPUTER,

LE PLUS COURT CHEMIN VERS MACINTOSH.

International Computer, c'est un grand choix de matériels et de périphériques en démonstration sur près de 500 m².

INTERNATIONAL COMPUTER
26 rue du Renard Paris 4^e
42 72 26 26

GLOBE

DE NOVEMBRE

RÈGLEMENTS DE COMPTES FIGARO/NOUVEL OBS.

GLOBE

DE NOVEMBRE

BEN JOHNSON: SON BLUES A TORONTO.

SIDA: le piège

Le SIDA... (text partially obscured and illegible)

Des manif

Révolution fiscale en Suède